

# TITRE VI.

## DU POUVOIR JUDICIAIRE.

### CHAPITRE PREMIER.

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

##### SECTION I.

###### DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.

**2289.** Les tribunaux de la province, en matière civile Division des tribunaux de la province. criminelle et mixte, sont :

1. La cour du banc de la reine, divisée en cour criminelle et en cour civile d'appel ;

2. La cour supérieure ;

3. La cour de circuit ;

4. La cour des commissaires ;

5. La cour des magistrats de district ;

6. La cour des sessions de la paix ;

7. Le tribunal des juges de paix ;

8. La cour du recorder ;

9. La cour de vice-amirauté, qui est un tribunal d'institution impériale sur lequel la législature est sans compétence.

La juridiction de la cour du banc de la reine ainsi divisée, Juridiction de ces tribunaux. de la cour supérieure, de la cour de circuit, et du tribunal des juges de paix, est générale et embrasse toute la province ;—la juridiction de la cour des commissaires, de la cour des magistrats de district, de la cour des sessions de la paix et de la cour du recorder, est locale et limitée à des endroits particuliers.

##### SECTION II.

###### DES OFFICIERS DE JUSTICE.

**2290.** Les officiers de chacun des districts de la province sont : le shérif, le protonotaire, le greffier de la cour de circuit, le greffier de la couronne, le greffier de la paix, le coroner, le geôlier, et tout autre officier nécessaire à l'administration de la justice en cette province. Officiers de justice.

Ces officiers sont nommés par le lieutenant-gouverneur Leur nomination. en conseil.

Greffier des appels et greffier de la cour en révision.

Un greffier des appels est nommé de la même manière pour toute la province, et un greffier de la cour supérieure siégeant en révision peut être nommé dans le district de Montréal. S. R. B. C., c. 76, s. 7 ; S. R. B. C., c. 77, ss. 16, 17 et 76 ; S. R. B. C., c. 79, ss. 20, 21 et 22 ; 7 V., c. 16, s. 59, et 12 V., c. 38, s. 12.

## CHAPITRE DEUXIÈME.

### DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CIVILE.

#### SECTION I.

##### DE LA COUR DU BANC DE LA REINE.

#### § 1.—*De la constitution du tribunal.*

Nom de la cour.

**2291.** La cour du banc de la reine est appelée "cour du banc du roi," pendant le règne d'un roi. S. R. B. C., c. 77, s. 1, § 3.

Composition de la cour.

**2292.** Le personnel de la cour du banc de la reine est de six juges—un juge en chef et cinq juges puisnés, *nommés par le gouverneur général en vertu de lettres patentes émises sous le grand sceau de la Puissance.* A. U., s. 96 ; S. R. B. C., c. 77, s. 1, et 43-44 V., c. 4, s. 1.

Résidence des juges.

**2293.** Les juges de la cour du banc de la reine doivent respectivement résider dans les cités de Québec ou Montréal, ou dans leurs environs, et pas moins de deux doivent résider à chacun de ces endroits. S. R. B. C., c. 77, s. 3.

Leur incapacité d'exercer certaines charges.

**2294.** Nul juge de la cour du banc de la reine ne peut siéger dans le conseil exécutif, le conseil législatif ou l'assemblée législative, ou remplir d'autres charges lucratives sous la couronne. S. R. B. C., c. 77, s. 2.

#### § 2.—*De la juridiction d'appel du tribunal.*

Juridiction d'appel.

**2295.** La cour et les juges qui la composent ont une juridiction civile d'appel, et la juridiction d'un tribunal d'erreur, dans toute l'étendue de la province, avec compétence sur toutes les causes ou matières litigieuses transmises par bref d'appel ou d'erreur, venant de tous les tribunaux dont, suivant la loi, il y a appel ou pourvoi pour erreur, à moins que cet appel ou ce pourvoi pour erreur ne soit affecté à la compétence d'un autre tribunal. S. R. B. C., c. 77, s. 4.

Ce que comporte cette juridiction.

**2296.** La juridiction et la compétence accordées à la cour par l'article précédent, comme tribunal d'appel et d'erreur, comportent l'attribution de tous les pouvoirs nécessaires pour leur donner effet. S. R. B. C., c. 77, s. 5.

**2297.** Le juge en chef, et, en son absence, le plus ancien juge puisné par ordre de nomination, préside les séances du tribunal. S. R. B. C., c. 77, s. 6. Président des séances.

**2298.** Le quorum de la cour est de quatre juges, et elle ne peut être tenue par plus de cinq. S. R. B. C., c. 77, s. 7; 43-44 V., c. 4, s. 1, § 2, et art. 1156, C. P. C. Quorum de la cour.

**2299.** Si, en raison d'un congé d'absence accordé, ou à cause de maladie, il devient probable qu'un juge de ce tribunal sera absent pendant un terme entier ou plus, et si le juge en chef ou en l'absence du juge en chef, ou de son incompétence à remplir ses fonctions pour une cause quelconque, le plus ancien juge puisné, habilité à remplir ses fonctions, transmet au gouverneur général son opinion que la nomination d'un juge suppléant, pour le temps de cette absence ou de cette maladie, servirait les fins de la justice, tout juge de la cour supérieure peut être nommé juge suppléant de la cour du banc de la reine pendant la durée probable de l'absence ou de la maladie du juge titulaire; ce juge suppléant a tous les pouvoirs et exerce tous les devoirs d'un juge ordinaire du tribunal. 25 V., c. 10, s. 2. Nomination d'assistant en cas d'absence prolongée d'un juge.  
  
Pouvoirs du juge suppléant.

**2300.** A l'expiration du temps pour lequel il est nommé, le juge suppléant peut compléter l'audition, assister au délibéré et rendre jugement dans toute cause entendue par lui, en tout ou en partie, avant l'expiration de ce temps, nonobstant le retour ou la présence au tribunal du juge qu'il a remplacé. 25 V., c. 10, s. 2. Ses pouvoirs à l'expiration de ses fonctions.

**2301.** A part de la prononciation des jugements dans les causes et incidents pris en délibéré devant lui en cour supérieure ou de circuit, avant sa nomination, le juge suppléant ne peut, pendant la durée du temps pour lequel il est nommé, agir comme juge de la cour supérieure. Le juge suppléant n'agit que dans les causes qu'il entend.

Une personne ayant qualité peut être nommée à sa place, pour le temps de la durée des fonctions du juge suppléant à la cour du banc de la reine, comme juge suppléant de la cour supérieure. 25 V., c. 10, s. 3. Comment remplacé.

**2302.** Si, dans une cause entendue devant quatre juges seulement et prise en délibéré, aucune opinion ne peut rallier le concours de trois juges sur le jugement à rendre, le tribunal raise la cause du rôle des délibérés et ordonne une nouvelle plaidoirie. S. R. B. C., c. 77, s. 14. Défaut de concours de 3 juges dans les jugements à rendre.

**2303.** Lors de cette nouvelle plaidoirie, un des deux juges, qui n'ont pas entendu la cause, est adjoint aux quatre qui l'ont entendue. Juges lors de la nouvelle plaidoirie.

Si les deux juges qui n'ont pas entendu la cause sont récusés.

Si, cependant, ces deux juges étaient récusés, frappés d'incapacité, ou sous congé d'absence, rendus incompetents, ou autrement empêchés de siéger dans la cause, tout juge de la cour supérieure peut agir comme juge suppléant, et est revêtu, par rapport à ce tribunal, soit avant, soit après la décision, des pouvoirs et de l'autorité d'un juge de la cour du banc de la reine ayant qualité et compétence. S. R. B. C., c. 77, s. 14.

§ 3.—*Du greffier du tribunal et de son député.*

Nomination du greffier des appels.

**2304.** Un greffier, connu sous le nom de "greffier des appels," est nommé et remplit les fonctions de greffier du tribunal, dans toutes les matières de son ressort comme tribunal d'appel et d'erreur.

Sa résidence.

2. Le greffier des appels réside dans la cité de Québec ou celle de Montréal, et il doit nommer, par instrument sous son seing et sceau, un député, qui est tenu de résider dans celle des deux cités où il ne réside pas lui-même.

Député-greffier.

3. Le député-greffier remplit les fonctions de greffier, et au cas de décès, destitution, suspension ou résignation du greffier, il continue à les remplir jusqu'à la nomination de son successeur en office.

Son entrée au registre.

4. L'acte de nomination du député-greffier est transcrit au registre du tribunal.

Destitution du député.

5. Le greffier peut destituer son député et en nommer un autre à sa place. S. R. B. C., c. 77, s. 16.

Privation du droit de pratiquer.

**2305.** Pendant la durée de leur charge respective, le greffier et son député ne peuvent exercer la profession d'avocat dans la province. S. R. B. C., c. 77, s. 17, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Appointements du greffier.

**2306.** Le lieutenant-gouverneur fixe, de temps à autre, les appointements du greffier, qui ne peuvent cependant excéder la somme annuelle de deux mille piastres. S. R. B. C., c. 77, s. 18.

§ 4.—*Des termes, et du lieu des séances.*

Endroits et dates où se tiennent les termes.

**2307.** Les termes de la cour du banc de la reine, siégeant comme tribunal d'appel et d'erreur, sont tenus dans les cités de Québec et Montréal, aux époques déterminées, et commencent aux jours fixés au préalable par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, dont avis est publié par proclamation. 33 V., c. 9, s. 1.

Clôture des termes.

**2308.** Tout terme ordinaire ou extraordinaire de la cour, peut être clos quand les affaires devant le tribunal sont épuisées, ou il peut être continué par ajournement jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. B. C., c. 77, s. 20, § 1.

**2309.** Le dernier jour du terme, la cour peut être ajournée à un jour ultérieur, pour la seule fin de rendre les jugements, et le jour ainsi fixé ou après, elle peut être ajournée de nouveau pour le même objet, et tel ajournement peut se faire à un jour quelconque durant ou après le terme criminel. S. R. B. C., c. 77, s. 20, § 2.

Ajournement pour rendre les jugements.

**2310.** Le lieutenant-gouverneur peut, quand il le juge à propos, ordonner, par proclamation, la tenue, soit à Québec soit à Montréal, d'un terme extraordinaire de la cour d'appel et d'erreur, devant commencer et se terminer aux jours fixés par une proclamation, qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement du terme; et, en tant qu'elles sont compatibles avec la proclamation, toutes les dispositions légales affectant les termes ordinaires de la cour s'appliquent à ce terme extraordinaire.

Terme extraordinaire à Québec et Montréal.

2. Il peut aussi, par proclamation, fixer, de temps à autre, un ou des termes additionnels de la cour siégeant en appel, pour être tenus au lieu et pendant le temps fixés dans la proclamation. S. R. B. C., c. 77, s. 21, et 46 V., c. 26, s. 5.

Termes additionnels de la cour.

#### § 5.—*De l'appel.*

**2311.** Quand le droit d'appel dépend du montant en litige, ce montant est censé être celui réclamé et non celui adjugé, s'ils diffèrent entre eux. S. R. B. C., c. 77, s. 24.

Montant du litige.

**2312.** Dans les cas prévus aux articles 503 et 504 du code de procédure civile, appliqués par l'article 1170 du dit code à la cour du banc de la reine siégeant en appel et en erreur, de même que dans les cas prévus par le même article 1170, rien n'empêche le tribunal d'ordonner une audition nouvelle, s'il est d'avis que cette nouvelle audition est nécessaire. 29-30 V., c. 26, s. 6.

Audition nouvelle.

**2313.** Quiconque inscrit en révision, devant trois juges, une cause de la cour de circuit, susceptible d'appel, ou de la cour supérieure, et procède sur cette inscription jusqu'à jugement, est privé du droit de se pourvoir à la cour du banc de la reine en appel ou en erreur, si le jugement est confirmé. 37 V., c. 6, s. 1.

Privation du droit d'appel en certain cas au banc R.

**2314.** Si la cause est susceptible d'appel à Sa Majesté, en son conseil privé, elle peut y être portée directement en suivant la même procédure, et en se conformant aux mêmes prescriptions et conditions que pour les appels qui vont, de la cour du banc de la reine siégeant en appel et en erreur, au même conseil privé. 37 V., c. 6, s. 2.

Droit d'appel au conseil privé.

## SECTION II.

## DE LA COUR SUPÉRIEURE.

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction et des pouvoirs du tribunal et des juges.*Composition  
de la cour.

**2315.** La cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de trente juges, savoir : d'un juge en chef et de vingt-neuf juges puînés.

Fonctions des  
juges.

Ces juges exercent leurs fonctions judiciaires ordinaires dans les districts et comtés qui leur sont de temps en temps assignés. S. R. B. C., c. 78, s. 1 ; 36 V., c. 10, s. 3 ; 43-44 V., c. 5, s. 1 ; 49-50 V., c. 7, s. 1, et 50 V., c. 11, s. 1.

Si le juge en  
chef réside à  
Québec.

**2316.** Lorsque le juge en chef réside dans la cité de Québec, le juge, nommé par l'autorité compétente, pour remplir les fonctions du juge en chef de la dite cour supérieure, les remplit dans le district de Montréal, tel que compris et défini pour les fins de la cour de révision, et doit résider dans la cité de Montréal. 47 V., c. 7, s. 1, et 50 V., c. 12, s. 1. (\*)

S'il réside à  
Montréal.

**2317.** Lorsque le juge en chef réside dans la cité de Montréal, le juge, nommé par l'autorité compétente, pour remplir les fonctions du juge en chef de la dite cour supérieure, les remplit dans le district de Québec tel que compris et défini pour les fins de la cour de révision, et doit résider dans la cité de Québec. (\*) 47 V., c. 7, s. 1, et 50 V., c. 12, s. 1.

Inhabilité des  
juges à rem-  
plir certaines  
charges.

**2318.** Nul juge de la cour supérieure ne peut occuper de siège dans le conseil exécutif, le conseil législatif ou dans l'assemblée législative de cette province, ni remplir d'autres emplois ou fonctions lucratives sous la couronne tant qu'il exerce sa charge. S. R. B. C., c. 78, s. 8.

Leur résiden-  
ce.

**2319.** Dix juges de la cour supérieure, résidant en la cité de Montréal, et deux d'entre eux, doivent toujours être disponibles pour les affaires de la cour de circuit du district,—quatre, résident dans la cité de Québec,—un, dans la cité des Trois-Rivières,—un, dans la cité de Sherbrooke.—un, dans le village d'Aylmer, ou dans le voisinage immédiat de chacune de ces localités,—un, dans le comté de Gaspé ou dans celui de Bonaventure, ainsi que porté à l'article suivant.—et un, dans chacun des districts suivants, savoir : Arthabaska, Beauharnois, Bedford, Iberville, Joliette, Kamouraska, Montmagny, Richelieu, Rimouski, Saguenay,

(\*) Cette disposition ne deviendra en vigueur que lorsque l'acte 50 V. c. 12, aura son effet.

et St-Hyacinthe, aux endroits qui leur sont assignés, suivant la loi. 46 V., c. 13, s. 1 ; 49-50 V., c. 7, s. 1, et 50 V., c. 11, s. 3.

**2320.** Le juge, à qui est assigné le comté de Gaspé, exerce ses fonctions dans ce comté et celui de Bonaventure, avec résidence à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, ou à Percé, dans le comté de Gaspé, au choix du juge. Fonctions du juge de Gaspé

2. Le juge, à qui est assigné le district de Montmagny, exerce ses fonctions ordinaires dans le district de Beauce. Fonctions du juge de Montmagny.

3. Le juge, à qui est assigné le district de Saguenay, exerce ses fonctions ordinaires dans le district de Chicoutimi. Fonctions du juge de Saguenay.

4. Le juge, à qui est assigné le district de Terrebonne, exerce ses fonctions ordinaires dans toute cour où les juges ont juridiction, lorsque telles fonctions ne sont pas requises dans ce district. 36 V., c. 10, s. 5 ; 40 Vic., c. 13, s. 4 ; 46 V., c. 13, s. 1, et 49-50 V., c. 7, s. 1. Fonctions du juge de Terrebonne.

**2321.** Chaque fois que l'expédition des affaires judiciaires exige, dans un district, les services de plus de juges qu'il n'en est fixé dans ce district, ou que le seul juge résidant dans un district est, pour une raison quelconque, incapable d'y remplir ses devoirs, sur information du fait, communiqué au juge en chef, ce dernier, après en avoir conféré avec ses collègues du district où il réside, requiert, suivant qu'il en a été convenu entre eux, un ou plusieurs juges, autres que ceux de Québec et Montréal, d'exercer temporairement leurs fonctions dans ce district étranger pour la tenue d'un terme ou de la cour, et de remplir leurs devoirs dans ce district pour cette fin ; pourvu qu'ils puissent s'absenter sans préjudicier à l'administration de la justice dans leurs propres districts. 40 V., c. 13, s. 1. Certains juges agissent temporairement dans d'autres districts.

**2322.** Tant qu'un juge au moins de la cour supérieure, à son domicile au chef-lieu d'un district, le protonotaire de ce district ne peut exercer aucune des fonctions judiciaires énumérées à l'article 465 du code de procédure civile, à moins de maladie ou d'absence de tel juge résidant. 36 V., c. 10, s. 7, et 40 V., c. 13, s. 5. Proviso.  
Protonotaires n'ont de pouvoirs judiciaires qu'en l'absence du juge.

**2323.** Lorsque, par maladie, suspension d'office ou autre cause, un juge est inévitablement empêché de remplir ses fonctions, un juge suppléant de la cour peut être nommé pour un temps déterminé ou pour le temps que dure l'incapacité du juge titulaire, auquel dernier cas, les fonctions du juge suppléant cessent du moment que le titulaire Nomination des juges suppléants.

reprend l'exercice de ses fonctions, ou qu'un juge permanent est nommé à sa place. A. U., s. 96, et S. R. B. C., c. 78, s. 11, § 1.

Pouvoirs et  
devoirs du  
juge suppléant.

Sa résidence.

**2324.** Durant le temps que la commission du juge suppléant demeure en vigueur, il exerce tous les pouvoirs, toute l'autorité, et remplit tous les devoirs dont est revêtu un juge ordinaire du tribunal, tout comme s'il avait été nommé juge ordinaire; il réside à l'endroit indiqué dans la commission. S. R. B. C., c. 78, s. 11, § 2.

Pouvoirs conférés à un seul juge.

**2325.** Tous les pouvoirs dont, par une loi quelconque, les juges de la cour supérieure ou un quorum d'entre eux, étaient revêtus en terme ou en vacance, avant la mise en vigueur des Statuts refondus pour le Bas Canada, et qui, par ces derniers statuts, sont donnés à tout juge du tribunal, continuent, comme par le passé, à être possédés par tout tel juge, de manière qu'un seul juge puisse constituer un quorum de la cour, et puisse entendre et juger toutes les causes et matières du ressort et de la compétence du tribunal, et en exercer tous les pouvoirs. S. R. B. C., c. 78, s. 12.

Litige commencé par un juge peut être continué par un autre.

**2326.** Tout juge peut continuer et terminer un litige commencé ou continué par un autre juge, mais il ne peut infirmer la décision d'un autre que dans les cas où il pourrait l'infirmer si elle avait été rendue par lui-même. S. R. B. C., c. 78, s. 13, § 2.

Remplacement des juges dans certains cas.

**2327.** Dans toutes les causes commencées en vacance par un juge, il est loisible, en cas de sa maladie ou de son absence, à tout autre juge, de siéger à sa place et d'exercer tous les pouvoirs et autorité qui auraient appartenus à ce juge s'il avait continué à siéger. S. R. B. C., c. 78, s. 14.

Pouvoirs des juges de siéger en même temps dans des salles séparées.

**2328.** Deux juges ou plus, exerçant leurs fonctions dans le même district, peuvent, et doivent chaque fois que la dépêche des affaires le requiert, siéger en même temps et au même endroit, dans des salles séparées, pendant ou hors des termes, et chacun d'eux a juridiction pour entendre et décider les causes et matières qui lui sont soumises, et exerce les mêmes pouvoirs que s'il siégeait seul en cet endroit. S. R. B. C., c. 78, s. 15; C. P. C., art. 464, et 40 V., c. 13, s. 2.

#### § 2.—Des pouvoirs généraux du tribunal.

Excepté la cour du banc de la reine, les tribunaux sont soumis au contrôle de la cour sup.

**2329.** A l'exception de la cour du banc de la reine, tous les tribunaux, magistrats et autres personnes, corps politiques et corporations dans la province, sont soumis au droit de surveillance et de réforme, aux ordres et au contrôle de la cour supérieure et de ses juges, en la manière et forme que prescrit la loi.



Quant à ce qui concerne les dispositions non abrogées de quelque acte en vigueur dans la province, à l'époque où l'acte 12 V., c. 38, est devenu entièrement en vigueur, la cour supérieure continue d'être substituée aux cours du banc de la reine, abolies par le dit acte.

Dispositions applicables.

Ces dispositions non abrogées continuent à s'appliquer à la cour supérieure comme elles s'appliquaient autrefois aux dites cours du banc de la reine.

Ce droit de surveillance, de réforme et de contrôle continue d'être conféré et assigné à la cour supérieure et à ses juges. S. R. B. C., c. 78, s. 4.

Droit de surveillance, etc. continué.

§ 3.—*Dispositions spéciales relatives à la juridiction du tribunal dans le district de Québec.*

**2330.** Le tribunal, dans le district de Québec, a, sur le comté de Bellechasse, juridiction concurrente avec le tribunal du district de Montmagny.

Juridiction concurrente du tribunal du district de Québec.

Les causes relevant de ce dernier tribunal, peuvent être intentées, poursuivies et terminées devant le tribunal du district de Québec.

2. La juridiction concurrente du tribunal dans le district de Québec, s'étend à chacun des officiers de tel tribunal, y compris l'exécution des jugements. 51-52 V., c. 19, ss. 1 et 5.

§ 4.—*Des termes et des séances.*

**2331.** Les termes et les séances de la cour supérieure et des juges de ce tribunal sont tenus au chef-lieu des différents districts judiciaires de la province; toutes les actions, poursuites et procédures qui peuvent être instituées dans un district, peuvent être commencées au lieu où ces termes sont tenus en ce district. S. R. B. C., c. 78, s. 16.

Termes et séances de la cour.

**2332.** Dans le district de Québec, les cinq premiers jours juridiques et les cinq jours juridiques qui suivent le quinze de chaque mois, sont des jours de terme.

Termes à Québec.

2. Dans les districts de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, tous les jours juridiques sont des jours de terme, de même que dans les districts qui peuvent être ajoutés par proclamation à ces quatre districts.

Termes à Montréal, etc.

Toutefois, dans les districts des Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, ainsi que dans les districts ajoutés par proclamation, le tribunal ne peut siéger durant

Proviso.

les jours fixés pour les termes de la cour de circuit dans le district. 47 V., c. 8, s. 2; 48 V., c. 13, s. 1, et c. 23, s. 4.

Epoques des termes.

**2333.** Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer, par proclamation, les époques auxquelles les termes doivent être tenus dans tout autre district que ceux mentionnés aux deux articles précédents, et peut, de la même manière, les changer,—mais pas moins de trois termes par année doivent être tenus dans ces districts, excepté dans celui de Gaspé dans lequel il n'est pas tenu moins de deux termes. S. R. B. C., c. 78, s. 17, § 1; 47 V., c. 8, s. 2; 48 V., c. 13, s. 1, et 48 V., c. 23, s. 4.

Suspension des termes.

2. Il peut aussi, par proclamation, suspendre, de temps à autre, sur le rapport du procureur général, la tenue d'un terme ordinaire dans tout tel district, ou s'il le juge à propos, y ordonner la tenue d'un terme spécial. S. R. B. C., c. 78, s. 17, § 2; 40 V., c. 13, s. 3, et 50 V., c. 7, s. 2.

Grande vacance.

3. A part les districts de Gaspé et Saguenay, nul terme n'est tenu en tout ou en partie, entre le trente de juin et le premier septembre.

Clôture des termes.

4. Rien de contenu dans un statut ou une proclamation n'a l'effet d'empêcher la clôture d'un terme quand il n'y a plus d'affaires devant le tribunal, ou de le continuer par ajournement, jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. B. C., c. 78, s. 17, §§ 3 et 4; 47 V., c. 8, ss. 2 et 3; 48 V., c. 13, s. 1, et c. 23, s. 4.

Séances hors des termes pour certaines fins.

**2334.** Dans tout district, le tribunal peut, aux jours fixés à cette fin pendant le terme alors dernier, tenir des séances pendant la vacance, pour rendre jugement dans les causes précédemment entendues et prises en délibéré, quelque soit la nature du jugement ou de la cause dans laquelle il est rendu. S. R. B. C., c. 78, s. 18.

§ 5.—*Des shérifs, des protonotaires, et autres officiers du tribunal.*

Devoirs des protonotaires, shérifs, etc.

**2335.** Les shérifs et protonotaires sont non seulement les officiers des juges siégeant dans leurs districts, mais ils sont encore, généralement, les officiers de la cour supérieure; ils doivent obéir aux ordres légitimes du tribunal et des juges qui le composent, dans quelque district que ces ordres leur soient donnés, pourvu que ces ordres soient exécutoires dans le district pour lequel chacun d'eux a été nommé.

Défense de pratiquer comme avocat, etc.

2. Aucun shérif ou protonotaire de la cour supérieure, tant qu'il est en charge, ni son député, tant qu'il remplit les fonctions de son office, ne peuvent pratiquer comme avocats dans la province. S. R. B. C., c. 78, s. 21, § 1; S. R. B. C., c., 82, s. 8, et 49-50 V., c. 34, ss. 1, et c. 58, § 1.

**2336.** Sauf et excepté dans les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa, où la nomination des députés est obligatoire, tout protonotaire de la cour supérieure peut, de temps à autre, et doit, quand l'expédition des affaires de son bureau l'exige, nommer, par un instrument sous son seing et sceau, un ou plusieurs députés qui, en cas d'absence ou de maladie du protonotaire, sont autorisés à remplir toutes les fonctions de son office ; cet instrument est transcrit au registre du tribunal. S. R. B. C., c. 78, s. 21, § 2, et S. R. B. C., c. 93, ss. 3 et 12.

Nomination  
des députés-  
protonotaires.

**2337.** De même, sauf et excepté dans les endroits mentionnés en l'article précédent, où la nomination des députés est obligatoire, tout shérif peut nommer un député avec délégation des pouvoirs et de l'autorité dont il est revêtu, pour agir comme tel, et être son auxiliaire dans l'accomplissement de ses devoirs d'office.

Nomination  
des députés-  
shérifs.

Les actes et rapports de ce député faits en sa capacité officielle, sont reçus devant tous les tribunaux de la province, et sont aussi valides et légaux, que les actes et les rapports du shérif lui-même. S. R. B. C., c. 92, s. 9, § 2.

Validité des  
actes de ce  
député.

**2338.** Tout député-shérif ou député-protonotaire peut, au cas de mort, destitution, suspension, ou résignation du shérif ou du protonotaire, en remplir les devoirs jusqu'à la nomination de son successeur.

Pouvoirs des  
députés en  
cas de décès,  
etc., du chef.

2. Tout devoir prescrit par la loi qui, à l'époque de ce décès, de cette destitution, suspension ou résignation, n'a pas été rempli par le shérif ou le protonotaire, peut être rempli, avec le même effet, par le député ou par son successeur ; et tout acte inséré au registre mais non signé et non complété par ce shérif ou ce protonotaire, peut l'être par le député ou son successeur. 33 V., c. 14, ss. 1 et 2.

Leurs devoirs

**2339.** Les shérifs et les protonotaires sont obligés de tenir des livres de comptes faisant voir le montant des deniers publics qu'ils ont entre leurs mains, de la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil l'ordonne, et de déposer ces deniers conformément à la section dix-neuvième, du chapitre cinquième, du titre quatrième des présents statuts refondus, concernant les dépôts judiciaires et autres.

Shérifs, etc.,  
tiennent des  
livres de  
comptes  
sujets à l'ins-  
pection.

Ces officiers doivent faire les entrées, jour par jour, dans leurs livres de caisse ; leurs livres, montants et papiers, ayant rapport à ces deniers publics, sont, en tout temps, durant les heures du bureau, ouverts à l'inspection des personnes que le lieutenant-gouverneur autorise.

Leurs en-  
trées.

2. Lorsqu'un shérif ou un protonotaire est destitué, ou qu'il résigne sa charge, il doit, dans les trois mois de sa destitution ou de sa résignation, payer et remettre à son successeur en office, toutes les sommes d'argent ou autres

Trois mois  
après la mort  
etc., d'un shé-  
rif, etc., de-  
niers reçus  
remis à leur  
successeurs.

choses qui, à cette date, étaient entre ses mains, ou pour lesquelles il était alors responsable en vertu de sa charge.

Les héritiers ou représentants de chaque tel officier, en cas de décès, sont soumis aux mêmes devoirs.

Devoirs du  
successeur  
de l'officier.

3. Le successeur de chaque tel officier, aussitôt que ces sommes de deniers ou autres choses lui ont été payées ou remises, est obligé d'exécuter tous les jugements et ordres pour la distribution et le paiement d'icelles en tout ou en partie, de la même manière que le shérif ou le protonotaire précédent y aurait été obligé, que ces jugements ou ordres aient été rendus ou faits avant ou après telle mort, destitution ou résignation.

Responsabi-  
lité des cau-  
tions.

4. Rien de contenu dans cet article ne doit diminuer la durée ou l'étendue de la responsabilité d'aucune caution du shérif ou du protonotaire, en vertu de la loi. 31 V., c. 17, ss. 1, 2, 3 et 4.

### SECTION III.

#### DE LA COUR DE CIRCUIT.

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction, et des pouvoirs du tribunal et des juges.*

Constitution  
de la cour.

**2340.** Une cour de d'archives, appelée "cour de circuit," a juridiction sur toute la province de Québec et est tenue, chaque année, aux époques ci-après prescrites, dans chacun des districts et circuits de cette province, par un des juges de la cour supérieure. S. R. B. C., c. 79 s. 1.

Juridiction  
concurrente  
du tribunal.

2. La cour de circuit, dans le district de Québec, a, sur le comté de Bellechasse, juridiction concurrente avec la cour de circuit de Montmagny; les causes, relevant de ce dernier tribunal, peuvent également être intentées, poursuivies et terminées devant la cour de circuit du district de Québec.

Cette juridiction concurrente s'étend aux officiers de ce dernier tribunal, y compris l'exécution des jugements. 51-52 V., c. 19, ss. 1 et 5.

§ 2.—*Des circuits, et du lieu des séances.*

Interpréta-  
tion du mot :  
"circuit."

**2341.** Le mot "circuit," chaque fois qu'il se rencontre dans la présente section, ou dans toute loi relative à l'administration de la justice, signifie la division territoriale de district ou de comté sur laquelle la cour de circuit, à quelque endroit qu'elle soit tenue, a juridiction. S. R. B. C., c. 79, s. 5, § 2.

**2342.** Sur proclamation du lieutenant-gouverneur, la cour de circuit est tenue dans tout comté autre que celui où est tenue la cour supérieure, à l'exception des comtés d'Hochelaga, Jacques-Cartier, Laval, St-Maurice et Québec, et dans plus d'un endroit dans les comtés de Beauce, Beauharnois, Bonaventure, Charlevoix, Chicoutimi, Gaspé, Missisquoi, Ottawa, Pontiac, Richmond, Rimouski, Saguenay et Stanstead.

Tenue de la cour où ne se tient pas la cour supérieure.

La cour est alors désignée sous le nom de " La cour de circuit dans et pour le comté de (*nommant le comté,*) et s'il y en a plus d'une dans le premier comté, sont ajoutés à cette désignation les mots " à " (*nommant le lieu des séances.*)

Désignation de la cour.

Sur proclamation du lieutenant-gouverneur, toute telle cour de circuit peut être abolie. S. R. B. C., c. 79, ss. 6, 7, 8 et 9; 32 V., c. 21, s. 1; 35 V., c. 6, s. 23; 49-50 V., c. 8, s. 1, et C. P. C., art. 1062.

Abolition d'elle.

**2343.** En conséquence de la suppression, les registres, archives et dossiers de la cour supprimée, sont transmis à telle autre cour de circuit désignée dans la proclamation. S. R. B. C., c. 79, s. 13, § 1, et 35 V., c. 6, s. 23.

Transfert des archives dans le cas d'abolition.

**2344.** Nul jugement ou acte judiciaire, de quelque nature qu'il soit, ne doit perdre de sa valeur, à raison de la suppression de la cour de circuit ainsi discontinuée, et de la transmission des dossiers, mais au contraire demeure en pleine vigueur. S. R. B. C., c. 79, s. 13, § 2.

Procédures restent en vigueur.

**2345.** La cour de circuit continue à être tenue valide-ment à tout endroit où elle l'est maintenant, à moins qu'il en soit autrement disposé par proclamation du lieutenant-gouverneur, malgré que cet endroit ne soit pas le chef-lieu du district où il est situé, et à moins encore que tel endroit ne soit situé dans quelqu'un des comtés de Hochelaga, Jacques-Cartier, Laval, St-Maurice ou Québec, ou dans un comté où le chef-lieu du district est situé, et qui n'est pas un de ceux où, d'après l'article 2342, il peut être tenue une cour de circuit à plus d'un endroit. S. R. B. C., c. 79, s. 10, § 1, et 32 V., c. 21, s. 1.

Cour de circuit, continue jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement par proclamation.

**2346.** La cour de circuit, dont la tenue est reconnue et confirmée par l'article précédent, est censée tenue dans et pour le comté, comme si l'endroit où elle est tenue avait été choisi par proclamation. S. R. B. C., c. 79, s. 10, § 2.

Cour censée l'être pour le comté dans lequel elle est tenue.

**2347.** Excepté en ce qui concerne la cour de circuit, tenue à un chef-lieu de district, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, changer l'endroit ou tout endroit où est tenue la cour de circuit dans un comté, ou en supprimer la tenue dans tout comté, ou à tout endroit d'un

Pouvoir du lieut. gouv. de changer le siège de la cour ou le discontinuer.

comté, à dater du jour indiqué dans la proclamation, chaque fois qu'il juge ce changement avantageux à la population du comté, ou qu'il trouve à propos de discontinuer la tenue de cette cour, à raison du manque de local et des accessoires convenables pour l'y tenir. S. R. B. C., c. 79, s. 12.

Actions ou causes pendantes, non affectées par ces changements.

**2348.** Les actions, informations, poursuites ou causes pendantes devant la cour supprimée ne perdent pas de leur autorité, ni ne sont affectées par la discontinuation de la cour; elles sont transmises dans leur état alors actuel à la cour de circuit désignée dans la proclamation, pour y rester pendantes comme si elles y avaient été originellement portées, et il est, sur icelles, procédé à jugement, exécution et ultérieurement, comme il aurait été fait devant la cour de circuit supprimée. S. R. B. C., c. 79, s. 13, § 2.

Comparaisons.

**2349.** Toute personne assignée à comparaître, ou à laquelle il aurait été enjoint de faire un acte judiciaire quelconque, doit comparaître et faire, au temps dit, l'acte requis devant la cour de circuit où les dossiers sont transmis, sous les peines résultant de son défaut, à moins que le juge n'étende les délais pour comparaître et faire l'acte commandé. S. R. B. C., c. 79, s. 13, § 2.

### § 3.—*Des termes de la cour.*

Juges qui tiennent la cour.

**2350.** La cour de circuit est tenue par les juges de la cour supérieure, dont chacun d'eux a le pouvoir d'y agir comme tel. S. R. B. C., c. 79, s. 14.

Jours de termes à Québec;

**2351.** Dans le district de Québec, les cinq premiers jours juridiques et les cinq jours juridiques qui suivent le quinze de chaque mois, sont des jours de terme. 47 V., c. 8, s. 2.

A Montréal, etc.

**2352.** Dans les districts de Montréal, Trois-Rivières, St-François et St-Hyacinthe, tous les jours juridiques sont des jours de terme; et il en est de même dans les districts qui peuvent être ajoutés par proclamation à ces quatre districts.

Proviso.

Toutefois, dans les districts de Trois-Rivières, St-François et St-Hyacinthe, ainsi que dans les districts ajoutés par proclamation, la cour ne peut siéger pendant les jours de séance de la cour supérieure pour l'audition des causes. 47 V., c. 8, s. 2. et 48 V., c. 13, s. 1. et c. 23, s. 4.

Fixation de termes par proclamation.

**2353.** Dans tout autre district que ceux mentionnés aux deux articles précédents, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer, par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou

district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme. S. R. B. C., c. 79, s. 17 ; 47 V., c. 8, s. 2 ; 48 V., c. 13, ss. 1 et 2, et c. 23, s. 4.

**2354.** Il peut, de la même manière, changer, de temps à autre, les termes, de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus. S. R. B. C., c. 79, s. 17 ; 47 V., c. 8, s. 2 ; 48 V., c. 13, s. 1, et c. 23, s. 4. Changement des termes.

**2355.** Il peut encore, par une semblable proclamation, sur le rapport du procureur général, suspendre, de temps à autre, la tenue d'un terme ordinaire de la cour de circuit, dans tout district, ou s'il le juge à propos, y ordonner la tenue d'un terme spécial. 40 V., c. 13, s. 3 ; 47 V., c. 8, s. 2 ; 48 V., c. 13, s. 1 et c. 23, s. 4, et 50 V., c. 7, s. 2. Suspension des termes.

**2356.** Le juge peut clore le terme, quand les affaires devant le tribunal sont épuisées, ou le continuer par ajournement de jour en jour, jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. B. C., c. 79, s. 18 ; 47 V., c. 8, s. 2 ; 48 V., c. 13, s. 1, et c. 23, s. 4. Clôture ou continuation du terme par le juge.

**2357.** A part des districts de Gaspé et Saguenay, nul terme ne doit être fixé de manière à être tenu, en tout ou en partie, chaque année, entre le trente de juin et le premier septembre. S. R. B. C., c. 79, s. 18 ; 47 V., c. 8, s. 3 ; 48 V., c. 13, s. 1, et c. 23, s. 4. Grande Vacance.

§ 4.—*Des greffiers du tribunal, de leurs cautions, et de leurs députés.*

**2358.** Les greffiers de la cour de circuit sont nommés par le lieutenant-gouverneur pour les divers districts et comtés respectivement, et au cas de vacance de la charge par décès, résignation, destitution ou autrement, d'autres titulaires sont nommés à leur place. Nomination des greffiers.

2. Aucun greffier d'une cour de circuit, tant qu'il continue sa charge, ni son député tant qu'il remplit les fonctions de son office, ne peuvent pratiquer comme avocats. S. R. B. C., c. 79, s. 20 ; S. R. B. C., c. 82, s. 8 ; et 49-50 V., c. 34, ss. 1 et 58, § 1. Défense de pratiquer comme avocat, etc.

**2359.** Excepté pour les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières, St-François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa, où la nomination des députés est obligatoire, tout greffier de la cour de circuit peut, et doit quand la chose devient nécessaire pour l'expédition des devoirs de sa charge, Nomination des députés.

nommer, par un instrument sous son seing et sceau, un ou plusieurs députés qui n'agissent, en cette qualité, qu'au cas d'absence ou de maladie du greffier ; tel instrument est transcrit dans le registre du tribunal. S. R. B. C., c. 79 ; s. 20, § 2 ; S. R. B. C., c. 82, s. 2, et c. 93, ss. 3 et 12.

Leur destitution.

**2360.** Le greffier peut destituer, en tout temps, ce député et en nommer un autre à sa place. S. R. B. C., c. 79, s. 20, § 2. et S. R. B. C., c. 93, s. 12, § 3.

Leurs devoirs au cas de décès etc., du chef.

**2361.** Tout député-greffier de la cour de circuit peut, au cas de décès, démission, suspension ou résignation du greffier, exercer les devoirs de ce dernier jusqu'à la nomination de son successeur en office.

Actes des chefs décrétés, continués par les députés. chef.

Tout devoir imposé par la loi au greffier, non accompli par lui à l'époque de son décès, de sa destitution, suspension ou résignation, peut être accompli par son député ou son successeur, et tous les documents et actes enregistrés mais non signés et non complétés par ce greffier, peuvent être signés et complétés par son député ou son successeur. 33 V., c. 14, ss. 1 et 2.

Pouvoirs des greffiers dans certains comtés d'agir pour le district ou le comté.

**2362.** Le lieutenant-gouverneur peut nommer comme greffier de la cour de circuit, dans chacun des comtés de Pontiac, Argenteuil, Soulanges, Huntingdon et Ottawa, le greffier de la cour de circuit du district, comprenant un de ces comtés.

Nomination de députés.

Ce greffier, nommé à la fois pour un district et pour un comté, peut, et doit si l'accomplissement des devoirs de sa charge l'exige, nommer un ou plusieurs députés pour chacune de ces cours. S. R. B. C., c. 79, s. 21.

Officiers dans les circuits de comté.

**2363.** Les mêmes charges judiciaires doivent être établies tant dans les comtés que dans les districts, et des personnes compétentes doivent, de la même manière que dans les districts, être promues à ces charges dans les comtés. S. R. B. C., c. 79, s. 22.

Greffiers s'il y a plus d'une cour dans un comté.

**2364.** Quand plus d'une cour de circuit est tenue dans le comté, un greffier peut être nommé pour chacune d'elles. S. R. B. C., c. 79, s. 22.

Dispositions applicables à ces officiers.

**2365.** Toutes les dispositions légales touchant ces officiers respectifs, tant à l'égard des cautionnements requis de la part des fonctionnaires que de la nomination des députés et des autres matières judiciaires, s'étendent aux mêmes fonctionnaires dans les circuits de comté, en égard toutefois aux dispositions particulières de la présente section. S. R. B. C., c. 79, s. 22.



§ 5.—*Des devoirs des shérifs et des greffiers du tribunal.*

**2366.** Le shérif de chaque district est également officier de la cour de circuit, et est tenu, dans l'étendue de son district, d'obéir aux ordres du tribunal en toute matière pendante devant lui.

Devoirs des shérifs.

Le greffier de la cour de circuit, à tout endroit, est officier de ce tribunal, et doit, dans l'étendue de son circuit, obéir à ses ordres.

Devoirs du greffier.

En quelque endroit que les ordres soient donnés, et de quelque endroit qu'ils soient adressés au shérif ou au greffier, ces officiers sont respectivement soumis au tribunal en conséquence. S. R. B.C., c. 83, s. 163, § 2.

Contrôle du tribunal sur ces officiers.

**2367.** Tout greffier du tribunal doit tenir des livres de comptes faisant voir le montant des deniers publics qu'il a entre ses mains, de la manière que le lieutenant-gouverneur l'ordonne, et déposer ces deniers conformément à la section dix-neuvième, du chapitre cinquième du titre quatrième des présents statuts refondus, concernant les dépôts judiciaires et autres.

Greffiers, tiennent des livres de comptes sujets à inspection.

Tout tel officier doit faire les entrées, jour par jour, dans son livre de caisse, et tous ses livres, montants et papiers, ayant rapport à ces deniers publics, sont, en tout temps, durant les heures de bureau, ouverts à la visite des personnes que le lieutenant-gouverneur autorise.

Entrées qui y sont faites.

2. Lorsqu'un greffier est destitué, ou qu'il résigne sa charge, il doit, dans les trois mois de sa destitution ou de sa résignation, payer et remettre à son successeur en office, toutes les sommes d'argent ou autres choses qui, à cette date, étaient entre ses mains ou pour lesquelles il était alors responsable en vertu de sa charge.

Après la mort ou destitution etc., d'un greffier, deniers reçus sont remis à son successeur.

Les héritiers ou représentants de cet officier, dans le cas de décès de ce dernier, sont soumis aux mêmes devoirs.

Devoirs des héritiers.

3. Le successeur, aussitôt que ces sommes de deniers ou autres choses lui ont été payées ou remises, est obligé d'exécuter et remplir tous les jugements et ordres pour la distribution ou le paiement d'icelles en tout ou en partie de la même manière que le greffier précédent y aurait été obligé, que ces jugements ou ordres aient été rendus ou faits avant ou après telle mort, destitution ou résignation.

Successeur tenu d'exécuter tous jugements antérieurs quant à ces deniers.

4. Rien de contenu dans cet article ne doit diminuer la durée ou l'étendue de la responsabilité d'aucune caution du greffier de la cour de circuit, en vertu de la loi. 31 V., c. 17. ss. 1, 2, 3 et 4.

Responsabilité des cautions.

## SECTION IV.

DE LA COUR DU BANC DE LA REINE, ET DE LA COUR SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT, DANS GASPÉ.

§ 1.—*Dispositions générales*

Dispositions applicables au district de Gaspé.

**2368.** Toutes les dispositions générales des présents statuts refondus et du code de procédure civile, relatives à l'administration de la justice, non incompatibles avec quelque disposition applicable au district de Gaspé, s'appliquent à ce district. S. R. B. C., c. 80, s. 1, § 1, et C. P. C., art. 1 et 27.

Comment les cours y sont tenues.

**2369.** Tout en restant sujettes aux dispositions spéciales de la présente section, la cour du banc de la reine, la cour supérieure et la cour de circuit, sont tenues, dans le district de Gaspé, de la même manière que dans les autres districts. S. R. B. C., c. 80, s. 1, § 2.

Interprétation.

**2370.** La répétition faite, dans la présente section, de dispositions générales applicables aux autres districts aussi bien qu'au district de Gaspé, ne peut avoir l'effet de modifier les deux articles précédents. S. R. B. C., c. 80, s. 1, § 3.

§ 2.—*Des greffiers de la couronne, des greffiers de la paix, des protonotaires, des greffiers de la cour de circuit, du shérif, et de leurs cautionnements.*

Nomination de greffiers conjoints et autres officiers

**2371.** Pour la convenance des habitants du district de Gaspé, le lieutenant-gouverneur, s'il le juge à propos, nomme, durant bon plaisir, deux personnes de capacité et d'expérience suffisantes dans la pratique des tribunaux en matières civiles et criminelles de la province, pour être conjointement greffier de la couronne et de la paix et protonotaire de la cour supérieure dans le district de Gaspé.

Résidence de ces officiers.

2. L'un de ces fonctionnaires doit résider à Percé et l'autre à New-Carlisle, auxquels endroits ils tiennent leurs bureaux ouverts au palais de justice, chaque jour de l'année, —les dimanches et les fêtes d'obligations exceptés—depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi.

Leurs heures de bureau.

Les juges de ces tribunaux peuvent changer, aussi souvent qu'ils le trouvent nécessaire, telles heures de bureau et en fixer d'autres, suivant qu'ils le trouvent convenable, en ayant toutefois égard à la convenance publique. S. R. B. C., c. 86, s. 4, §§ 1 et 2.

Tenue des registres.

**2372.** Les protonotaires conjoints tiennent, de la même manière que le font les protonotaires de ce tribunal dans le district de Québec, des registres et plunitifs de tous les procédés faits devant la cour supérieure dans les causes civiles.

Il n'est pas nécessaire que ces registres et plunitifs soient tenus en double dans le district de Gaspé, mais des registres et plunitifs sont tenus séparément dans chacun des comtés de Gaspé et Bonaventure. S. R. B. C., c. 80, s. 4, § 3.

Mode de les  
tenir.

**2373.** Le lieutenant-gouverneur peut également nommer une personne de capacité et d'intégrité suffisantes, pour être le shérif du district.

Nomination  
d'un shérif.

Avant d'entrer dans l'exercice de sa charge, ce fonctionnaire doit donner le cautionnement requis par la loi. S. R. B. C., c. 80, s. 4, § 4, et 36 V., c. 15, s. 3, § 1.

Son caution-  
nement.

**2374.** Le lieutenant-gouverneur peut, cependant, nommer un protonotaire de la cour supérieure, un shérif, un greffier de la cour de circuit au chef-lieu, un greffier de la couronne et un greffier de la paix distincts, pour chacun des comtés de Gaspé et Bonaventure; et en ce cas, les salaires et émoluments, payables aux fonctionnaires qui occupent conjointement ces charges dans, tout le district, sont partagés entre ceux qui les occupent séparément, dans les proportions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. B. C., c. 80, s. 5, § 1.

Nomination  
d'autres offi-  
ciers.

**2375.** Dans le cas de décès de tout tel officier, son député en occupe temporairement la charge et en remplit les devoirs jusqu'à la nomination du successeur. S. R. B. C., c. 80, s. 5, § 1.

Devoirs de  
députés

**2376.** Chaque tel officier a, dans l'un ou l'autre comté, les pouvoirs de l'officier semblable dans et pour tout autre district; le shérif du comté de Gaspé peut nommer un député pour les Iles de la Magdeleine comme s'il était le shérif du district de Gaspé. S. R. B. C., c. 80, s. 5, § 2.

Pouvoirs de  
ces officiers.

**2377.** Rien de contenu dans les trois articles précédents ne peut cependant être interprété comme ayant l'effet d'empêcher le lieutenant-gouverneur, si, en tout temps, il le juge à propos, de continuer en fonctions ou de nommer un shérif pour tout le district, des protonotaires conjoints de la cour supérieure, des greffiers conjoints de la cour de circuit au chef-lieu, des greffiers conjoints de la couronne, ou des greffiers conjoints de la paix. S. R. B. C., c. 80, s. 5, § 3.

Pouvoir du  
lieut.-gouv  
de nommer  
des officiers  
conjointes

#### § 3.—*Du lieu d'emprisonnement des délinquants.*

**2378.** Un délinquant emprisonné pour quelque offense commise dans le district de Gaspé, doit l'être dans la prison du comté où il a subi son procès. S. R. B. C., c. 80, s. 6.

Lieu d'emprisonnement  
après le pro-  
cès.

§ 4.—*Des comtés considérés comme districts séparés.*

Comtés  
considérés  
comme dis-  
tricts séparés

**2379.** En tant qu'il se rapporte au comté dans lequel est instituée une poursuite ou instance en matière civile, devant la cour supérieure ou la cour de circuit, au chef-lieu de l'un ou l'autre des comtés de Gaspé et Bonaventure chacun de ces comtés est considéré comme un district séparé, de manière que nulle poursuite ou instance ne puisse être instituée dans l'un ou l'autre comté, à moins qu'à raison de la résidence du défendeur ou de l'un des défendeurs dans tel comté, ou à raison de l'origine de la cause d'action dans ce comté, cette poursuite ou instance ait pu y être instituée s'il eût été un district séparé S. R. B. C., c. 80, s. 7.

§ 5.—*Des témoins dans les causes civiles, devant la cour de circuit.*

Cas où les  
témoins ne  
peuvent être  
assignés d'un  
comté à un  
autre.

**2380.** Sauf les exceptions ci-après, aucune personne résidant dans l'un des deux comtés de Gaspé et Bonaventure, ne peut être assignée comme témoin devant la cour de circuit tenue dans celui des deux comtés où elle ne réside pas. S. R. B. C., c. 80, s. 8, § 1.

Obligation  
toutefois de  
comparaître  
sur ordre du  
tribunal.

**2381.** La disposition précédente n'exempte toutefois en rien, une personne ne résidant pas dans le comté où est tenue la cour, de comparaître comme témoin et de rendre témoignage devant elle s'il lui a été signifié un *subpœna* ou une ordonnance du tribunal à cet effet, dans les limites de ce comté, pendant les séances de ce tribunal ou dans les trois jours qui les précèdent. S. R. B. C., c. 80, s. 8, § 2.

Assignation  
en vertu du  
code p. c.

**2382.** Toute personne peut également être assignée comme témoin, en vertu du code de procédure civile. S. R. B. C., c. 80, s. 8, § 3.

§ 6.—*Des termes et des séances de la cour de circuit.*

Quand siège  
la cour.

**2383.** Pendant les termes, la cour de circuit siège chaque jour, excepté les dimanches et fêtes d'obligation, mais le juge peut, comme dans les autres districts, clore les séances du terme, chaque fois qu'il n'y a plus d'affaires devant le tribunal ou continuer le terme par ajournement jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. B. C., c. 80, s. 15.

§ 7.—*Des circuits où certains commerçants ou pêcheurs peuvent être poursuivis.*

Endroits où  
certaines per-  
sonnes peu-  
vent être pour-  
suivies.

**2384.** Toute personne faisant des affaires comme commerçant ou comme pêcheur, dans plus d'un des comtés ou circuits dans le district, peut être poursuivie dans le comté

ou le circuit où elle a son domicile, ou dans tout autre comté ou circuit où elle fait des affaires. S. R. B. C., c. 80, s. 16.

§ 8.—*Des honoraires.*

**2385.** Sur toute procédure instituée ou sur jugement rendu dans la cour de circuit dans le district de Gaspé, il n'est alloué d'autres honoraires qu des honoraires plus élevés que ceux qui sont alloués en pareil cas dans la cour de circuit des autres districts de la province. S. R. B. C., c. 80, s. 17.

Montant des honoraires alloués.

§ 9.—*Des appels.*

**2386.** Les causes appelables ressortent à la cour du banc de la reine siégeant en appel à Québec ; l'appel est sujet aux mêmes dispositions que l'appel interjeté de la cour de circuit dans les autres districts, excepté l'appel de la cour de circuit dans les Iles de la Magdeleine, qui est régi par les dispositions établies par le paragraphe onzième, de la présente section. S. R. B. C., c. 80, s. 18.

Appels.

§ 10.—*Des huissiers de la cour supérieure.*

**2387.** Les huissiers nommés par la cour supérieure, au chef-lieu de l'un ou l'autre comté, dans le district de Gaspé, ont pouvoir et autorité d'instrumenter dans les limites de tout le district, pour la signification et la mise à exécution de toutes les procédures judiciaires qui peuvent être exécutés par des huissiers, émanant tant de la cour supérieure que de la cour de circuit dans le dit district, que des autres tribunaux de la province. S. R. B. C., c. 80, s. 20, § 1.

Huissiers, leurs pouvoirs.

**2388.** Ces huissiers sont sujets à destitution par la cour supérieure. S. R. B. C., c. 80, s. 20, § 1.

Leur destitution.

**2389.** Les huissiers, ainsi nommés, donnent caution comme la loi le prescrit pour les autres districts, et en vertu des mêmes dispositions. S. R. B. C., c. 80, s. 20, § 2.

Leur cautionnement.

**2390.** Le cautionnement est donné devant le protonotaire du tribunal où l'huissier est nommé, et reste à son bureau ;—ce protonotaire est tenu, relativement à ce cautionnement et à l'huissier qui l'a donné, aux mêmes devoirs que ceux qui incombent par la loi au protonotaire de la cour supérieure, dans les autres districts, dans chaque cas où l'huissier a donné caution devant lui. S. R. B. C., c. 80, s. 20, § 2.

Mode de le donner.

Nomination  
d'huissiers  
dans chaque  
canton.

**2391.** En tant que la chose est praticable et que l'on peut trouver des personnes capables et convenables qui consentent à remplir cet office, un ou plusieurs huissiers sont nommés dans chacun des cantons ou principaux établissements du district.

Significations  
par huissiers.

Toute partie à l'instance de laquelle il est émis quelque bref, ordre ou procédure de la cour supérieure ou de la cour de circuit, de même que le shérif, suivant les circonstances, doit les faire signifier et exécuter par l'huissier qui réside le plus près du lieu où doivent se faire cette signification et cette exécution. S. R. B. C., c. 80, s. 21.

Investigation  
sur la con-  
duite des  
huissiers.

**2392.** Aux fins de s'enquérir de la conduite de tout huissier du district de Gaspé, ou de tout autre officier de justice, agissant ostensiblement en vertu de l'autorité du tribunal, qui se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou qui n'effectue pas le paiement, ou ne rend pas un compte fidèle, des deniers qu'il perçoit,—de punir la malversation de cet huissier ou officier de justice et de donner satisfaction à la partie lésée par telle malversation, la cour supérieure et la cour de circuit dans ce district, ont les mêmes pouvoirs et autorité que toute cour supérieure ou de circuit dans les autres districts de la province, pour les objets qui viennent d'être mentionnés. S. R. B. C., c. 80, s. 22.

Prisons où  
doivent être  
emprisonnés  
les huissiers.

**2393.** Si un huissier ou un autre officier de justice est incarcéré en conséquence de sa malversation, il doit l'être dans la prison commune de celui des deux comtés où est le tribunal qui a porté la sentence d'emprisonnement. S. R. B. C., c. 80, s. 22.

#### § 11.—*Dispositions relatives aux Iles de la Magdeleine.*

Les Iles de la  
Magdeleine  
forment un  
circuit.  
Juridiction  
du tribunal.

**2394.** Les Iles de la Magdeleine, dans le golfe Saint-Laurent, forment un circuit par elles-mêmes.

La cour de circuit y siégeant n'a pas juridiction concurrente avec la même cour siégeant dans tout autre endroit du district de Gaspé, de même que toute autre cour n'a pas de juridiction concurrente avec celle qui siège dans ces Iles.

Juridiction de  
la c. c. dans  
ces Iles.

2. La cour de circuit de ces Iles possède, en matières civiles, la même juridiction que la cour supérieure dans les autres districts de la province.

Pouvoirs du  
greffier.

Le greffier de cette cour de circuit a les mêmes pouvoirs que le protonotaire de la cour supérieure dans tout autre district, et nulle affaire civile mue devant ce tribunal, n'est évocable à un tribunal supérieur, à raison de la nature ou de la valeur de la propriété ou du montant des deniers qui y sont réclamés. S. R. B. C., c. 80, s. 23.

**2395.** La procédure devant la cour de circuit de ces Iles est sommaire comme dans les causes non appelables, excepté que, dans les causes appelables, le juge prend, ou fait prendre sous sa direction, des notes des témoignages et des admissions données de vive voix par les parties.

Procédures  
dans la c. c.  
dans ces isles.

Ces notes, qui doivent aussi contenir la substance des plaidoyers, sont signées par le juge et déposées au dossier en la manière usitée dans les causes appelables mues devant la cour de circuit ou la cour supérieure dans les autres districts et comtés.

Signature des  
notes du juge.

Dans chaque cause, la contestation est verbale et les plaidoyers sont produits *instante*, comme dans les causes non sujettes à appel, à moins que, sur la demande des parties qui ont préparé par écrit leur contestation, le juge n'en ordonne autrement. S. R. B. C., c. 80, s. 24.

Plaidoyers.

**2396.** Chaque jour de l'année, en terme ou en vacance, n'étant pas un dimanche ou un jour férié, est un jour de rapport des causes portées devant ce tribunal. S. R. B. C., c. 80, s. 25.

Jours de rap-  
ports.

**2397.** Dans toutes les causes appelables ou non appelables rapportées devant le tribunal pendant la vacance, la procédure est la même que celle usitée pour les causes de la même catégorie rapportées en vacance devant les autres cours de circuit de la province.

Procédures  
dans les cau-  
ses rapportées  
en vacance.

Pour les causes rapportées en terme, la procédure est celle prescrite par l'article 2395, à moins d'incompatibilité de cet article avec le présent ou tout autre article de la présente section. S. R. B. C., c. 80, s. 26.

Causes rapp.  
en termes.

**2398.** Il doit y avoir, chaque année, dans ces Iles, deux termes de la cour, dont l'un est appelé "le terme du printemps" et l'autre "le terme d'automne." S. R. B. C., c. 80, s. 27.

Termes de la  
cour.

**2399.** Le jour où chaque terme commence et finit, est fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur et peut être changé de la même manière.

Fixation des  
termes.

Chaque terme peut être continué par le juge jusqu'à ce qu'il ait déclaré qu'il n'y a plus d'affaires devant le tribunal et qu'il ait clos tel terme. S. R. B. C., c. 80, s. 27.

Continuation  
des termes.

**2400.** Il y a appel des jugements du tribunal, à la cour du banc de la reine siégeant à Québec, dans tous les cas où semblables jugements, s'ils étaient rendus par la cour supérieure ou la cour de circuit de tout autre endroit, seraient appelables.

Appels des  
jugements de  
la cour.

2. Excepté que le premier jour auquel l'appel peut être entendu, le premier jour juridique du terme qui vient après le quatre-vingt-dixième jour écoulé depuis le pro-

Procédures en  
appel.

Cautionnement d'appel.

noncé du jugement dont est appel, si le jugement est rendu dans le terme du printemps, et le premier jour juridique du terme qui s'ouvre après le premier jour de juin suivant le prononcé du jugement, s'il est rendu dans le terme d'automne, de quelque valeur et de quelque montant que soit la demande, la procédure sur l'appel est celle usitée sur les appels de la cour de circuit ; mais le cautionnement ordinaire d'appel doit être donné comme dans les autres endroits. S. R. B. C., c. 80, s. 28, § 2 ; S. R. B. C., c. 77, s. 50, et C. P. C., art. 27.

Instruction des appels.

**2401.** Excepté que le premier jour auquel l'appel peut être entendu est le jour juridique du terme suivant immédiatement l'expiration des quatre-vingt-dix jours écoulés depuis l'expiration du délai accordé pour produire une opposition à ces jugements,—si ce délai expire le ou après le premier jour du terme du printemps et avant le premier jour du terme d'automne,—et est le premier jour juridique du terme qui s'ouvre après le premier jour de juin suivant l'expiration du délai pour produire cette opposition, si ce délai expire le ou après le premier jour du terme d'automne et avant le premier jour du terme du printemps, la procédure sur les appels des jugements rendus par défaut ou *ex parte* et enregistrés pendant la vacance, est celle prescrite par l'article précédent. S. R. B. C., c. 77, s. 51 et c. 80, s. 29.

Pouvoirs des juges quant à l'admission des huissiers.

**2402.** Tout juge de la cour supérieure a, pendant qu'il siège dans ces Iles, relativement à l'admission des huissiers, tous les pouvoirs et autorité accordés à la cour supérieure, et le greffier de la cour de circuit tenue dans ces Iles possède, à cette fin, tous les pouvoirs des proto-notaires. S. R. B. C., c. 80, s. 30.

Greffier est *ex-officio* député-g. de la paix.

**2403.** Le greffier de la cour de circuit dans ces Iles, est *ex-officio* député-greffier de la paix, et a les pouvoirs et l'autorité dont est revêtu le greffier de la paix pour le district ou le comté de Gaspé. S. R. B. C., c. 80, s. 31.

Local de la cour.

**2404.** Le palais de justice ou le local dans lequel la cour de circuit est tenue, est fourni par la municipalité locale de ces Iles et à ses frais, de la même manière que la chose se pratique ailleurs et en vertu des mêmes dispositions. S. R. B. C., c. 80, s. 32.

Nomination d'un député-shérif.

**2405.** Le shérif du district ou comté de Gaspé nomme un député qui réside aux Iles de la Magdeleine ; Ce député a la charge du palais de justice, de la prison et de toutes les personnes y détenues et sous garde.



Il exerce, dans les matières civiles et criminelles, les Ses pouvoirs,  
pouvoirs du shérif se rattachant à ces Iles ainsi qu'au  
reste du district de Gaspé, relativement au transport des  
prisonniers de ces Iles à toute prison commune dans le  
district, et aux autres matières liées à l'administration de  
la justice.

Il possède, en outre, tous les autres pouvoirs que le Autres pou-  
voirs.  
shérif juge à propos de lui conférer dans la sphère de ses  
propres attributions.

2. Le même shérif, s'il est nommé pour tout le district, Autre député  
pour district.  
doit avoir un autre député pour toutes fins légales dans  
celui des comtés du district où il ne réside pas lui-même.  
S. R. B. C., c. 80, s. 34.

§ 12.—*Dispositions relatives à Ste-Anne des Monts et Cap-Chat.*

**2406.** Les établissements de Sainte-Anne des Monts et Ste-Anne des  
Monts et Cap-  
Chat pour ad-  
ministration  
de la justice.  
Cap-Chat font partie des comté et district de Gaspé, pour  
toutes les fins relatives à l'administration de la justice,  
tant en matière civile qu'en matière criminelle. S. R.  
B. C., c. 80, s. 35.

§ 13.—*Dispositions relatives à la Côte Nord, entre Moisie et  
Blanc-Sablon, et l'Ile d'Anticosti.*

**2407.** Les tribunaux civils, et les juges de ces tribu- Disposition  
relatives à la  
côte nord de  
Gaspé, etc.  
naux siégeant à Percé, dans le comté de Gaspé, dans le  
district judiciaire de Gaspé, possèdent une juridiction  
civile concurrente avec les tribunaux et les juges du  
district de Saguenay, pour connaître, entendre, juger et  
décider toutes les poursuites et actions civiles de leur  
ressort, provenant de cette partie de la côte nord située  
entre Moisie et Blanc-Sablon inclusivement, ainsi que de  
l'île d'Anticosti dans le golfe St-Laurent.

Tous les officiers de justice attachés à ces tribunaux de Pouvoirs des  
officiers à cet  
égard.  
juridiction civile peuvent exercer leurs fonctions dans les  
matières civiles provenant des territoires ci-dessus men-  
tionnés. 46 V., c. 14, s. 1.

SECTION V.

DE LA COUR DES COMMISSAIRES.

§ 1.—*De la constitution du tribunal, et de la nomination  
des commissaires.*

**2408.** Sur la requête d'au moins cent propriétaires de Etablis-  
sement de la  
cour.  
biens-fonds situés dans une paroisse, une ville, un canton  
ou une localité extra-paroissiale de la province, formant  
la majorité des électeurs municipaux du lieu qui demande

l'érection d'une cour de commissaires, le lieutenant-gouverneur peut faire droit à la demande en y établissant cette cour, et nommer une ou plusieurs personnes y domiciliées, comme commissaires pour la tenir. S. R. B. C., c. 94, s. 1, § 1, et 47 V., c. 10, s. 1.

Personnes inhabiles à agir comme commissaires.

**2409.** Aucun huissier, constable, aubergiste, cabaretier, hôtelier ou autre individu tenant une maison d'entretien public, ne peut être nommé ou agir en qualité de commissaire. S. R. B. C., c. 94, s. 1, § 3.

Formalités à suivre pour leur nomination.

**2410.** Aucune nomination de commissaire n'est faite sans que, au préalable, le certificat de trois juges de paix du lieu ait été fourni au lieutenant-gouverneur, attestant que les signataires de la requête sont réellement domiciliés et propriétaires du lieu et y forment la majorité des électeurs municipaux. S. R. B. C., c. 94, s. 1, § 2.

Procédures à cet effet dans les îles de la Magdeleine.

**2411.** Dans les Îles de la Magdeleine, et dans les localités situées sur la rivière Saguenay et sur les rivières Madawaska et St-Jean, la signature de cent habitants tenant feu et lieu apposée sur la requête mentionnée en l'article 2408, suffit pour obtenir l'érection d'une cour de commissaires et la nomination d'un ou de plusieurs commissaires. S. R. B. C., c. 94, s. 2.

Formalités de la requête.

**2412.** La requête doit être certifiée comme il est porté en l'article 2408 dont toutes les dispositions, relatives à la nomination d'un ou de plusieurs commissaires, doivent être observées comme le reste des dispositions de la présente section, en tant qu'elles sont applicables à ces endroits et qu'elles y sont praticables. S. R. B. C., c. 94, s. 2.

Endroits où il ne peut y avoir de cour.

**2413.** Nulle cour de commissaires n'est tenue dans les cités de Québec et Montréal, ni dans les cité et paroisse des Trois-Rivières. S. R. B. C., c. 94, s. 3.

Nombre de cours dans chaque paroisse.

**2414.** Il n'y a, dans chaque ville, paroisse, canton ou localité extra-paroissiale, qu'une cour de commissaires quoique plusieurs commissaires soient nommés pour le même lieu. S. R. B. C., c. 94, s. 4, et 47 V., c. 10, s. 1.

§ 2.—*De l'abolition et du rétablissement des cours de commissaires.*

Abolition de la cour.

**2415.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter la suspension ou la discontinuation d'une cour de commissaires établie dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale, dont la majorité des habitants ayant droit de suffrage aux élections municipales, signe et lui présente une requête à cet effet, accompa-

gnée d'un certificat de trois juges de paix résidents de l'endroit, attestant que les signataires y forment la majorité absolue des électeurs municipaux y résidant.

2. Nulle cour ainsi suspendue ou discontinuée ne peut être rétablie autrement que sur une requête signée et certifiée en la manière prescrite par l'article 2408. S. R. B. C., c. 94, s. 48, et 47 V., c. 10, s. 1.

Son rétablissement.

**2416.** Aucun des trois juges de paix mentionnés en l'article précédent, ne doit certifier que la requête pour la suspension, l'abolition ou le rétablissement d'une cour de commissaires dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale, a été signée par la majorité des électeurs de la ville, de la paroisse, du canton ou de la localité extra-paroissiale où elle est établie, avant que chaque signature ait été attestée sous serment devant un juge de paix résidant dans le comté où est située cette ville, cette paroisse, ce canton ou cette localité extra-paroissiale, par un électeur municipal du lieu, connu du juge de paix, dans la forme suivante, ou en termes équivalents :

Certificat des juges de paix au sujet de l'abolition de la cour.

" Je, M. N., jure que A. B., C. D. et E. F., (*insérez le ou les noms de la personne ou des personnes dont la signature ou les signatures doivent être attestées*) ont signé la requête ci-dessus décrite en ma présence ; et que je le (*ou les*) connais personnellement, et sais qu'il (*ou que chacun d'eux*) est un électeur municipal de la ville, (de la paroisse, du canton ou de la place extra-paroissiale) de  
 " (*si quelqu'un des signataires fait sa marque au lieu d'écrire son nom, ajouter*) et que la dite requête a été lue distinctement et expliquée à ceux des signataires qui y ont fait leurs  
 " marques au lieu de signer leurs noms."

(Signature)

M. N.

" Assermenté devant moi, un des juges de paix de Sa  
 " Majesté pour le comté de \_\_\_\_\_ par M. N. (*état profession ou qualités*) qui m'est personnellement connu  
 " comme étant un électeur municipal de la ville, de la  
 " paroisse, du canton ou de la localité extra-paroissiale de  
 " \_\_\_\_\_ et comme étant une personne digne de foi, à  
 " ce jour de \_\_\_\_\_ mil \_\_\_\_\_."

O. K.,

Juge de paix.

S. R. B. C., c. 94, s. 49, et 47 V., c. 10, s. 1

**2417.** Immédiatement après l'abolition d'une cour de commissaires, le greffier est tenu de déposer les dossier et archives de la cour abolie, dans la cour de commissaires

Transfert des archives.

en existence, la plus voisine de l'endroit où la cour abolie siégeait, ou s'il n'existe pas une telle cour de commissaires, dans la cour de circuit pour le même district. S. R. B. C., c. 94, s. 50.

Exécution des  
jugements  
du tribunal.

**2418.** Les jugements rendus par la cour abolie, sont mis à exécution par le tribunal où ils ont été transmis, comme s'ils avaient été rendus par le même tribunal, et le greffier de ce dernier tribunal émet des brefs d'exécution en vertu de ces jugements, sur lesquels brefs il est procédé comme si l'exécution avait lieu sur un jugement du tribunal qui l'a émise. S. R. B. C., c. 94, s. 50.

Juridiction  
de la cour de  
commissaires  
de villages dé-  
tachés d'une  
paroisse, etc.

**2419.** Malgré que des villages constitués en corporation soient détachés d'une paroisse ou d'un canton, où une cour de commissaires est établie, cette cour n'en conserve pas moins son identité comme cour de commissaires de cette paroisse ou de ce canton, et est continuée dans sa juridiction sur tout le territoire compris dans cette paroisse ou dans ce canton lors de l'érection de la cour. 41 V., c. 17, s. 1.

Erection  
d'une cour  
pour chacun  
des villages  
s'il y a déta-  
chement  
d'une pa-  
roisse.

**2420.** Le lieutenant-gouverneur peut, cependant, sur requête à cet effet signée et présentée dans les conditions et suivant les formalités prescrites dans l'article 2408—pour l'érection originaire d'une cour de commissaires dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale—établir une cour de commissaires distincte pour chacun de ces villages, auxquels cas la juridiction de l'ancienne cour est limitée au reste du territoire, mais peut continuer à tenir ses séances dans le village. 41 V., c. 17, s. 1.

Si la paroisse  
où le canton  
est divisé.

**2421.** Quand une paroisse ou un canton où une cour de commissaires est établie, est divisée en plusieurs paroisses ou cantons, ou quand une partie du territoire de cette paroisse ou de ce canton, en est détachée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête à cet effet, déterminer pour l'avenir, la juridiction territoriale dont cette cour sera revêtue, et le nom sous lequel elle sera connue. 41 V., c. 17, s. 1.

### § 3.—Des devoirs des commissaires avant d'entrer en fonctions.

Serment des  
commissaires  
avant d'en-  
trer en fonc-  
tions.

**2422.** Avant d'entrer en fonctions, chaque commissaire prête et souscrit devant un juge de paix, le serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de son office, au meilleur de ses connaissances, capacités et jugement.

Devoirs du  
juge de paix  
qui a reçu le  
serment.

Le juge de paix qui a reçu ce serment, en donne une copie certifiée au commissaire, qui la fait annexer au registre du tribunal qu'il doit tenir. S. R. B. C., c. 94, s. 5.

§ 4. — *Du greffier du tribunal et de son député, et de leurs devoirs.*

**2423.** Chaque cour de commissaires nomme son greffier. Nomination du greffier.

La nomination du greffier se fait par le commissaire s'il n'y en a qu'un, ou à la majorité des commissaires s'il y en a plus de deux ; et s'il n'y en a que deux, par le commissaire dont le nom est le premier sur la liste. S. R. B. C., c. 94, s. 13, § 1. Mode de la faire.

**2424.** Le greffier peut être destitué et remplacé par les commissaires, de la même manière qu'il est nommé. S. R. B. C., c. 94, s. 13, § 2. Sa destitution

**2425.** Ce fonctionnaire peut, avec la permission des commissaires, ou la majorité d'entre eux, se nommer un député dont les actes sont sous sa responsabilité, et qu'il peut destituer. S. R. B. C., c. 94, s. 13, § 3. Nomination des députés.

**2426.** Il n'y a qu'un seul greffier de la cour de commissaires pour la ville, la paroisse, le canton ou la localité extra-paroissiale, quoiqu'il puisse avoir été nommés deux ou un plus grand nombre de commissaires pour toute telle place. S. R. B. C., c. 94, s. 14, et 47 V., c. 10, s. 1. Nombre des greffiers par localités.

**2427.** Aucun mineur, huissier, aubergiste, cabaretier ou débitant de liqueurs spiritueuses ou fermentées, dans sa maison ou ses dépendances, ne peut être greffier d'une cour de commissaires. Personnes inhabiles à être greffier.

Aucun juge de paix non plus qu'aucun parent au degré de père, de fils, de frère, beau-frère, gendre ou neveu, commis ou agent d'un des commissaires, pour ses affaires privées, ne peut être nommé greffier de la cour où ce commissaire a le droit de siéger. S. R. B. C., c. 94, s. 15, § 2. Certains autres.

**2428.** A moins qu'il ne donne un cautionnement de deux cents piastres, devant un des commissaires du tribunal, pour la due exécution de ses devoirs, nul ne peut être nommé greffier d'une cour de commissaires, s'il ne possède, lors de sa nomination, pour son propre usage et dans son intérêt, à titre de propriétaire ou d'emphitéote, pour un terme d'au moins vingt et un ans, ou d'usufruitier pour la vie, des biens immeubles situés dans le comté où est située la cour, de la valeur annuelle de quarante-huit piastres, en outre des rentes, redevances et hypothèques dont ces biens peuvent être grevés. S. R. B. C., c. 94, s. 15, § 1. Cautionnement et qualités requis du greffier.

**2429.** Le greffier doit prêter, avant d'entrer en fonctions, serment devant un commissaire autorisé à siéger au tribunal, de remplir fidèlement, impartialement et au Son serment avant d'entrer en fonctions.

meilleur de sa connaissance, les devoirs de sa charge lequel serment est transcrit dans le registre du tribunal. S. R. B. C., c. 94, s. 5, § 2.

§ 5.—*Du lieu des séances du tribunal.*

Epoques et  
endroits où  
sont tenues  
ces cours.

**2430.** Pourvu que ce ne soit pas dans une auberge, une maison d'entretien public ou ses dépendances, la cour est tenue près de l'église, ou dans le lieu le plus fréquenté de la ville, de la paroisse, du canton ou de la localité extra-paroissiale, indiqué par les commissaires ou un commissaire suivant les éventualités, et en la manière prescrite en l'article relatif à la nomination du greffier, dans une salle convenable fournie sous la direction des commissaires ou d'un seul d'entre eux, par le greffier à la charge duquel sont les frais de loyer et de chauffage de cette salle, de même que les autres dépenses et déboursés nécessaires pour la tenue convenable de la cour, et qui sont acquittés à même les honoraires qui lui sont attribués. S. R. B. C., c. 94, s. 10, §§ 1 et 2, et s. 11, et 47 V., c. 10, s. 1.

Maintien de  
l'ordre aux  
séances.

**2431.** Les séances du tribunal sont publiques et les commissaires qui le président ont, pour y conserver l'ordre et y maintenir la discipline judiciaire et en faire respecter l'autorité, les pouvoirs conférés à tous les tribunaux de la province par les articles 4, 5, 6, 7, 8, et 9 du code de procédure civile. S. R. B. C., c. 94, ss. 9 et 10, et C. P. C., art. 1184.

Office de com-  
missaires est  
gratuit.

**2432.** L'office de commissaire est gratuit ; il n'a aucun droit de recevoir de rémunération pour les services qu'il rend en vertu de la présente section. S. R. B. C., c. 94, s. 6.

Epoque de la  
tenue des  
cours.

**2433.** Les cours de commissaires sont tenues le premier lundi de chaque mois, n'étant pas un jour férié, et si ce lundi est un jour férié, le jour non férié suivant, et tels autres jours auxquels les commissaires jugent à propos de l'ajourner pour l'audition des témoins et la décision des causes. S. R. B. C., c. 94, s. 10.

Par qui tenue

**2434.** La cour peut être tenue par tout commissaire nommé pour chaque ville, paroisse, canton ou localité extra-paroissiale ; mais les commissaires nommés pour la même cour peuvent être tous présents et siéger ensemble, s'il est nécessaire ou s'ils le jugent à propos. S. R. B. C., c. 94, s. 11, § 1 ; 47 V., c. 10, s. 1, et C. P. C., art. 1183.

Spécification  
du lieu dans  
l'assignation

**2435.** Le lieu où la cour est tenue est spécifiée dans chaque bref d'assignation ou de *subpœnâ* émis par le tribunal. S. R. B. C., c. 94, s. 11, § 2.

§ 6.—*Des registres et papiers.*

**2436.** Le greffier de chaque cour de commissaires tient un registre de toutes les causes qui y sont mues, des procédés faits et des jugements rendus dans chacune d'elles. Registres des poursuites. S. R. B. C., c. 94, s. 16, § 1.

**2437.** Ce registre contient un état succinct des noms qualités et résidence des parties, de la nature de la demande et de la défense, et des pièces produites avec leur date et les noms des notaires qui les ont passées, si les pièces sont authentiques, ainsi que l'indication sommaire des pièces offertes en preuve. Contenu de ce registre. S. R. B. C., c. 94, s. 16, § 1.

**2438.** Sous peine d'une amende de quarante piastres, recouvrable par la personne qui en fait la demande, le greffier doit donner copie des entrées du registre à toute personne qui le requiert et offre de lui payer dix centins pour chaque cent mots de cette copie. Livraison de copies certifiées des entrées. S. R. B. C., c. 94, s. 16, § 2.

**2439.** Malgré les changements du personnel de la cour ou du greffier, le registre de la cour des commissaires dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale, est toujours considéré comme le registre du tribunal. Registre considéré celui du tribunal. S. R. B. C., c. 94, s. 17, § 1, et 47 V., c. 10, s. 1.

**2440.** En sortant de charge, le greffier qui résigne ou est destitué doit délivrer immédiatement, et sous peine de quarante piastres, le registre, les dossiers et les archives, qui sont en sa possession, au commissaire ou à l'un des commissaires, ou à son successeur en office. Remise du registre par la personne qui cesse d'être greffier.

Les héritiers ou représentants de cet officier, en cas de décès de ce dernier, sont sujets aux mêmes devoirs sous la même pénalité. Devoirs des héritiers. S. R. B. C., c. 94, s. 17, § 2.

§ 7.—*Des honoraires du greffier et des huissiers.*

**2441.** Les honoraires du greffier d'une cour de commissaires, sont les suivants : Honoraires du greffier.

1. Pour toute assignation qu'il dresse et délivre par ordre de la cour ou d'un commissaire qui est autorisé à y siéger.....trente centins ;
2. Pour chaque copie de ce bref.....dix centins ;
3. Pour chaque *subpanâ*.....quinze centins ;
4. Pour chaque copie de *subpanâ*.....dix centins ;
5. Pour chaque jugement avec copie...vingt-cinq centins ;
6. Pour chaque mandat d'exécution  
ou saisie..... vingt-cinq centins ;

7. Pour chaque copie d'icelui.....dix centins ;  
 8. Pour l'entrée de chaque opposition admise  
     par un commissaire.....dix centins.  
   S. R. B. C., c. 94, s. 40, § 1.

Honoraires  
de l'huissier.

**2442.** L'huissier a droit de recevoir, pour chaque signification de bref avec rapport, vingt centins, et six centins et deux tiers par mille de distance parcourue en allant seulement pour faire cette signification, la distance en revenant ne comptant pas ; mais l'huissier qui fait plusieurs significations au même défendeur n'a droit qu'aux frais de voyage sur un seul transport. S. R. B. C., c. 94, s. 40, § 2.

§ 8.—*Dispositions diverses.*

Peines infligées aux commissaires et greffiers coupables de malversations.

**2443.** Tout commissaire ou greffier qui, dans l'exécution de son devoir, commet une malversation, ou délivre à un huissier ou à une autre personne une pièce de procédure quelconque pour être distribuée, vendue ou aliénée d'une manière illégale, devient passible, pour chaque contravention, d'une amende de quarante piastres, et est, de ce moment, inhabile à agir comme commissaire ou greffier. S. R. B. C., c. 94, s. 45.

Recouvrement des pénalités.

**2444.** Toute amende imposée ou encourue pour contravention à la présente section, est recouvrable dans le district où l'offense a été commise, par poursuite devant un tribunal ayant juridiction civile, jusqu'à concurrence du montant de l'amende.

Emploi de l'amende.

Moitié de l'amende appartient au poursuivant, et l'autre moitié est versée entre les mains du trésorier de la province pour faire partie du fonds consolidé du revenu. S. R. B. C., c. 94, s. 46.

Droit de chaque commissaire de recevoir copie de la loi.

**2445.** Chaque commissaire, nommé en vertu de la présente section, a droit d'en recevoir une copie imprimée dans la langue française ou anglaise, laquelle copie doit lui être transmise de la manière prescrite par la loi pour la distribution des statuts de la province. S. R. B. C., c. 94, s. 47 ; 31 V., c. 6, s. 8, et 49-50 V., c. 95, s. 51.

CÉDULE No. 1.

FORMULE D'ASSIGNATION.

Province de Québec, )  
     District de . )

Cour des commissaires de la ville, de la paroisse, du canton, ou localité extra-paroissiale, *selon le cas*) de



A A. B., charpentier, (*ou selon le cas*) de (*sa résidence*), dans le dit district, salut :—

Il vous est par le présent ordonné de payer à C. D., marchand épicier (*ou selon le cas*) de (*sa résidence*) la somme de piastres, qu'il vous demande, comme lui étant due pour (*spécifier brièvement la cause de l'action*) et vous restant à payer, avec ses frais, ou de comparaître devant cette cour, à la maison de , dans la dite ville, *ou etc. (selon le cas)* de à heures midi le jour d prochain (*ou courant,*) pour répondre à la demande du dit C. D., autrement jugement pourra être rendu contre vous par défaut.

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour de , dans l'année de Notre-Seigneur 18

[L. S.]

E. F.,  
Commissaire.

S. R. B. C., c. 94, céd 1.

## CÉDULE No. 2.

### FORMULE DE SUBPÆNA.

Province de Quebec, }  
District de . }

Cour des commissaires de la ville, de la paroisse, du canton, *ou* localité extra-paroissiale, (*selon le cas,*) de ,

A

Salut :—

Il vous est par le présent ordonné de laisser de côté toutes affaires et excuses, et de comparaître vous, et chacun de vous, en personne, devant cette cour, en la maison de dans la dite ville, *ou etc. (selon le cas)* de le jour de à heures midi, pour là et alors rendre témoignage sur toute et chacune des choses que vous, ou aucun de vous, ou chacun de vous, pourriez connaître dans une cause pendante devant cette cour, entre demandeur et défendeur, (*si le témoin doit apporter avec lui quelque papier ou chose, spécifiez-le.*) Ce que vous ou chacun de vous n'omettez pas, sous les peines de droit.

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour de  
18 .

E. F.

[L. S.]

S. R. B. C., c. 94, ced. 2.

### CÉDULE No. 3.

#### FORMULE D'UN MANDAT D'EXÉCUTION POUR PRÉLEVER UNE SOMME D'ARGENT.

Province de Québec, {  
District de . }

Cour des commissaires de la ville, de la paroisse, du canton,  
ou localité extra-paroissiale, (selon le cas) de

A tout huissier de la cour supérieure du dit district de

Salut :—

Attendu que A. B., de (résidence, profession ou état)  
a, le jour de obtenu jugement devant  
cette cour, contre C. D., de (résidence, profession ou  
état) pour la somme de , montant de sa  
dette, et de montant de ses frais, dont exécution  
reste à faire ; il vous est donc par le présent commandé de  
prélever sur les biens, meubles et effets du dit C. D.,—  
excepté (mentionner ici les articles et animaux exempts de la  
saisie par le code de procédure civile) à choisir par lui parmi  
tout nombre plus considérable de ces objets qu'il pourra  
avoir, (si la saisie a lieu pour l'acquittement d'une dette contrac-  
tée pour le prix de tout article ou animal autrement exempté,  
cet article est saisissable et doit être indiqué comme étant  
saisissable et exempté de la liste des articles exempts de la saisie),  
la somme susdite et dépens avec

pour les frais de cette exécution  
et de remettre au dit C. D., le surplus, s'il y en a après que  
les dites sommes seront entièrement payées.

Et il vous est de plus commandé de faire rapport de l'exé-  
cution de ce mandat, accompagné de votre procès-verbal  
devant cette cour, à la maison de , dans la  
dite ville, ou etc., (selon le cas) de le  
ou avant le jour de  
prochain (ou courant.)

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour de  
dans l'année de Notre-Seigneur, 18

[L. S.]

E. F.,  
Commissaire.

S. R. B. C., c. 94, céd. 3.

## CÉDULE No. 4.

FORMULE D'UN MANDAT DE SIMPLE SAISIE EN  
MAINS TIERCES.

Province de Québec, }  
 District de . }

Cour des commissaires de la ville, de la paroisse, du  
 canton, ou de la localité extra-paroissiale, (selon le cas) de

A tout huissier du dit district de

Salut :

Sur requête de A. B., de (*résidence, profession ou état.*)  
 il vous est enjoint par le présent, pour assurer le paie-  
 ment de la somme de piastres, à lui due par  
 C. D., de (*résidence, profession ou état de C. D.*) en vertu  
 d'un jugement de cette cour, (*énoncer brièvement les causes*  
*et la date du jugement*) de saisir et arrêter entre les  
 mains de E. F., de (*résidence, profession ou état*) toutes  
 les sommes et choses généralement quelconques, qu'il  
 doit ou qu'il devra au dit C. D., à quelque titre que  
 ce soit, ou qu'il a ou aura en sa possession appartenant au  
 dit C. D., lui faisant défense expresse de s'en dessaisir, à  
 peine de payer deux fois, et d'être personnellement respon-  
 sable de la somme ainsi due au dit A. B., comme susdit.

Et il vous est enjoint aussi d'assigner les dits C. D. et E.  
 F., à comparaitre devant cette cour, en la maison de  
 en la dite ville, ou etc. (*selon le cas*) de  
 , le jour de prochain  
 (ou courant,) à heures midi, le dit  
 C. D., pour montrer cause pourquoi la dite saisie-arrêt ne  
 serait pas déclarée bonne et valable, et le dit E. F. pour  
 faire sa déclaration sous serment au désir du présent man-  
 dat ; leur intimant, qu'autrement il sera procédé contre  
 eux par défaut ; et ayez, là et alors, ce mandat accompagné  
 de votre procès-verbal.

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour de  
 18 .

G. H.,  
 Commissaire.  
 (L. S.) S. R. B. C., c. 94, céd. 4.

## CÉDULE No. 5.

## FORMULE D'UN MANDAT DE SAISIE-GAGERIE.

Province de Québec, }  
 District de . }

Cour des commissaires de la ville, de la paroisse, du  
 canton *ou* de la localité extra-paroissiale, (*selon le cas*) de

A tout huissier du dit district de Salut :

Sur requête de A. B., de (*résidence, profession, ou état*)  
 il vous est enjoint de saisir-gager tous les meubles et  
 effets appartenant à C. D., de (*résidence, profession*  
*ou état*) et étant dans la maison qu'il occupe *ou les*  
*effets et les produits qui sont dans les granges et autres bâti-*  
*ments qu'occupe le dit C. D.)* pour la sûreté et le paiement de  
 la somme de due par le dit C. D. au dit A. B.,  
 pour loyer de la dite maison et les dites dépendances  
 qu'il tient du dit A. B.

Et il vous est enjoint aussi d'assigner le dit C. D., à com-  
 paraître devant cette cour, en la maison de dans  
 la dite ville, *ou etc., (suivant le cas)* de  
 à heures midi, le  
 jour de courant (*ou prochain*) pour répondre  
 à la demande du dit A. B. et pour montrer cause pourquoi  
 la dite saisie-gagerie ne serait pas déclaré bonne et vala-  
 ble ; intimant au dit C. D. que s'il ne comparait, soit en  
 personne, soit par procureur, jugement pourra être rendu  
 contre lui par défaut ; et ayez, là et alors, ce mandat  
 accompagné de votre procès-verbal.

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour de  
 dans l'année de Notre-Seigneur, 18 .

(L. S. E. F.,  
 Commissaire.  
 S. R. B. C., c. 94, céd. 5.

## CÉDULE No. 6.

## FORMULE D'UN MANDAT, DE SAISIE-REVENDEICATION.

Province de Québec, }  
 District de . }

Cour des commissaires de la ville, de la paroisse, du  
 canton *ou* de la localité extra-paroissiale, (*selon le cas*) de

A tout huissier du dit district de Salut :

Sur requête de A. B. de (*résidence, profession ou état*) il  
 vous est enjoint de saisir une certaine charrette peinte en

rouge (*ou autrement selon le cas*) qui vous sera montrée et désignée plus particulièrement par le dit A. B. et qu'il réclame comme lui appartenant et que retient injustement C. D., de (*résidence, profession ou état*) et de la garder en sûreté, de manière à pouvoir en disposer suivant le jugement qui interviendra dans la cause.

Et il vous est de plus enjoint d'assigner le dit C. D. à comparaitre devant cette cour, en la maison de dans la dite ville *ou etc.*, (*selon le cas*) de à

heure midi, le jour de courant (*ou prochain*) pour répondre à la demande du dit A. B., et pour montrer cause pourquoi la dite saisie ne serait pas déclarée bonne et valable, et la dite charrette n'appartiendrait pas au dit A. B., intimant au dit C. D., que s'il ne comparait, soit en personne, soit par procureur, jugement pourra être rendu contre lui par défaut, et ayez, là et alors, ce mandat accompagné de votre procès-verbal.

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour de dans l'année de Notre-Seigneur, 18

[L. S.] E F.,  
Commissaire.

S. R. B. C., c. 94, céd. 6

### CHAPITRE III.

#### DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE.

##### SECTION I.

##### DE LA COUR DU BANC DE LA REINE.

##### § 1.—*De la juridiction criminelle du tribunal.*

**2446.** La cour du banc de la reine, siégeant comme cour d'appel et de pourvoi pour erreur, est un tribunal de pourvoi pour erreur aussi bien dans les affaires criminelles que dans les affaires civiles, et a juridiction en pourvoi pour erreur dans les causes criminelles devant tel tribunal siégeant en matières criminelles ou devant toute cour d'oyer et terminer ou de sessions générales de la paix. Juridiction  
tribunal.

2. Le bref de pourvoi pour erreur a l'effet de suspendre l'exécution du jugement du tribunal inférieur. S. R. B. C., c. 77, s. 56. Effet du bref  
d'erreur

**2447.** Sauf ceux qui tombent sous la juridiction de l'amirauté, la cour du banc de la reine, siégeant comme tribunal en matières criminelles, et ses juges, ont juridiction, Etendue de la  
juridiction.

dans toute l'étendue de la province sur tous les crimes et délits commis dans ses limites, avec plein pouvoir et autorité d'entendre et juger tous les plaids de la couronne et procès criminels engagés sur iceux et sur les trahisons, les meurtres, les félonies et offenses criminelles quelconques commises et dont, par la loi, il peut être pris connaissance dans la province.

Les juges  
sont conser-  
vateurs de la  
paix.

2. Les juges de ce tribunal sont juges et conservateurs de la paix et coroners dans toute l'étendue des limites de la province. S. R. B. C., c. 77, ss. 67 et 68.

Causes qui  
peuvent y être  
transférées.

**2448.** A l'exception des causes pendantes devant les cours de sessions générales de la paix où un procès par jury est accordé, qui peuvent être transférées à la cour du banc de la reine par *certiorari*, nulle cause, matière ou chose n'est transférée d'un tribunal quelconque à la cour du banc de la reine. S. R. B. C., c. 77, s. 69.

Juridiction du  
tribunal là où  
il n'y a pas de  
cour de ses-  
sions généra-  
les de la paix.

**2449.** Dans tout district où il n'est pas tenu de cour de sessions générales de la paix, ou dans lequel la tenue de ces sessions a été discontinuée, la cour du banc de la reine, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, entend, juge et décide, en tout terme, toutes les matières d'appel qui seraient du ressort de telle cour de session générales de la paix si elle siégeait dans le district. S. R. B. C., c. 77, s. 70.

Pouvoirs des  
juges à cette  
fin.

**2450.** Ces appels sont interjetés à la cour du banc de la reine dont les juges et les officiers ministériels sont, à cette fin, revêtus de tous les pouvoirs de la cour de sessions générales de la paix, quand il n'y a pas un tel tribunal dans le district, et la cour du banc de la reine exerce tous les pouvoirs et fait tous les actes que la cour de sessions posséderait et ferait, si elle était tenue dans le district. S. R. B. C., c. 77, s. 70.

Juges qui  
tiennent la  
cour et leur  
quorum.

**2451.** Les termes ou sessions de la cour du banc de la reine, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, sont tenus par un ou plusieurs juges ; un ou plusieurs d'entre eux forment un quorum et peuvent exercer tous les pouvoirs et toute la juridiction du tribunal. S. R. B. C., c. 77, s. 71.

Juges de la  
c. s. sont  
juges *ex-officio*  
de ce tribunal.

**2452.** Les juges de la cour supérieure peuvent tenir les termes de la cour du banc de la reine et siéger en première instance dans les matières criminelles et sont, à cette fin, revêtus des mêmes pouvoirs, autorité et juridiction, et sont tenus aux mêmes devoirs, que les juges de ce dernier tribunal. S. R. B. C., c. 77, s. 72.

**2453.** L'exercice des fonctions en matières criminelles et la tenue des termes ainsi attribuées aux juges de la cour supérieure ne sont cependant pas obligatoires dans les cités de Québec et Montréal, s'il y a dans l'une ou l'autre de ces cités, un juge de la cour du banc de la reine présent et habile à y agir comme tel. S. R. B. C., c. 77, s. 72.

Proviso quant  
aux cités de  
Québec et  
Montréal.

§ 2.—*Des brefs et ordonnances.*

**2454.** Les brefs et ordonnances du tribunal en portent l'intitulé et sont émis sous le sceau de ce tribunal, au nom du souverain, et sous la signature du greffier de la couronne, de la manière prescrite en l'article 1121 du code de procédure civile, pour les ordres et brefs émis par le tribunal, dans l'exercice de sa juridiction comme tribunal d'appel et de pourvoi pour erreur. S. R. B. C., c. 77, s. 73.

Emissions des  
brefs, etc.

§ 3.—*Des greffiers de la couronne, et de leurs députés.*

**2455.** Un greffier de la couronne est nommé dans chaque district où la cour du banc de la reine en juridiction criminelle tient ses séances.

Nomination  
d'un greffier  
de la cou-  
ronne.

2. Il est le greffier du tribunal en toute matière ressortant de sa juridiction criminelle ; et, sauf dans les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières, St-François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa, où la nomination d'un député est obligatoire, il peut nommer, par une commission émise sous son sceau et sceau, un député qui est autorisé à remplir les fonctions de greffier de la couronne, et qui, advenant le décès, la résignation, la suspension d'office ou la destitution du greffier, en remplit les fonctions jusqu'à la nomination de son successeur. S. R. B. C., c. 77, s. 74, et S. R. B. C., c. 93, ss. 3 et 12.

Nomination  
du député et  
ses devoirs.

**2456.** Ce député-greffier, dont la nomination est transcrite au registre du tribunal, peut être destitué et remplacé par le greffier qui l'a nommé. S. R. B. C., c. 77, s. 74, et S. R. B. C., c. 93, s. 12, § 3.

Sa destitution

**2457.** Tout protonotaire de la cour supérieure ou tout greffier de la cour de circuit, peut être nommé greffier de la couronne et de la paix dans tout district ; mais aucun greffier de la couronne et de la paix ne peut, pendant la durée de sa charge, pratiquer comme avocat dans la province. S. R. B. C., c. 77, s. 75, et 49-50 V., c. 34, ss. 1 et 58, § 1.

Qui peut être  
greffier de la  
couronne.

§ 4.—*Des termes, et du lieu des séances.*

**2458.** Excepté pour les districts de Québec et Montréal, il se tient, dans chaque district de la province, deux termes par année de la cour du banc de la reine, en matières

Termes de la  
cour, à part  
Québec et  
Montréal.

- criminelles, pour prendre connaissance des crimes et offenses dans chacun des districts de la province.
- Epoques d'eux.** L'époque de ces termes est fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur. S. R. B. C., c. 77, ss. 77 et 80, et 33 V., c. 9, s. 1.
- Ces termes à Québec et Montréal.** **2459.** Pour les districts de Québec et Montréal, ces termes se tiennent et commencent aux époques fixées par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, dont avis est donné par proclamation. 33 V., c. 9, s. 1.
- Durée des termes.** **2460.** Les termes n'ont pas de durée fixe, mais sont tenus jusqu'à ce que le tribunal déclare qu'ils sont terminés, ce qu'il ne doit cependant pas faire, tant qu'il est d'opinion qu'il reste quelque procès, matière ou procédure qu'il n'est pas opportun d'ajourner au terme suivant.
- Ajournement d'eux.** Le tribunal peut également, s'il le juge à propos, ou si la présence des juges qui le président, est requise en un autre lieu ou pour la tenue d'une autre cour, ajourner le terme de jour en jour, ou à tout jour particulier, avant le premier jour du terme suivant. S. R. B. C., c. 77, s. 78.
- Termes de la cour du banc de la reine en matières criminelles.** **2461.** Le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, fixer, de temps à autre, les époques auxquelles commencent les termes de la cour du banc de la reine dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matières criminelles, dans tous les districts, et peut les changer pareillement. S. R. B. C., c. 77, s. 80, et 33 V., c. 9, s. 1.
- Termes extraordinaires.** **2462.** Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, ordonner, par proclamation, la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la cour du banc de la reine, en matières criminelles, dont le premier jour est indiqué dans la proclamation, qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme.
- Dispositions applicables.** 2. Les dispositions de la présente section et de la loi, et toutes dispositions relatives aux termes de la cour du banc de la reine, en matières criminelles, sont applicables à ce terme extraordinaire. S. R. B. C., c. 77, s. 79.

## SECTION II.

## DE LA COUR D'OYER ET TERMINER.

- Emission des commissions à cette fin.** **2463.** Nulle loi, relative à l'administration de la justice dans la province, ne doit être interprétée de manière à empêcher l'émission de commissions générales ou spéciales d'oyer et terminer, ou de délivrance générale des prisons, pour les districts, les cités ou places, qui pourraient être jugés nécessaires en tout temps et en tout lieu, à part les séances de la cour du banc de la reine dans l'exercice de ses



fonctions comme cour de juridiction criminelle dans ces districts, cités ou places, ni de manière à diminuer ou invalider les droits ou prérogatives de la couronne non expressément mentionnées dans une de ces lois ou à y déroger. S. R. B. C., c. 96, s. 1.

## SECTION III.

DE LA COUR DE SESSIONS GÉNÉRALES DE LA PAIX, DES JUGES DE PAIX,  
ET DES SESSIONS SPÉCIALES DE LA PAIX.§ 1.—*Dispositions interprétatives.*

**2464.** Les expressions "cour de sessions de quartier," et "cour de sessions générales de la paix," chaque fois qu'elles se rencontrent dans la présente section ou toute autre loi, sont synonymes. S. R. B. C., c. 97, s. 21. Interprétation.

§ 2.—*De la juridiction du tribunal.*

**2465.** La cour de sessions générales de la paix prend connaissance et juge toutes les matières qui intéressent la conservation de la paix, et qui peuvent être de sa compétence, suivant les lois en vigueur. S. R. B. C., c. 97, s. 1. Juridiction du tribunal.

§ 3.—*Du lieu des séances du tribunal.*

**2466.** La cour de sessions générales de la paix est tenue au chef-lieu de chacun des districts de Québec et Montréal, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner, par proclamation, qu'il n'y soit tenu que deux termes par année dans chacun d'eux, fixer les époques de ces termes, et les changer, de temps à autre, selon qu'il le juge convenable. S. R. B. C., c. 97, s. 1, et 43-44 V., c. 6, s. 1. Termes de la cour à Québec et Montréal.

**2467.** Le lieutenant-gouverneur peut aussi, par proclamation, ordonner, pour les fins mentionnées en l'article 2465, et avec les mêmes pouvoirs, la tenue d'une semblable cour de sessions générales de la paix, au chef-lieu de tout autre district où est tenue la cour supérieure, et telle cour y est tenue en conséquence. Termes de la cour aux chefs lieux des autres districts.

2. La proclamation relative au district de Gaspé peut, cependant, ordonner la tenue de ces sessions dans le comté de Gaspé, à Percé et au Bassin de Gaspé. S. R. B. C., c. 97, ss. 1 et 2. Dispositions, quant à Gaspé

**2468.** La tenue de la cour peut être discontinuée par une autre proclamation, dans tout district où elle a été établie, quand il apparaît au lieutenant-gouverneur que la cour du banc de la reine suffit à la dépêche des affaires Discontinuation de la cour.

criminelles, mais elle peut y être rétablie par proclamation semblable, quand il apparaît également au lieutenant-gouverneur que l'expédition des affaires criminelles la rend nécessaire. S. R. B. C., c. 97, s. 2, § 2, et 43-44 V., c. 6, ss. 1 et 2.

Epoque de la tenue de la cour.

**2459.** Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer, par proclamation, les époques de la tenue de la cour de sessions générales de la paix, dont le nombre lui est discrétionnaire dans chaque district où elle est établie, et de la même manière, changer l'époque de ces termes.

Fixation de ces époques par proclamation.

Nulle cour n'est tenue dans un district où elle pourrait être établie plus tard, avant que les époques de cette tenue soient ainsi fixées par proclamation. S. R. B. C., c. 97, s. 3.

§ 4.—*Des magistrats qui peuvent présider le tribunal.*

Juges qui peuvent la tenir.

**2470.** La cour de sessions générales de la paix dans la province, peut être tenue par deux juges de paix ou plus des districts respectifs où elle est établie. S. R. B. C., c. 97, s. 4.

Pouvoir des juges de la c. s. de la tenir.

**2471.** Excepté dans les cités de Québec et Montréal, tout juge de la cour supérieure est compétent à tenir la cour de sessions générales de la paix.

Leurs devoirs de la tenir dans les districts assignés.

2. Il est même de son devoir de la tenir dans le district qui lui est assigné, si, à défaut de quorum des juges de paix, l'administration de la justice devait souffrir de ce que cette cour n'est pas tenue.

Leurs pouvoirs d'y présider seuls.

3. Quand le juge de la cour supérieure préside ce tribunal, il y siège seul et sans l'assistance d'un juge de paix. S. R. B. C., c. 97, s. 5, § 1.

Pouvoirs des recorders et juges des sessions de la tenir seuls.

**2472.** Il est loisible au recorder ou au juge des sessions de la paix, nommé pour la cité de Québec ou pour la cité de Montréal, de présider seul le tribunal, et sans la coopération des juges de paix, dans celle de ces cités pour laquelle chacun de ces fonctionnaires est nommé.

Il est du devoir du juge des sessions de la paix de présider ainsi ce tribunal ou de tenir la cour seul, suivant le cas.

Cas d'appel de l'un de ces fonctionnaires.

Si, à une séance du tribunal, il se présente un cas d'appel d'une décision rendue par l'un de ces fonctionnaires, l'autre doit présider le tribunal ou tenir la cour. S. R. B. C., c. 97, s. 5, §§ 2 et 3. et 25 V., c. 13, s. 1.

Président de la cour à Trois-Rivières et à St-François.

**2473.** Au cas d'établissement de la cour de sessions générales de la paix dans l'un ou l'autre des districts des Trois-Rivières et de St-François, le lieutenant-gouverneur peut nommer un avocat de cinq ans de pratique au moins,

pour présider le tribunal et assigner à chaque avocat, ainsi nommé, un salaire n'excédant pas trois cents piastres par année.

Ce fonctionnaire, qui est dispensé de la qualité foncière, est juge de paix dans le district pour lequel il est nommé, et il a, par rapport à la tenue de la cour, les pouvoirs d'un juge de la cour supérieure. Ses qualités

Il préside le tribunal seul ou avec la coopération d'un ou de plusieurs juges de paix. S. R. B. C., c. 97, s. 6, et 49-50 Il préside seul.  
V., c. 34, s. 1.

**2474.** Les séances ou sessions de la cour se continuent jusqu'à ce que le tribunal déclare qu'elles sont closes, ce qui ne doit pas avoir lieu à moins que ce tribunal ne soit d'avis qu'il ne reste devant lui, aucun procès, aucune matière ou procédure, qui ne puisse être convenablement remise à la session suivante. S. R. B. C., c. 97, s. 7. Durée des sessions.

#### § 5.—*Dispositions spéciales, quant à Gaspé.*

**2475.** Nonobstant toute proclamation, établissant la cour de sessions générales de la paix dans le district de Gaspé, nul terme de la cour n'y est tenu, et nuls jurés, grands ou petits, ne sont assignés pour ce terme, à moins que l'ordre commandant au shérif de faire cette assignation, ne soit revêtu de la signature de trois juges de paix et de celle du juge de la cour supérieure du district. Cas d'omission d'un ordre d'assignation des jurés dans Gaspé.

Quand cet ordre est revêtu de ces quatre signatures, le shérif doit le faire exécuter avec toute la diligence et toute l'économie de frais de transport et d'autres charges incidentes possibles. S. R. B. C., c. 97, s. 8. Exécution de cet ordre.

#### § 6.—*De la nomination de constables et autres officiers de paix.*

**2476.** Les juges de paix assemblés en sessions générales ou la majorité d'entre eux, ou le juge président la cour du banc de la reine, quand il n'est pas tenu de cour de sessions générales de la paix à l'un des endroits ci-dessous mentionnés, doivent nommer, annuellement, autant de personnes qu'ils croient convenables, résidant dans les cités et banlieues de Québec et Montréal, dans les cités des Trois-Rivières et Sherbrooke, et au chef-lieu où la cour est tenue dans les autres districts, comme constables et officiers de paix pour exécuter les ordres des tribunaux et y maintenir la paix publique. Nomination des constables et officiers de paix.

2. Ces constables et officiers de paix doivent remplir avec fidélité les devoirs de leur charge pendant l'espace d'une année, avant l'expiration de laquelle ces juges de paix ou le tribunal, doivent en nommer d'autres, annuellement, avec pouvoir d'en augmenter ou d'en diminuer le nombre, selon qu'il leur paraît avantageux pour la sûreté publique. Devoirs de ces officiers

Personnes inhabiles à remplir ces charges.

3. Nul officier civil ou militaire, membre du clergé, médecin et chirurgien, meunier, passeur, professeur, instituteur, élève d'un collège ou séminaire ou d'une université, et nul mineur ne peuvent être valablement nommés constables ou officiers de paix.

Pénalités pour refus de remplir leurs devoirs.

4. Toute contravention commise par refus ou négligence d'exécuter la charge de constable ou d'officier de paix, est punissable par une amende de quatre-vingts piastres, recouvrable de la manière ordinaire devant les tribunaux, avec les frais de poursuite. S. R. B. C., c. 97, s. 10.

#### § 7.—Des règles de pratique et des tarifs d'honoraires.

Confection des tarifs d'honoraires, etc.

2477. Les différentes cours de sessions générales de la paix, dans les districts où elles sont tenues, et la cour du banc de la reine, dans ceux où elles ne le sont pas, sont autorisées à faire les tarifs d'honoraires pour les avocats exerçant devant elles, et les règles de pratique nécessaires pour régler la procédure à suivre dans les causes mues devant ces deux tribunaux. S. R. B. C., c. 97, s. 12, et 33 V., c. 15, s. 3, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Modification de ces tarifs.

2478. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier ou abroger le tarif des frais payables aux greffiers, grands constables, huissiers et constables, pour rétribution de leurs services en exécutant les ordres des juges de paix, de la cour criminelle et de sessions de la paix, dans chaque district. S. R. B. C., c. 103, s. 74, et 33 V., c. 15, s. 1.

Pénalités pour surcharges.

2479. Toute surcharge en contravention à ce tarif, faite par les officiers dont le lieutenant-gouverneur règle les émoluments, est punissable par une amende au maximum de vingt piastres, recouvrable sommairement avec dépens devant les juges de paix du district, de laquelle amende une moitié appartient au dénonciateur et l'autre moitié à Sa Majesté, pour le service public de cette province. S. R. B. C., c. 100, s. 6, et 33 V., c. 15, s. 2.

#### § 8.—Des amendes et de la taxe des témoins.

Pénalités des témoins qui refusent de comparaître.

2480. La cour de sessions générales de la paix a le pouvoir de punir par l'amende ou l'emprisonnement, le défaut de tout témoin dûment assigné, qui refuse ou néglige de comparaître et de rendre témoignage devant elle, et la désobéissance ou la rébellion de la personne qui refuse ou néglige de se soumettre à tout ordre ou d'exécuter tout jugement du tribunal.

Montant de la pénalité.

Cette amende ne doit jamais excéder la somme de quatre-vingts piastres, et l'emprisonnement, la durée de deux mois. S. R. B. C., c. 97, s. 14.

**2481.** Les juges de la cour supérieure ou du banc de la reine, et les présidents de sessions générales de la paix, ont seuls le droit de taxer les frais de témoignage encourus devant ces deux tribunaux et payables par la couronne, et d'assermenter les témoins sur l'exactitude de leurs comptes. S. R. B. C., c. 97, s. 15

Taxation des témoins.

§ 9.—*Des dépens sur les appels.*

**2482.** Il est loisible à la cour de sessions générales de la paix, qui rend jugement sur l'appel d'un tribunal inférieur, de condamner la partie déboutée aux frais de l'appel, lesquels sont prélevés par bref d'exécution sur les biens mobiliers de la partie. S. R. B. C., c. 97, s. 17.

Frais d'appel, leur prélèvement.

§ 10.—*De la signification des pièces de procédure.*

**2483.** Les assignations, mandats ou pièces de procédure, émises par ce tribunal, peuvent être signifiées dans toute partie de la province. S. R. B. C., c. 97, s. 18.

Signification des pièces de procédure.

§ 11.—*Des séances hebdomadaires du tribunal à Québec, Montréal et Trois-Rivières, et des sessions spéciales de la paix.*

**2484.** Deux juges de paix doivent siéger, par semaine, et par rotation, dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, pour le meilleur règlement de la police et autres matières relatives à leur emploi ; les noms des juges de paix qui doivent siéger, chaque semaine, sont affichés par le greffier de la paix à la porte du palais de justice ; mais rien de contenu dans la présente section ne doit empêcher la tenue des sessions spéciales de la paix de la manière et pour les fins établies par la loi. S. R. B. C., c. 97, s. 19.

Séances hebdomadaires dans certains endroits.

Proviso.

SECTION IV.

DES JUGES DE SESSIONS, A QUÉBEC ET MONTRÉAL.

§ 1.—*De la nomination et de la destitution de ces juges.*

**2485.** Le lieutenant-gouverneur peut, pour les cités de Québec et Montréal, nommer, durant bonne conduite, par une commission sous le grand sceau, des personnes capables comme juges de sessions de la paix, avec juridiction dans toute l'étendue de la province, aux fins de remplir les devoirs de juges de paix, avec tels autres devoirs qui sont ci-dessous spécifiés, ou qui peuvent leur être, de temps à autre, indiqués par le secrétaire de la province, pour l'administration plus efficace de la police dans les limites de ces cités ; ces juges de sessions de la paix sont

Nomination de juges de sessions de la paix à Montréal et Québec.

magistrats stipendiaires dans le sens de tout acte du parlement impérial en vigueur en cette province. S. R. B. C., c. 102, ss. 1 et 3 ; 24 V., c. 26, s. 35 ; 25 V., c. 13, s. 1, et 47 V., c. 9, ss. 1 et 3.

Leur démission

**2486.** Le lieutenant-gouverneur peut démettre ces juges de sessions de la paix, sur l'adresse conjointe du conseil législatif et de l'assemblée législative, et advenant quelques vacances dans ces charges, par décès, destitution ou autrement, il peut nommer d'autres personnes compétentes et capables comme juges de sessions de la paix, pour remplir ces vacances ; il peut nommer une personne quelconque pour être juge de sessions de la paix dans l'une ou l'autre de ces cités. S. R. B. C., c. 102, s. 1, § 2, et 25 V., c. 13, s. 1, et 47 V., c. 4, ss. 1 et 2.

§ 2.—*Des pouvoirs et devoirs de ces juges.*

Serment de ces juges avant d'entrer en fonctions.

**2487.** Toute personne nommée juge de sessions de la paix, pour ces cités, avant d'entrer en fonctions, doit prêter, devant un juge de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure, le serment dont suit la teneur :

“ Je, A. B., jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de mes capacités et connaissances, tous les devoirs, et d'exercer de même tous les pouvoirs de juge de paix, en vertu des sections quatrième et cinquième, du chapitre troisième du titre sixième des statuts refondus de la province de Québec.” S. R. B. C., c. 102, s. 2, et 25 V., c. 13, s. 1.

Leurs pouvoirs de juges de paix.

**2488.** Les juges de sessions, des cités de Québec et Montréal respectivement, aussi bien que ceux qui peuvent les remplacer en vertu de l'article 2486, sont, en vertu de leurs charges, juges de paix pour les districts où ces cités sont respectivement situés avec juridiction dans toute l'étendue de la province, et sont revêtus de tous les droits et pouvoirs d'un ou de deux juges de paix, suivant le cas, quand même ils n'auraient pas la qualité foncière exigée par la loi de toute autre personne remplissant les fonctions de juge de paix. S. R. B. C., c. 102, ss. 1 et 3, et 25 V., c. 13, s. 1, et 47 V., c. 9, s. 3.

§ 3.—*Des pouvoirs de ces juges accordés aux recorders de Québec et Montréal.*

Pouvoirs des recorders

**2489.** Les pouvoirs et la juridiction conférés aux juges de sessions de la paix, pour les cités de Québec et Montréal, ou à deux juges de paix ou plus par les dispositions de la section suivante, peuvent être exercés par les recorders et les cours de recorder de ces cités, et par

ceux qui, par la loi, peuvent, en l'absence des recorders pour cause de maladie ou autrement, les remplacer et remplir les devoirs de leur charge, ou lorsqu'il n'y a pas de recorder. S. R. B. C., c. 102, s. 20

## SECTION V.

## DES MAGISTRATS DE POLICE.

§ 1.—*De la nomination des magistrats.*

**2490.** Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, nommer par commission, sous le grand sceau, des personnes capables et compétentes pour agir comme magistrats de police dans un ou plusieurs des districts de la province, ou dans tout district judiciaire. 28 V., c. 20, s. 1, et 34 V., c. 6, s. 1.

Nomination  
des magistrats  
de police.

§ 2.—*Des qualités, pouvoirs et devoirs des magistrats.*

**2491.** Il n'est pas nécessaire à un magistrat de police ainsi nommé, de posséder de qualité foncière ou d'avoir son domicile, réel, temporaire ou provisoire, dans le district, le comté ou le district judiciaire pour lequel il est nommé. 28 V., c. 20, s. 2, et 34 V., c. 6, s. 1.

Qualités fon-  
cières non  
exigées.

**2492.** Ces magistrats de police ont et exercent tous les pouvoirs, autorité, droits et privilèges actuellement conférés par la loi aux magistrats de police dans les cités, sauf en ce qui concerne les contraventions aux règlements municipaux et les autres affaires purement municipales ainsi que tous les pouvoirs et autorité, droits et privilèges, conférés aux juges de paix en général ; ils sont tenus, à tous égards, excepté si le contraire est prescrit par cette section, de se conformer aux exigences de la loi concernant les magistrats de police et la charge de juge de paix. 28 V., c. 20, s. 3, et 34 V., c. 6, s. 1.

Leurs pou-  
voirs.

**2493.** Chaque magistrat de police doit dresser un procès-verbal de toutes les procédures prises par lui et par-devant lui, tenir les comptes, faire les rapports, recueillir les informations dans les limites de sa juridiction, et remplir tous les autres devoirs que le lieutenant-gouverneur peut lui prescrire et exiger de lui, de temps à autre. 28 V., c. 20, s. 4, et 34 V., c. 6, s. 1.

Leurs devoirs.

**2494.** Les deniers provenant des amendes, confiscations et pénalités imposées par ce magistrat de police, à moins que la loi n'en ordonne un emploi contraire, de temps à autre, sont payés à ce magistrat de police, qui en rend compte et paie ou débourse les deniers en prove-

Emploi des  
amendes.

nant, aux époques, en la manière et aux personnes, que le lieutenant-gouverneur prescrit. 28 V., c. 20, s. 5, et 34 V., c. 6, s. 1.

§ 3.—*De la nomination de constables par les magistrats de police.*

Nomination  
de constables  
par ces ma-  
gistrats.

**2495.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, donner ordre et autorité à tout magistrat de police, de nommer une ou plusieurs personnes capables et compétentes pour agir comme constables de police sous lui et dans sa juridiction ; lequel magistrat peut, à son bon plaisir, démettre tout tel constable.

Devoirs de ces  
constables.

Chaque constable de police doit obéir aux ordres légitimes de ce magistrat,—il est sous son contrôle et est revêtu des pouvoirs, droits et obligations que la loi confère aux constables dûment nommés. 28 V., c. 20, s. 6, et 34 V., c. 6, s. 1.

§ 4.—*Des pénalités contre ces constables pour mauvaise conduite.*

Pénalité pour  
désobéissance  
des constables

**2496.** Si un constable, nommé sous l'autorité de cette section, se rend coupable de désobéissance aux ordres prescrits, de négligence de ses devoirs ou de mauvaise conduite, et s'il est convaincu du fait devant un magistrat de police ou un juge de paix, il encourt une amende qui est fixée par ce magistrat ou par ce juge de paix, l'amende ne devant pas excéder quarante piastres avec les frais. 28 V., c. 20, s. 7, et 34 V., c. 6, s. 1.

Leur emprisonnement à défaut de paiement de l'amende.

**2497.** A défaut par lui d'en opérer le paiement immédiat, il est emprisonné pendant un terme de pas plus de trois mois, à moins que l'amende et les frais ne soient plus tôt payés, et il peut être poursuivi par voie d'indictement pour toute offense commise par lui en qualité de constable spécial, mais ne peut l'être à la fois par voie d'indictement et sous l'autorité de cette section pour la même offense. 28 V., c. 20, s. 7, et 34 V., c. 6, s. 1.

## CHAPITRE IV.

### DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION MIXTE.

#### SECTION 1.

##### DE LA COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT.

#### § 1.—*De la constitution du tribunal.*

Nomination  
des magis-  
trats.

**2498.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, nommer par commission, sous le grand sceau, un ou plusieurs magistrats de district dans un ou plusieurs districts en cette province, lesquels doivent être



des avocats d'au moins cinq ans de pratique, et qui, dès leur nomination, doivent cesser de pratiquer.

Il n'est pas nécessaire, cependant, que le magistrat de district pour le comté de Saguenay soit un avocat. 32 V., c. 23, ss. 1 et 25.

**2499.** Lorsqu'il le juge convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par proclamation, dans et pour chaque comté, cité ou ville dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat qui sont désignées d'après ces comté, cité ou ville respectivement, où ces cours peuvent être établies, comme suit : " cour de magistrat pour le comté de, ou la cité de, ou la ville de (*suivant le cas, nommant le comté, la cité ou la ville.*) "

Etablis-  
sement de la  
cour.

2. Si plus d'une de ces cours sont établies pour un comté, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom du lieu, du village, de la cité ou de la ville où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie, comme suit : " La cour de magistrat pour le comté de (*nommant le comté*) à (*nommant le village, la ville, la cité ou le lieu.*) "

Leur désigna-  
tion s'il y en a  
plus d'une  
d'établies.

Les cours de magistrat établies avant le 28 janvier, 1874, continuent d'exister.

Cours, conti-  
nuées.

4. Le nombre des magistrats ne doit dépasser, en aucun temps, le nombre de ceux en office le dit 28, janvier, 1874, excepté qu'il soit nécessaire d'en nommer un pour les Iles de la Magdeleine. 37 V., c. 8, s. 1.

Nombre des  
magistrats.

**2500.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir une cour de magistrat dans le comté de Saguenay, dont la juridiction territoriale ne doit pas s'étendre à l'est plus loin que les Iles Jérémie exclusivement, et autant de cours additionnelles qu'il le juge convenable. 32 V., c. 23, s. 23.

Cour dans le  
comté de  
Saguenay.

**2501.** Ces cours additionnelles sont tenues aux endroits et ont la juridiction territoriale que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil. 32 V., c. 23, s. 24.

Endroits où  
les cours  
addition-  
nelles sont  
tenues.

**2502.** Elles ont tous les pouvoirs et toute la compétence des autres cours de magistrat, et leur juridiction est, en outre, élevée à la somme ou aux matières d'une valeur de deux cents piastres. 32 V., c. 23, s. 25.

Leurs pou-  
voirs.

**2503.** Toute cour additionnelle est appelée " La cour locale de magistrat pour (*nommant l'endroit*) ", et est tenue tous les jours juridiques où le magistrat est présent, lesquels jours doivent être portés à la connaissance des parties litigantes par annonce ou autrement. 32 V., c. 23, s. 26.

Nom de la  
cour addi-  
tionnelle.

Destitution  
des magis-  
trats

**2504.** Nul magistrat de district ne peut être destitué de sa charge par le lieutenant-gouverneur en conseil, sans mention des causes de sa destitution dans l'ordre qui la prononce. 37 V., c. 8, s. 11.

Qualités des  
Magistrats

**2505.** Il n'est pas nécessaire qu'un magistrat de district possède de qualité foncière. 32 V., c. 23, s. 3.

Leur résiden-  
ce.

**2506.** Les magistrats de district doivent résider dans les districts, ou l'un des districts pour lesquels ils ont été nommés, et aux endroits qui leur sont assignés, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur; mais dans les districts où il ne réside pas de juge de la cour supérieure, le magistrat doit résider au chef-lieu.

Résidence de  
certains ma-  
gistrats, non  
affectée.

La résidence des magistrats de district, nommés avant le 28 décembre, 1876, n'est pas affectée, cependant, par le présent article. 32 V., c. 23, s. 4, et 40 V., c. 12, ss. 2 et 3.

Traitement  
des magis-  
trats.

**2507.** Chacun de ces magistrats reçoit un traitement annuel, n'excédant pas la somme de mille deux cents piastres, lequel est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et payé à même le fonds consolidé du revenu. 32 V., c. 23, s. 5.

### § 2.—*Du lieu des séances du tribunal.*

Lieu des séan-  
ces du tribu-  
nal.

**2508.** S'il n'y a qu'une cour de circuit, établie dans le comté, la cour de magistrat est tenue au même endroit que cette cour de circuit.

Si cette cour de circuit est établie en plusieurs endroits, la cour de magistrat est tenue à celui qui est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Greffier de la  
cour.

Dans l'un et l'autre cas, le greffier de la cour de circuit est le greffier de la cour de magistrat.

S'il n'y a pas de cour de circuit établie dans le comté, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe l'endroit où la cour de magistrat doit être tenue, et en nomme le greffier.

Honoraires  
des greffiers.

Les greffiers de cours de magistrat ne doivent prendre d'autres honoraires que ceux qui leur sont accordés par les tarifs ci-après mentionnés. 32 V., c. 23, ss. 14 et 15.

Ajournement  
de la cour.

**2509.** Les cours de magistrat peuvent siéger tous les jours juridiques de l'année, nonobstant l'article premier du code de procédure civile,—et chaque fois que la dépêche des affaires le requiert, le magistrat de district peut ajourner la cour de jour en jour jusqu'à ce que toutes les affaires devant le tribunal soient vidées. 32 V., c. 23, s. 21, et 37 V., c. 8, ss. 1 et 6.

Ajournement  
pour cause de  
maladie du  
magistrat.

**2510.** Chaque fois que, à raison de maladie ou de toute autre cause, le magistrat ne peut présider une séance du tribunal, le greffier peut recevoir tous les rapports faits ce

jour-là, faire l'appel des parties ou témoins assignés pour ce jour, entrer la comparution ou enregistrer le défaut des défendeurs, des parties ou des témoins assignés à comparaître, et ajourner la cour au jour suivant fixé pour la tenue de cette cour. 32 V., c. 23, s. 22.

**2511.** Tout magistrat de district possède, dans les limites du district ou des districts judiciaires pour lesquels il est nommé, les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à un ou à plusieurs juges de paix dans cette province, dans toutes les matières et dans tous les cas où ces juges ont ou peuvent avoir juridiction, ainsi que les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à tout juge des sessions de la paix et à tout magistrat de district de cette province, en vertu de quelque statut du parlement du Canada ou d'une loi quelconque. Pouvoir des magistrats.

Il préside cette cour de magistrat, entend et décide toutes les poursuites et procédures, et exerce toutes les fonctions de magistrat de district, qui sont requises ou autorisées par la présente section ou par toute autre loi de la législation ou par une loi quelconque ; et généralement il agit dans toute cause et matière en la manière autorisée ou requise par la loi. 32 V., c. 23, s. 2, et 37 V., c. 8, s. 2. Tenue de la cour.

**2512.** Tout magistrat de district peut nommer, dans les différentes localités du ressort de sa juridiction, outre le greffier ordinaire de la cour, le nombre additionnel de greffiers et de constables dont il peut avoir besoin ; ces greffiers et constables reçoivent pour rémunération les honoraires qui sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 32 V., c. 23, s. 6, et 33 V., c. 11, s. 1. Nomination des greffiers. Leur rémunération.

**2513.** Tout huissier de la cour supérieure peut, et doit, s'il en est requis, agir comme constable sous les ordres du magistrat de district, sans nomination spéciale à cette fin. 32 V., c. 23, s. 7. Constables.

**2514.** Chaque magistrat de district doit tenir minute de toutes les procédures adoptées par lui et devant lui, tient des livres de comptes et fait rapport des procédures, de l'état de ses comptes, ou de toutes les informations qu'il a prises dans l'exercice de sa charge, chaque fois qu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur. 32 V., c. 23, s. 8. Minutes de la cour.

**2515.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, donner instruction à un magistrat de district d'administrer la justice pour des périodes de temps déterminées, dans un ou des districts différents de celui ou de ceux pour lesquels il est nommé, et le secrétaire de la province doit faire insérer un avis de ces instructions dans la gazette officielle de Québec. 35 V., c. 9, s. 8. Leurs pouvoirs de siéger dans des districts étrangers.

Leurs pouvoirs dans ces districts.

**2516.** Tout magistrat de district, agissant en vertu de ces instructions, possède dans les districts qui lui sont assignés quand il s'y trouve, les mêmes pouvoirs et la même juridiction qu'il aurait dans les districts pour lesquels il a été nommé, quand il agit dans leurs limites. 35 V., c. 9, s. 9.

§ 3.—*De la juridiction du tribunal.*

Juridiction :

**2517.** La cour de magistrat de district a une juridiction pour entendre et juger en dernier ressort :

Dans les actions personnelles, etc.

1. Les actions personnelles ou réelles dans lesquelles la somme de deniers ou la valeur de la chose demandée n'excède pas quatre-vingt-dix-neuf piastres dans le comté de Gaspé, y compris les îles de la Madeleine, ainsi que dans le comté de Saguenay pour la partie d'icelui s'étendant à l'est jusqu'aux îles Jérémie, et cinquante piastres dans les autres parties de la province ;

Dans les actions pour taxes, etc. ;

2. Les actions en recouvrement de taxes, cotisations et contributions scolaires, ou de contributions, taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de deniers dus et exigibles en vertu du code municipal—ou de l'acte des clauses générales des corporations de ville—ou de tout statut spécial d'organisation municipale,—des règlements faits sous l'autorité de ces mêmes lois, et des lois qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture ;

Dans les actions pour recouvrement de pénalités.

3. Les demandes pour le recouvrement des pénalités encourues ou des deniers dus au trésor de la province, en vertu de la section douzième, du chapitre cinquième du titre quatrième des présents statuts refondus, concernant les licences.

Résidence du défendeur.

Toutefois, dans ces poursuites, la résidence du défendeur doit être dans le comté, la cité ou la ville pour lequel la cour est tenue, ou la dette doit y avoir été contractée et le défendeur être résident dans la province. 32 V., c. 23, s. 16, §§ 2 et 3 ; 35 V., c. 9, s. 1 ; 37 V., c. 8, s. 1 ; 39 V., c. 31, s. 1 ; 40 V., c. 12, s. 1 ; 40 V., c. 29, et 48 V., c. 15, s. 1.

Dans les cas de bail, etc.

**2518.** Ce tribunal a de plus, quand le montant du loyer ou des dommages réclamés n'excède pas cinquante piastres, compétence sur les actions en annulation ou rescision de bail ou en recouvrement de dommages résultant des infractions du bail, ou du défaut d'accomplissement des obligations que la loi lui attache, ou qui résultent des rapports entre locateur et locataire.

Procédures sur ces actions.

La procédure et la preuve sur ces actions sont sommaires et se font chaque jour juridique fixé ou non comme jour où la cour de magistrat peut être tenue. 35 V., c. 9, s. 2.

Juridiction concurrente.

**2519.** La juridiction civile et criminelle des magistrats de district est concurrente, et une juridiction ne doit pas préjudicier à l'autre.

Les deux peuvent être exercées le même jour, et l'exercice d'une juridiction peut être suspendu pour permettre au magistrat d'exercer l'autre et de faire tout acte qui est de son ressort, et peut être reprise ensuite. 32 V., c. 23, s. 27.

Exercice d'elle.

**2520.** Le tribunal peut, en rendant son jugement final ou interlocutoire sur une action, poursuite ou instance, accorder des frais qui, jusqu'à ce qu'un autre tarif soit établi pour cette cour ainsi que prescrit ci-après pour les honoraires des avocats et des greffiers, sont taxés comme dans une cause de même nature et de même montant portée devant la cour de circuit, d'après le tarif en vigueur devant ce dernier tribunal, et il en est de même des frais d'huissiers ou d'autres personnes autorisées à signifier les mandats du tribunal. 37 V., c. 8, s. 8, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Allouance de frais pour la procédure devant ces cours.

#### § 4.—De la procédure.

**2521.** Les articles 1184, 1190, 1191, 1192, — excepté la partie d'iceux renfermée entre crochets, — 1193, 1194, 1195 — excepté dans ces derniers articles les mots “ la signature du commissaire, ” — 1196, 1197, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, le premier et le dernier paragraphe de l'article 1212, et les articles, 1213, et 1214 du code de procédure civile, s'appliquent à toute cour de magistrat établie en vertu de la présente section, de la même manière que si les mots “ cour des commissaires, ” “ commissaire ou commissaires, ” signifiaient et comprenaient respectivement les mots “ cour de magistrat ” ou “ magistrat de district. ” 32 Vic., c. 23, s. 17.

Dispositions applicables.

**2522.** Tout bref émis par la cour est signé par le magistrat de district ou par le greffier ; les certificats et copies des procédures de la cour signés par le greffier, constituent *prima facie* une preuve de leur contenu. 32 V., c. 23, s. 18.

Authenticité des brefs, etc., émis par le tribunal.

**2523.** Les procédures mentionnées en l'article 1191 du code de procédure civile, émises par le tribunal, peuvent être exécutées dans toute la province.

Exécution de certaines procédures.

Dans le cas de saisie-arrêt en mains tierces, avant ou après jugement, le tiers-saisi peut, dans les trois jours de la signification qui lui est faite du bref, faire sa déclaration sous serment devant le greffier de la cour de circuit la plus voisine, lequel a le pouvoir de faire prêter ce serment et a le droit de recevoir du tiers-saisi la somme d'une piastre pour avoir reçu cette déclaration, et doit la transmettre, sans délai, par la poste et dans une lettre enregistrée et affranchie, au greffier de la cour de magistrat dont émane le bref de saisie-arrêt avec le reçu de cette somme d'une piastre. 32 V., c. 23, s. 19.

Saisie-arrêt

Honoraires.

Somme reçue  
sur la déclara-  
tion du tiers-  
saisi.

**2524.** Cette somme est entrée en taxe par le magistrat de district ou par le greffier du tribunal, pour faire partie des frais de la cause, et le reçu du greffier de la cour de circuit qui l'a transmis au greffier de la cour de magistrat équivaut, pour cette somme, à un jugement de ce dernier tribunal en faveur du tiers-saisi contre le saisissant; et ce jugement est exécutoire dans les mêmes délais et de la même manière que les autres jugements du tribunal 32 V., c. 23, s. 20.

Dispositions  
de code de  
procédure,  
applicables à  
ce tribunal.

**2525.** Les dispositions du code de procédure civile, contenues dans le livre troisième d'icelui, s'appliquent de la même manière à toute cour de magistrat et aux magistrats de district qui président cette cour, ainsi qu'aux officiers d'icelle, excepté dans les cas où ces dispositions sont incompatibles avec les dispositions de la présente section, ou sont telles qu'elles ne puissent s'appliquer qu'à la cour supérieure ou aux causes appelables dans la cour de circuit, comme si les mots "cour de circuit" ou "juge" signifiaient et renfermaient respectivement les mots "cour de magistrat" ou "magistrat de district." 37 V., c. 8, s. 7, et 39 V., c. 31, s. 1.

Cc. 174 et 178,  
S. R. C., ap-  
plicables.

**2526.** Les chapitres 174 et 178 des Statuts révisés du Canada, s'appliquent également, à toutes les procédures adoptées devant le magistrat de district, en tant qu'ils ne sont pas incompatibles avec la présente section.

Le chapitre 178 des Statuts révisés du Canada s'applique aux procédures devant les magistrats de district, au sujet des convictions et ordres sommaires, non seulement dans les matières dans lesquelles le parlement du Canada a juridiction exclusive, mais aussi, en tant que ces dispositions peuvent être applicables aux matières sur lesquelles la législature de cette province possède une juridiction exclusive. 32 V., c. 23, s. 10; 33 V., c. 11, s. 3, et 37 V., c. 8, ss. 3 et 4.

Cc. 174, 175,  
177 et 183, S.  
R. C. aussi  
applicables.

**2527.** Les chapitres 174, 175, 177 et 183, des Statuts révisés du Canada, s'appliquent également à ces magistrats de district, en tant qu'ils peuvent être applicables aux procédures instituées et qui peuvent être instituées devant eux, comme aussi, généralement, toutes les lois du parlement de la Puissance du Canada et de la législature de cette province, par lesquelles quelque pouvoir ou quelque autorité est conféré à un ou à plusieurs juges de paix de cette province. 37 V., c. 8, s. 5.

Appel du tri-  
bunal.

**2528.** Nulle poursuite ou procédure en matière civile, mue devant un magistrat de district ou une cour de magistrat, ne peut être portée devant un autre tribunal, par *certiorari* ou autrement, et nul appel n'a lieu des ordres,

jugements ou convictions faits ou rendus par un magistrat de district ou par une cour de magistrat, excepté dans les cas où un appel est ouvert par les lois du parlement du Canada ou en vertu de l'article 4601 des présents statuts refondus. 32 V., c. 23, s. 29 ; 33 V., c. 11, s. 4, et 40 V., c. 29, s. 426.

**2529.** Les jugements rendus par la cour de magistrat, pour des sommes excédant quarante piastres, peuvent, à défaut de biens meubles suffisants, être exécutés sur les immeubles du débiteur, qui se trouvent dans les limites du district où le jugement a été rendu ou dans tout autre district de la province. 35 V., c. 9, s. 7.

Exécution des jugements.

**2530.** Le bref est adressé à cet effet au shérif du district où sont situés les immeubles, et est rapportable devant la cour supérieure du district où il est exécuté, pour être sur icelui procédé comme sur les brefs émis par la cour de circuit. 35 V., c. 9, s. 7.

Adresse et rapports des brefs.

#### § 5.—*Du tarif des honoraires.*

**2531.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, faire des tarifs d'honoraires sur les procédés faits devant les magistrats de district ou la cour de magistrat, en vertu de la présente section, et peut ordonner l'émission de timbres au moyen desquels s'effectue le paiement de ces honoraires, et donne les ordres et fait les règlements qu'il juge convenables par rapport à ces honoraires et à ces timbres. 32 V., c. 23, s. 30.

Confection des tarifs d'honoraires.

**2532.** Ces tarifs peuvent comprendre les honoraires des avocats pratiquant devant ces tribunaux ou ces magistrats de district, ceux des greffiers, huissiers, constables, crieurs ou autres officiers ou employés au service de ces tribunaux ou de ces magistrats, de même que les honoraires exigibles sur les procédés et les matières litigieuses du ressort de tels tribunaux et de l'office du magistrat de district ou qui leur sont incidentes. 37 V., c. 8, s. 9, § 1, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Ce que peuvent comprendre ces tarifs.

**2533.** Les tarifs d'honoraires en vigueur devant la cour de circuit, en ce qui concerne les avocats, greffiers et constables, sont considérés comme les tarifs en vigueur devant la cour de magistrat, en matière semblable, tant qu'ils n'ont pas été modifiés par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de ce pouvoir, qui lui est conféré par le présent paragraphe. 37 V., c. 8, s. 9, § 2, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Tarifs continués jusqu'à modification

§ 6.—*Dispositions diverses*

Emploi des  
pénalités.

**2534.** Tous les deniers provenant de pénalités, confiscations et amendes imposées par un magistrat de district ou le tribunal de magistrat de district sont,—à moins qu'il en soit autrement disposé par quelque loi,—payés au magistrat de district ou à tout greffier autorisé par lui à les recevoir, et sont transmis par le greffier, et s'il n'y a pas de greffier, par le magistrat lui-même, au trésorier de la province qui en dispose suivant la loi. 32 V., c. 23, s. 28; 37 V., c. 8, s. 12, et 41 V., c. 3, s. 255, § 7.

Interpréta-  
tion de cette  
section.

**2535.** La présente section doit être interprétée comme s'appliquant aux matières du ressort exclusif de la législature de cette province, et doit être considérée comme le complément des dispositions analogues faites par le parlement du Canada, concernant des matières qui sont de son ressort exclusif. 33 V., c. 11, s. 5.

§ 7.—*De l'abolition de la cour.*

Pouvoir du  
lieutenant-  
gouverneur  
d'abolir les  
cours.

**2536.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, la cour de magistrat pour un comté quelconque, ou toute cour de magistrat qu'il juge à propos; et, à dater du jour fixé à cet effet dans la proclamation, la cour cesse d'être tenue à cet endroit. 41-42 V., c. 8, s. 1.

Transmission  
des dossiers.

**2537.** Les dossiers, registres, documents et archives d'une cour de magistrat, abolie sous l'autorité du présent paragraphe, en possession du greffier de la cour ou de toute autre personne, sont transmis, sans délai, au greffe de la cour de circuit indiqué dans la proclamation, pour faire partie des archives de ce dernier tribunal. 41-42 V., c. 8, s. 2.

Pénalités  
pour négli-  
gence des offi-  
ciers.

**2538.** Sous peine d'une amende de dix piastres ou d'un emprisonnement de quinze jours, pour chaque jour de refus ou de négligence, tout greffier ou toute autre personne ayant en sa possession des dossiers, registres, documents et archives d'une cour de magistrat abolie, sont tenus de faire cette transmission sous huit jours à compter de la date de la suppression du tribunal. 41-42 V., c. 8, s. 3.

Frais de trans-  
mission.

**2539.** Les frais et déboursés nécessaires pour opérer cette transmission sont à la charge de la province. 41-42 V., c. 8, s. 3.

Pouvoirs du  
proc. gén. à  
défaut de  
transmission.

**2540.** Sur le refus du greffier ou de toute autre personne, ayant la garde de ces documents, de les transmettre dans le délai prescrit, le procureur général peut autoriser toute



personne de confiance à en prendre possession et à les transmettre au greffe du tribunal indiqué dans la proclamation. 41-42 V., c. 8, s. 4.

**2541.** Après la transmission des dossiers, documents et archives, d'une cour de magistrat supprimée, au greffe de la cour de circuit indiquée, tous les procédés pendants et les jugements non exécutés sont continués et mis à exécution devant la cour de circuit, où les causes ont été transmises comme si ces causes avaient eu leur origine devant elle. Continuation des procédures.

L'exécution de la présente disposition est cependant subordonnée à l'article suivant 41-42 V., c. 8, s. 5. Proviso.

**2542.** La prescription et les délais de procédures sont suspendus depuis le jour de la suppression du tribunal jusqu'au premier jour juridique du terme qui suit la transmission. 41-42 V., c. 8, s. 6. Suspension de la prescription, etc.

**2543.** Le titre et le numéro de la cause deviennent, après cette transmission, ceux que leur a donnés le greffier de la cour de circuit où elle a été transmise. 41-42 V., c. 8, s. 7. Titres des causes.

**2544.** Aucun autre avis que ceux qui auraient été requis devant la cour de magistrat, si elle n'avait pas été abolie, ne sont nécessaires pour continuer les causes devant la cour de circuit. 41-42 V., c. 8, s. 8. Continuation de procédés, sans avis.

## SECTION II.

### DU TRIBUNAL DES JUGES DE PAIX

#### § 1.—*Des juges de paix dans les districts.*

##### 10.—NOMINATION DE CES JUGES DE PAIX ET LEURS QUALITÉS.

**2545.** Les juges de paix, nommés pour les différents districts de la province, doivent être choisis parmi les personnes les plus compétentes, résidant dans ces districts. S. R. C., c. 100, s. 1. Choix des juges de paix.

**2546.** A moins qu'il en soit autrement décrété par une loi spéciale, aucun avocat ne peut être juge de paix pour aucun district de la province, tant qu'il exerce sa profession. S. R. C., c. 100, s. 2, et 49-50 V., c. 34, s. 1. Personnes qui peuvent l'être.

**2547.** A moins qu'il ne soit autrement prescrit par statut, nulle personne ne peut être juge de paix ni agir comme tel dans aucun district de cette province,—excepté le. Iles de la Magdeleine et les comtés de Chicoutimi et Qualités requises des juges de paix.

Saguenay,—si elle ne possède, pour son propre usage et profit, un bien immeuble, en pleine propriété ou à titre d'emphythéose ou de bail pour la vie d'une ou plusieurs personnes, ou fait originairement pour un terme de pas moins de vingt et un ans, ou par usufruit-viager, des terres, biens-fonds ou autres propriétés immobilières, sises et situées en cette province, de la valeur de douze cents piastres ou plus, en outre de toutes charges dont ces terres, biens-fonds ou propriétés immobilières sont grevés, et de toutes rentes et dettes payables à raison d'iceux ;—ou si, avant d'agir comme juge de paix, elle ne prête et souscrit, devant le greffier de la paix ou un juge de paix du district, pour lequel elle entend agir, ou devant quelque commissaire autorisé *per dedimus potestatem* à administrer les serments et recevoir les déclarations, le serment suivant, savoir :

## Serment.

“ Je, A. B., jure que je possède vraiment et de bonne foi, pour mon propre usage et profit, un bien consistant en (spécifier la nature de ce bien, et en donner la désignation locale, rentes ou autres choses,) qui me rend habile à agir comme juge de paix pour le district de  
“ suivant le vrai sens et la vraie intention de la section deuxième, du chapitre quatrième du titre sixième des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la qualité des juges de paix ; (*dire si ce bien consiste en terres et les désigner*) et que ce bien consiste en terres ou biens-fonds ou immeubles, ou en revenu provenant de ces terres, biens-fonds et immeubles sis et situés dans la paroisse, la seigneurie ou le canton de  
“ ou dans les diverses paroisses, seigneuries ou cantons de , suivant le cas :—Ainsi, que Dieu me soit en aide.” S. R. C., c. 100, s. 3 ; S. R. B. C., c. 97. s. 9 ; 27-28 V., c. 20, s. 4, et 29 V., c. 12, s. 1.

## Certificat de prestation de serment.

**2548.** Un certificat de la prestation de ce serment est immédiatement déposé par le juge de paix qui l'a prêté, au bureau du greffier de la paix pour le district, et est, par ce dernier, déposé dans les archives de la cour de session de la paix de ce district. S. R. C., c. 100, s. 4, et 29 V., c. 12, s. 1.

## Copies délivrées.

**2549.** Chaque greffier de la paix doit délivrer une copie vraie et certifiée de ce serment à toute personne qui lui en fait la demande et lui paie la somme de vingt centins pour le coût d'icelle, laquelle copie, quand elle est produite en prenye dans quelque poursuite ou action intentée sous l'autorité de ce paragraphe, a le même effet que l'original s'il était produit. S. R. C., c. 100, s. 5.

## Pénalités contre ceux qui agissent com-

**2550.** Excepté qu'il en soit autrement décrété, toute personne qui agit comme juge de paix dans tout district

de la province, sans avoir prêté le serment précédent, ou sans avoir qualité suivant la vraie intention et le véritable esprit de ce paragraphe, se rend passible, pour chaque contravention, d'une pénalité de cent piastres, dont une moitié appartient à Sa Majesté, et l'autre à la personne qui en fait la poursuite, reconvable avec les frais entiers de l'instance par action civile ou par information devant un tribunal compétent dans le district où la contravention a été commise, et sur toute telle action ou plainte, la preuve de sa qualité est à la charge du défendeur. S. R. C., c. 100, s. 6.

me Juges de  
paix sans  
prêter ser-  
ment ou sans  
avoir qualités.

Mode de pré-  
lever la péna-  
lité.

**2551.** Sur toute action ou information, si le défendeur entend invoquer son droit à quelque terre, tènement ou propriété foncière, non mentionné dans son serment comme fondant, en tout ou en partie, à la date de la contravention alléguée, sa qualité pour agir comme juge de paix, il doit, avant de plaider à la demande, délivrer au demandeur ou à l'informant ou à leurs avocats, un avis par écrit, contenant la description de ces terre, tènement ou propriété foncière, et l'indication du canton, de la paroisse ou de la seigneurie ainsi que du district ou du comté où ils sont situés, et si, sur cette communication, le demandeur ou l'informant juge à propos de ne pas passer outre, il peut, avec la permission du tribunal, discontinuer sa demande, en payant au défendeur les frais auxquels ce dernier a droit suivant l'usage et la pratique du tribunal. S. R. C., c. 100, s. 7, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Défense à  
l'action.

**2552.** A l'audition de la cause, les terres, tènements ou propriétés foncières non mentionnés dans le serment ou l'avis ci-dessus, ne peuvent être invoqués ou plaidés par le défendeur comme fondant en tout ou en partie sa qualité foncière. S. R. C., c. 100, s. 8.

Biens non dé-  
signés ne  
prouvent pas  
la qualité.

**2553.** Si les terres, tènements ou propriétés foncières mentionnés dans le serment ou l'avis, sont, conjointement avec d'autres biens appartenant à la personne qui a prêté ce serment ou délivré cet avis, affectés de quelques charges, rentes ou hypothèques, ces terres, tènements et propriétés foncières, ainsi mentionnés dans le serment ou l'avis, ne sont considérés comme ainsi conjointement affectés qu'en tant que les autres terres, propriétés foncières et tènements ne sont pas suffisants pour acquitter ces charges, rentes et hypothèques. S. R. C., c. 100, s. 9.

Charges dont  
les biens sont  
grevés, limi-  
tés.

**2554.** Si la qualité requise par ce paragraphe consiste en tout ou en partie en rentes, il suffit de mentionner, dans le serment ou l'avis, la quantité des terres et tènements ou propriétés foncières sur lesquels les rentes sont assises, qui sont d'une valeur capable d'en assurer la prestation. S. R. C., c. 100, s. 10.

Si la qualité  
consiste en  
rentes.

Triple frais  
en cas de gain  
de cause par  
défendeur.

**2555.** Au cas où le demandeur ou l'informant discontinue la poursuite autrement que de la manière indiquée ci-haut, ou en est débouté, le défendeur recouvre triples frais. S. R. C., c. 100, s. 11.

Cas où la pro-  
cédure dans  
une seconde  
action est  
arrêtée.

**2556.** Au cas où une action, information ou poursuite, a été instituée et signifiée au défendeur, nuls procédés sur une action, information ou poursuite subséquente, instituée contre le même défendeur pour une contravention commise avant cette signification, ne sont recevables, et le tribunal devant lequel l'instance subséquente est pendante peut, sur la motion du défendeur, arrêter les procédés, si la première action, information ou poursuite, a été instituée sans fraude et effectivement, et nulle action ou information n'est considérée comme telle si elle n'est pas ainsi poursuivie. S. R. C., c. 100, s. 12.

Mode de pro-  
céder dans les  
actions en re-  
couvrement  
de pénalités.

**2557.** Le tribunal devant lequel une action, poursuite ou information est instituée en recouvrement d'une pénalité sous l'autorité du présent paragraphe, doit exiger du demandeur ou de l'informant, une déclaration sous serment que l'instance est portée sans fraude, et non dans l'intention de protéger le défendeur contre aucune poursuite qui pourrait être instituée contre lui pour la même offense, et si cette déclaration n'est pas fournie au tribunal d'une manière satisfaisante, le demandeur ou l'informant doit être de suite débouté de sa demande avec dépens. S. R. C., c. 100, s. 13.

Délai pour  
intenter les  
actions.

**2558.** Toute action, plainte ou poursuite créées par le présent paragraphe, doit être exercée dans les six mois de la commission de l'offense. S. R. C., c. 100, s. 15.

Certains offi-  
ciers, non  
affectés.

**2559.** Rien de relatif à la qualité foncière et au serment d'un juge de paix, ne s'applique aux membres du conseil législatif, du conseil exécutif, aux juges des cours supérieures, ou au procureur général, ni à un conseil de la reine, un maire, ou un échevin de conseil municipal. S. R. C., c. 100, s. 16.

Inhabilités du  
shérif pour  
être juge de  
paix.

**2560.** Nul shérif ou coroner dans les districts de Québec et Montréal ne peut, sous les peines susdites, être juge de paix pour le district où il exerce sa charge tant qu'elle dure, et tout acte ainsi fait par chaque tel fonctionnaire, en qualité de juge de paix, est frappé de nullité absolue. S. R. C., c. 100, s. 17.

Paiement des  
pénalités.

**2561.** Les amendes et pénalités encourues au profit de Sa Majesté, en vertu de ce paragraphe, sont payées entre les mains du trésorier pour les besoins publics de la province. S. R. C., c. 100, s. 19.

## 20.—POUVOIRS ET DEVOIRS DE CES JUGES DE PAIX.

**2562.** Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission émise sous le grand sceau, des personnes ayant qualité pour être juges de paix dans et pour un district de la province, ces personnes possèdent et exercent tous les pouvoirs, autorités, droits et privilèges, et sont soumises à tous les devoirs, obligations et responsabilités imposés par la loi aux juges de paix. 31 V., c. 15, s. 1.

Pouvoirs des juges de paix.

**2563.** Toutes les personnes qui, lors de l'inauguration de l'union fédérale des provinces, étaient légalement juges de paix de cette province, n'ont pas cessé de l'être par le fait de cette union. 31 V., c. 15, s. 2.

Certains juges de paix continués en office.

**2564.** Toute nomination de juge de paix, faite en cette province avant l'union fédérale ou depuis par le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, en tout temps, être révoquée par le lieutenant-gouverneur en conseil. 31 V., c. 15, s. 3.

Révocation des nominations.

§ 2.—*Des juges de paix dans les territoires éloignés de la province.*

**2565.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer des juges de paix dont la juridiction s'étende en dehors des limites territoriales assignées aux districts et comtés, aux régions éloignées de la province, bien que comprises dans ces limites, tel et ainsi qu'il lui plaît de le déclarer et de le définir par proclamation. S. R. C., c. 101, s. 1.

Nomination des juges de paix pour les territoires éloignés.

**2566.** Ces juges de paix possèdent et exercent tous les pouvoirs et sont assujétis à tous les devoirs imposés aux autres juges de paix en vertu de la loi ; mais il n'est pas nécessaire pour eux de résider ou de posséder de qualité foncière dans les parties de la province pour lesquelles ils sont nommés ou sur lesquelles leur juridiction peut s'étendre. S. R. C., c. 101, ss. 1 et 2.

Ils n'ont pas besoin de qualité foncière.

**2567.** Tant qu'un vaisseau de la marine de Sa Majesté se trouve dans les eaux du fleuve ou du golfe St-Laurent, chaque officier de ce vaisseau ayant le grade de vice-amiral, capitaine de haut bord, capitaine ou commandant ou lieutenant de cette marine, chargé du commandement de ce vaisseau, est *ex-officio* juge de paix pour les districts de Gaspé, Saguenay et Rimouski, tant que le vaisseau reste dans les limites de la province ; il possède l'autorité et les pouvoirs conférés à tout juge de paix en vertu de l'article précédent, a droit aux exemptions que cette loi établit au sujet de la résidence et de la qualité foncière, et il n'est pas tenu de prêter le serment d'office. 28 V., c. 11, s. 1.

Certains officiers des vaisseaux de Sa Majesté, juge *ex-officio*.

Lieux d'em-  
prisonnement  
des personnes  
arrêtées.

**2568.** Chaque fois que, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par les deux articles précédents, un juge de paix, autorisé à agir en cette qualité, émet un mandat d'emprisonnement, il peut faire incarcérer la personne arrêtée dans la prison commune la plus près du lieu où il a décerné le mandat, et le gardien de cette prison doit écrouer cette personne et la détenir en prison jusqu'à son élargissement légal ou son admission à caution. S. R. C., c. 101, s. 3.

Pouvoir de  
faire trans-  
porter cer-  
taines per-  
sonnes en  
prison.

**2569.** Quand il est impossible à ce juge de paix de faire conduire directement la personne arrêtée à la prison commune la plus voisine, il peut remettre cette personne sous la garde du maître ou commandant de tout vaisseau se rendant au chef-lieu du district où cette prison est située, ou en la cité de Québec;—ce maître ou commandant de vaisseau est autorisé à recevoir cette personne sous sa garde, et à son arrivée au chef-lieu ou en la cité de Québec à la mettre sûrement sous la garde du shérif du district où la prison désignée est située, ou du shérif du district de Québec, suivant le cas. 27-28 V., c. 20, s. 2.

Pouvoir des  
personnes qui  
ont la charge  
des prison-  
niers.

**2570.** Dans ce dernier cas, le shérif du district de Québec fait transférer cette personne, avec toute la diligence possible, à la prison à laquelle elle est envoyée, et le maître ou le commandant du vaisseau ou tout individu chargé de ce transfert possède, pour l'effectuer,—jusqu'à ce que le prisonnier ait été livré au géolier ou au shérif du district, dans lequel la prison est située, dans toutes les limites territoriales dans lesquelles il est nécessaire de le faire passer—les pouvoirs d'un shérif conduisant un prisonnier à travers son district, et peut commander l'assistance publique pour empêcher l'évasion de celui qui est sous sa garde ou pour effectuer sa capture s'il s'est évadé. 27-28 V., c. 20, s. 2.

Où l'offense  
est censée  
commise.

**2571.** L'offense pour laquelle un prisonnier, dans les cas ci-dessus, est envoyé à la prison commune la plus voisine, est toujours censée commise dans le district où est située cette prison. 27-28 V., c. 20, s. 3.

### § 3.—*Des juges de paix possédant une juridiction extraordinaire.*

Nomination  
de juges de  
paix avec ju-  
ridiction ex-  
traordi-  
naire.

**2572.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en vertu d'une commission spéciale, nommer un ou plusieurs juges de paix avec juridiction sur toute la province, ou sur les districts particuliers qu'il lui plaît d'indiquer dans la commission. 33 V., c. 12, s. 1.

Leurs quali-  
tés.

**2573.** Il n'est pas nécessaire que ces juges de paix résident ou possèdent des biens immobiliers dans la province. 33 V., c. 12, s. 1.

**2574.** Chaque juge de paix, nommé en vertu de l'article 2572, est revêtu de tous les droits et pouvoirs d'un ou de plusieurs juges de paix, et est assujéti aux lois concernant les devoirs des juges de paix, en tant qu'elles lui sont applicables. 33 V., c. 12, s. 2. Leurs pouvoirs.

§ 4.—*Des convictions sommaires rendues par les juges de paix, en vertu de réglemens municipaux.*

**2575.** Il n'est point nécessaire, dans une conviction rendue en vertu d'un règlement de quelque corporation municipale dans la province, de mentionner la dénonciation, la comparution ou le défaut de comparution du défendeur ou la preuve ou le règlement qui a déterminé le jugement; toute sentence de conviction peut être dressée suivant la formule suivante. 27-28 V., c. 47, s. 1.

CÉDULE.

CANADA,  
Province de Québec,  
District de

Sachez que le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ mil, huit cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ dans le district de \_\_\_\_\_, A. B. a été convaincu devant le soussigné, un des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district, d'avoir le dit A. B. (*indiquer le délit et le temps et le lieu où il a été commis*), contrairement à un certain règlement de la municipalité de \_\_\_\_\_ dans le district de \_\_\_\_\_ passé le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ mil huit cent \_\_\_\_\_, et intitulé: (*énoncer le titre du règlement*), et que je condamne le dit A. B. à payer la somme de \_\_\_\_\_ pour le dit délit, laquelle sera prélevée et employée conformément à la loi, et en outre à payer à C. D., le plaignant, la somme de \_\_\_\_\_, pour ses frais en cette cause.

Et, si les dites diverses sommes ne sont pas payées immédiatement, (ou le ou avant le jour de mil huit cent , (suivant le cas,) j'ordonne qu'elles soient prélevées par la saisie et la vente des meubles et effets du dit A. B.; et, à défaut de meubles et effets suffisants, j'ordonne que le dit A. B. soit emprisonné dans la prison commune du dit district de , pendant l'espace de jours, à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens du transfert du dit A. B. à la dite prison ne soient plus tôt payés.

Donné sous mon seing et sceau, les jour et an ci-haut mentionnés, à \_\_\_\_\_, dans le dit district.

J. M.,

J. P.

[L. S.]

27-28 V., c. 47, cédule.

Comparution  
des témoins.

**2576.** Dans toute poursuite, instituée en vertu d'un règlement municipal ou pour infraction d'un règlement municipal, on peut, par mandat et en la manière usitée dans les causes jugées sommairement par les juges de paix, obliger les témoins à comparaître et à rendre témoignage. 27-28 V., c. 47, s. 2.

Juridiction  
des juges de  
paix.

**2577.** Tout juge de paix pour un district, possède juridiction dans tous les cas auxquels s'appliquent les règlements de chaque municipalité de ce district. 27-28 V., c. 47, s. 3.

§ 5.—*Des registres que doivent tenir les juges de paix.*

Registre des  
juges de paix.

**2578.** Chaque juge de paix de la province, doit tenir, dans un registre qu'il se procure à cet effet, de vraies et fidèles minutes ou mémoires au long, de toutes les convictions prononcées par lui, en conformité de la loi. S. R. B. C., c. 99, s. 1.

Par qui tenus.

**2579.** Dans toutes les causes qui doivent être décidées par deux juges de paix ou plus, les minutes ou mémoires des convictions requis par le présent paragraphe, doivent être tenus par le plus ancien juge de paix et signés par le juge de paix le moins ancien présent durant les procédés qui ont eu lieu. S. R. B. C., c. 99, s. 2, § 1.

Par qui tenus  
à Montréal,  
Québec et  
Trois-Rivières.

**2580.** Dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, les registres qui doivent être tenus conformément au présent paragraphe, le sont par les greffiers de la paix, lesquels rendent compte des amendes qui sont imposées suivant la loi, par les juges de paix dans ces cités, respectivement. S. R. B. C., c. 99, s. 2, § 2.

Ce qui est  
porté aux re-  
gistres.

**2581.** Les frais accordés dans chaque cause sont aussi spécifiés dans ce registre, ainsi que le jour où l'exécution a été émise pour prélever ces frais et le montant de la condamnation, et le jour où l'amende a été payée entre les mains du greffier, en conformité de cette condamnation, il est fait mention, d'une manière claire et distincte, du montant de l'amende et des frais encourus, dans tout mandat d'exécution émis dans chaque cause. S. R. B. C., c. 99, s. 3.

Rapport des  
juges de paix  
au greffier de  
la paix.

**2582.** Chaque juge de paix fait, tous les trois mois, un rapport de toutes les poursuites pour offenses d'une nature publique, ou pour le recouvrement d'amendes imposées pour ces offenses, qui ont été instituées devant lui,—qu'il siège seul ou qu'il siège avec un ou plusieurs autres juges de paix,—dans toute autre place que la salle d'audience d'un district.



Ce rapport est transmis au greffier de la paix, pour le district, pas plus de dix jours ni moins de cinq jours avant la tenue de chaque cour de sessions générales de la paix, —ou si cette cour n'est pas tenue dans le district, alors avant la tenue de la cour du banc de la reine,—et est, par ce greffier, déposé au greffe et soumis au juge de paix de ce tribunal.

Transmission  
d'icelui.

Le rapport comprend la période écoulée depuis la date du dernier rapport et doit constater :

Contenu du  
rapport.

1. Le juge ou les juges de paix, s'il y en a, qui ont siégé avec le juge de paix faisant le rapport ;
2. Le lieu de la séance ;
3. Le nom du poursuivant ;
4. Le nom du défendeur ;
5. L'offense ;
6. L'issue du procès ;
7. Le montant de l'amende, s'il y en a eu ;
8. Les dépens accordés à la partie qui a eu gain de cause ;
9. Les dépens de la partie qui a succombé sur les procédés faits par elle ;
10. Le montant de l'amende payée, et à qui elle a été ou doit être payée ;
11. Le montant de l'amende employée pour tout objet public, ou restant à être ainsi employé, et entre les mains de qui.

Ce rapport est daté et signé par le juge de paix qui le fait, et doit être fait par chaque juge de paix, qu'il y ait eu ou non de telles poursuites instituées devant lui pendant le temps compris dans le rapport. S. R. B. C., c. 99, s. 4.

Date et signature  
du rap-  
port.

**2583.** Le greffier de la paix doit, dans les dix jours après chaque terme de la cour de sessions générales de la paix de son district, faire rapport au lieutenant-gouverneur du nom de chaque juge de paix du district qui ne s'est pas conformé aux exigences du présent paragraphe. S. R. B. C., c. 99, s. 5.

Rapport des  
greffiers de la  
paix au lieutenant-  
gouverneur.

**2584.** Dans tous les cas pour lesquels il n'est pas autrement pourvu par quelque autre loi, le juge de paix doit transmettre, avec son rapport, au greffier de la paix, le montant des amendes par lui reçues et appartenant à la couronne.

Transmission  
des pénalités.

Le greffier de la paix en opère immédiatement le versement entre les mains de l'officier qu'il appartient, et exige des reçus en double.

Versement  
des pénalités.

Il place aussi devant le tribunal, le dernier jour du terme de la cour du banc de la reine ou des sessions générales de la paix, un état de tous les deniers qui lui ont été ainsi payés, et de tous ceux qui ne lui ont pas été payés. S. R. B. C., c. 99, s. 6.

Etat fourni.

§ 6.—*Des greffiers, huissiers et constables, employés par les juges de paix.*

Honoraires des greffiers, etc., dans les municipalités rurales.

**2585.** Nulle personne, exerçant les fonctions de greffier auprès d'un juge de paix dans les municipalités rurales, ne peut, en aucun temps et sous aucun prétexte, demander ou exiger des honoraires plus considérables que ceux ci-dessous mentionnés, savoir :—

- Pour dresser une déposition,—cinquante centins ;
- Pour dresser un mandat,—cinquante centins ;
- Pour dresser un cautionnement,—cinquante centins ;
- Pour dresser un *commitimus*,—cinquante centins ;
- Pour un ordre de sommation,—trente centins ;
- Pour chaque copie,—dix centins ;
- Pour un *subpoena*,—vingt centins ;
- Pour chaque copie,—dix centins ;
- Pour l'entrée d'un jugement final,—vingt-cinq centins ;
- Pour copie d'icelui,—vingt-cinq centins ;
- Pour un mandat d'exécution,—vingt-cinq centins ;
- Pour chaque copie d'entrée, faite dans le registre de ce magistrat, sur le pied de dix centins par cent mots ;

Quand cet article cesse d'être en vigueur.

2. Le présent article cesse d'être en vigueur dans tout district, lorsqu'un tarif d'honoraires y a été fait suivant les articles 2478 et suivants des présents statuts refondus. S. R. B. C., c. 103, s. 74, et S. R. B. C., c. 100, s. 1.

Devoirs des greffiers des juges de paix

**2586.** Le greffier ne peut rien exiger pour les écritures qu'il peut faire pour poursuites criminelles—les simples assauts et batteries exceptés,—et il est obligé de tenir sous la dictée et sous les ordres du juge de paix, les registres de ce dernier, sans pouvoir pour cela exiger aucune indemnité ; il est en outre tenu de veiller, à ses propres frais, soit en employant une personne pour remplir les fonctions de crieur, soit d'une autre manière, au maintien de l'ordre pendant les séances du tribunal, et exécuter, à cet égard, les ordonnances de ces juges de paix. S. R. B. C., c. 100, s. 2.

Nomination de constables.

**2587.** Tout juge de paix peut nommer un ou plusieurs constables, si besoin est, pour exécuter ses ordres, et il peut administrer le serment requis, lequel serment est transcrit dans son registre. S. R. B. C., c. 100, s. 3.

Pouvoirs des huissiers de la C. S.

**2588.** Tous les huissiers de la cour supérieure sont autorisés à exécuter les ordres des juges de paix dans leurs districts respectifs, sans avoir besoin d'être nommés constables. S. R. B. C., c. 100, s. 4.

Honoraires des constables et huissiers exécutant des ordres de juges de paix.

**2589.** Nul huissier ou constable, chargé d'exécuter les ordres d'un juge de paix, ne peut, en aucun temps et sous aucun prétexte, demander ou exiger des honoraires plus considérables que ceux ci-dessous mentionnés, savoir :

Pour exécuter un mandat de prise de corps,—une piastre, et cinquante centins pour le recors ;

Pour saisie et vente en vertu d'une exécution, y compris les publications,—une piastre et cinquante centins, et cinquante centins pour le recors ;

Pour saisie seulement, non suivie de la vente,—moitié de cette dernière somme ;

Pour signification de sommation, *subpenâ* ou règle de cour,—vingt-cinq centins, et vingt centins pour chaque lieue de route, y compris le retour ;

Pour chaque rapport officiel d'acte de rébellion,—cinquante centins, et pour le recors,—vingt-cinq centins.

Lorsqu'un huissier ou un constable signifie plusieurs ordres de sommations ou *subpenâs* pour le même demandeur, dans le même temps et sur le même chemin, il n'a droit qu'à un seul transport, avec les significations. S. R. B. C., c. 100, s. 5.

Proviso.

**2590.** Tout contrevenant aux dispositions du présent paragraphe, est sujet à une amende n'excédant pas vingt piastres, recouvrable sommairement devant un juge de paix du district, sur preuve légale, dont moitié va au dénonciateur, avec les frais raisonnables, et moitié à Sa Majesté, pour les usages publics de la province. S. R. B. C., c. 100, s. 6.

Amendes pour contravention au présent paragraphe

**2591.** Les honoraires établis par le présent paragraphe, ne peuvent aucunement modifier ou affecter les honoraires fixés par une législation spéciale concernant les devoirs et services des greffiers, constables ou huissiers ci-dessus mentionnés. S. R. B. C., c. 100, s. 7.

Honoraires fixés par législation spéciale.

**2592.** Aucun greffier, ni aucune personne exerçant les fonctions de greffier, de huissier ou constable, exécutant les ordres d'un juge de paix, ne peut représenter une des parties ou plaider devant lui sous peine d'une amende de quatre piastres, recouvrable et applicable en la manière mentionnée dans l'article 2590. S. R. B. C., c. 100, s. 8.

Greffiers, inhabiles à représenter les parties.

**2593.** Dans les cas de félonie, tout juge de paix qui a ordonné l'arrestation d'un prévenu, ou tout juge de paix de la division territoriale où l'on allègue dans le mandat que l'offense a été commise, peut, après avoir reçu le certificat du géolier, constatant que le prévenu a été mis en prison, et après avoir constaté, suivant le tarif en vigueur, la somme qui doit être payée au grand constable, ou au constable ou autre personne pour avoir arrêté et conduit le prévenu en prison, adresser au shérif de la division territoriale où l'on prétend que la dite offense a été commise, un ordre conforme à la cédule suivante, lui enjoignant de payer au dit grand constable, ou au constable ou autre personne, la somme ainsi constatée ; et sur production de cet ordre, le shérif en paie le montant. 33 V., c. 15, s. 4.

Comment sont payées et taxées les dépenses des constables dans le cas de félonie.

## CÉDULE.

Province de Québec. }

A (*nom du shérif*), shérif du district de

Attendu que A. B. (*nom du grand constable ou du constable*), m'a remis, à moi, un des juges de paix pour le district de , le certificat ci-joint de C. D., grôlier de la prison commune du district de et attendu que j'ai constaté, d'après le tarif maintenant en vigueur, que le dit A. B. a droit à la somme de pour avoir arrêté et conduit E. F. (*nom du prévenu*) à la dite prison ; A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, comme shérif du dit district de , de payer au dit A. B. la dite somme de , Le présent ordre sera pour vous une autorisation suffisante de faire ce paiement.

L. M.,

J. P.

33 V., c. 15, céd

## CHAPITRE CINQUIÈME.

DE LA PROTECTION DES JUGES DE PAIX, ETC.—DES EFFETS  
NON RÉCLAMÉS EN LA POSSESSION DES GREFFIERS DE  
LA PAIX,—DES CAUTIONNEMENTS,—DU PAIEMENT  
DES TÉMOINS DE LA COURONNE,—ET DES  
ACTIONS PÉNALES.

## SECTION I.

DE LA PROTECTION DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS, ET AUTRES OFFICIERS,  
REMPLISSANT DES DEVOIRS PUBLICS.

Compensation, affectée par le magistrat.

**2594.** Tout juge de paix officier ou autre personne remplissant des devoirs publics, poursuivi en justice pour dommages-intérêts à raison des actes faits par lui dans l'exécution de ses fonctions, peut, en tout temps, sous un mois à compter du jour de la signification de l'avis mentionné dans l'article 22, du code de procédure civile, offrir de payer une compensation à la partie demanderesse ou à son avocat ; et dans le cas où cette compensation n'est pas acceptée, il peut alléguer l'offre comme exception ou fin de non recevoir contre l'action intentée contre lui, avec, en même temps, la défense de non coupable, et toute autre défense.

Si montant offert est suffisant.

Si le tribunal ou le jury trouve que le montant offert est suffisant, un jugement ou verdict doit être rendu en faveur du défendeur.

Si montant offert n'est pas suffisant

Si le tribunal ou le jury trouve que le montant n'est pas suffisant, ou que la compensation n'a pas été offerte, et si les autres questions sont aussi décidées contre le défen-

deur, ou si la décision est rendue contre le défendeur lorsqu'il n'a été fait ou allégué aucune offre de payer la compensation, alors le tribunal ou le jury rend son jugement ou verdict en faveur du demandeur, avec tels dommages qui sont jugés convenables, et le demandeur recouvre ses frais d'action. S. R. B. C., c. 101, s. 2, et 49-50 V., c. 34, s. 1

**2595.** Le défendeur peut plaider la dénégation générale seulement, et qu'il n'est pas coupable, alléguer les matières spéciales comme justification ou excuse, ou qu'il n'a reçu aucun avis d'action, et tout cela, d'une manière aussi pleine et entière que si aucun de ces faits eût été spécialement plaidé. S. R. B. C., c. 101, ss. 2 et 4.

Dénégation  
générale.

**2596.** Tout tel défendeur, s'il n'a pas fait l'offre de payer la compensation, ou s'il a offert des sommes insuffisantes, peut payer en cour la somme qu'il croit juste, sans demander la permission du tribunal ou du juge pour le faire.

Pouvoir des  
défendeurs de  
payer en cour.

Ce paiement en cour doit être spécialement allégué, et a le même effet, et, à cet égard, les procédures ultérieurement adoptées sont les mêmes que dans les cas ordinaires de paiement de deniers en cour. S. R. B. C., c. 101, s. 5.

Effet du paie-  
ment.

**2597.** Si, dans une semblable action, jugement est rendu en faveur du défendeur, soit sur exception, verdict, débouté, *non pros* ou autrement, ou si le demandeur discontinue son action, le défendeur a droit de recouvrer du demandeur ses frais comme entre avocat et client ; mais, en aucun cas, il ne doit être alloué ou taxé contre le demandeur des frais doubles ou triples. S. R. B. C., c. 101, s. 6, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Frais accordés  
au défendeur  
s'il réussit.

Proviso.

**2598.** Aucune telle action ou poursuite ne peut être intentée contre un juge de paix, un officier ou toute autre personne agissant comme susdit, pour aucun acte fait par eux dans l'exécution de leurs devoirs publics, à moins qu'elle ne soit commencée dans les six mois qui suivent la perpétration de l'offense sur laquelle la demande est portée. S. R. B. C., c. 101, s. 7.

Prescription  
des actions.

**2599.** Les privilèges ainsi que la protection garantis par le présent paragraphe ne sont accordés qu'à ces juges de paix, officiers ou autres personnes agissant comme susdit et à nul autre ; ces juges de paix, officiers ou autres personnes ont droit à cette protection et à ces privilèges, dans tous les cas où ils ont agi *bonâ fide* dans l'exécution de leurs devoirs, bien qu'en faisant cet acte, ils aient excédé leurs pouvoirs ou leur juridiction, et aient agi clairement contre la loi. S. R. B. C., c. 101, s. 8.

Protection  
accordée aux  
magistrats et  
dans quels  
cas.

## SECTION II.

*Des effets non réclamés, en la possession des greffiers de la paix.*

Livre d'entrée  
des effets.

**2600.** Les greffiers de la paix, dans les districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières, doivent tenir un livre dans lequel il est fait une entrée de tous les effets ou marchandises apportés à leur bureau respectif sur accusation ou sur soupçon de vol, spécifiant—si toutefois il est en leur pouvoir de l'établir—de qui ils ont été volés, de qui ils ont été reçus, en la possession de qui ils ont été trouvés et en quel temps, ainsi que de toutes autres particularités nécessaires pour parvenir à la preuve du vol ou à la connaissance des propriétaires. S. R. B. C., c. 104, s. 1, § 1.

Dépôt de copie d'icelui  
devant le tribunal.

**2601.** Chacun des greffiers de la paix fait dresser une copie au net des entrées faites dans ses livres des effets et marchandises qui n'ont pas été réclamés dans son bureau, laquelle est signée par lui et mise devant les juges de la cour du banc de la reine, en sa juridiction criminelle. à chacun des termes.

Autorisation  
du juge de  
vendre les  
effets.

Ces juges, ou l'un d'entre eux, donnent ordre par écrit au greffier de la paix, et l'autorise de faire vendre par encan public, ceux des effets et marchandises qui n'ont point été réclamés et dont les propriétaires ne sont point connus. S. R. B. C., c. 104, s. 1, § 2

Avis de la  
vente.

**2602.** Il est au préalable donné avis public de ces ventes, dans deux des papiers-nouvelles publiés dans la cité où se trouvent les effets et marchandises, trois fois pendant l'espace d'un mois, à compter de la date de l'ordre ou du pouvoir de vendre, quant aux effets et marchandises qui sont jugés susceptibles de détérioration, et trois fois, dans l'espace de six mois, pour les effets qui sont jugés susceptibles de se conserver sans se détériorer pendant l'espace de ce temps, donnant, en même temps, avis de l'endroit où ces effets et marchandises peuvent être vus avant la vente, entre midi et deux heures, chaque jour,—les dimanches et fêtes exceptés,—afin de donner occasion à toute personne qui aurait perdu ces effets et marchandises, ou partie d'iceux, ou qui s'y trouverait, en toute manière, intéressée, de les réclamer.

Propriété des  
effets récla-  
més.

2. Si quelques-uns de ces effets ou quelques-unes de ces marchandises, sur inspection, sont réclamés par quelque personne, en qualité de propriétaire d'iceux, deux juges de paix du district, sur preuve légale que, en tout ou en partie, ils appartiennent de bonne foi à la personne qui les réclame comme propriétaire, peuvent délivrer ou faire délivrer ces effets ou ces marchandises ainsi réclamés, à leur propriétaire, sur reçu à cet effet, qui est inscrit dans le livre des entrées primitives. S. R. B. C., c. 104, s. 2.

**2603.** Si ces effets et marchandises ne sont pas réclamés, ainsi qu'il est ci-dessus mentionné, le produit net de leur vente—après en avoir préalablement déduit les frais d'avertissement et de vente,—doit être payé entre les mains du trésorier de la province. S. R. B. C., c. 104, s. 3.

Mode de disposer du produit de la vente des effets non réclamés.

## SECTION III.

## DES PROCÉDURES SUR LES CAUTIONNEMENTS.

§ 1.—*Des cautionnements pris dans un autre district.*

**2604.** Lorsqu'une personne est arrêtée dans un district pour avoir commis un crime ou une offense dans les limites de la province, et qu'un juge de paix de ce district a pris les cautionnements des témoins entendus devant lui ou devant un autre juge de paix, pour leur comparution à la prochaine session ou au prochain terme de la cour de juridiction criminelle compétente, devant laquelle cette personne doit subir son procès, pour y rendre témoignage, et que ces cautionnements ont été transmis au bureau du greffier de la cour, ce tribunal peut procéder sur ces cautionnements de la même manière que s'ils avaient été pris dans le district où la cour est tenue. S. R. B. C., c. 106, s. 1.

Effet de la transmission des cautionnements d'un autre district au tribunal où a lieu le procès.

§ 2.—*Des procédures sur les cautionnements forfaits.*

**2605.** Chaque fois que les conditions d'un cautionnement légalement consenti ou pris dans une cause, procédure ou affaire criminelle, dans la province, n'ont pas été remplies de manière que la somme pénale y mentionnée devient forfaite et due à la couronne, alors ce cautionnement est extrait et retiré du dossier ou de la procédure dans laquelle il se trouve,—ou bien un certificat ou une minute du cautionnement, sous le sceau du tribunal, est fait d'après les pièces du dossier du tribunal devant lequel le cautionnement a été donné de vive voix, séance tenante. S. R. B. C., c. 106, s. 2, § 1.

Extraits des cautionnements forfaits dans les causes criminelles.

**2606.** Ce cautionnement, ce certificat ou cette minute, suivant le cas, est, par le tribunal, le recorder, les juges des sessions de la paix, le juge de paix, le magistrat ou le fonctionnaire devant lequel l'obligé (ou le principal obligé quand il y a une caution ou des cautions) était tenu de comparaître, ou de faire un acte dont l'omission entraîne l'infraction des conditions de son cautionnement transmis à la cour supérieure de son district dans lequel est compris, pour les fins civiles, l'endroit où le défaut a été commis, avec le certificat du tribunal, du recorder, des juges des sessions de la paix, du juge de paix, du magistrat ou

Leur transmission à la cour supérieure.

autre fonctionnaire comme susdit, constatant l'infraction de la condition du cautionnement, et de la forfaiture en faveur de la couronne. ce certificat devant avoir force probante. S. R. B. C., c. 106, s. 2, § 2.

Jugement en  
faveur de la  
couronne.

**2607.** La date de la réception du cautionnement, du certificat ou de la minute par le protonotaire de la cour, est par lui inscrite au dos d'iceux; jugement est entré en faveur de la couronne contre l'obligé pour la somme pénale mentionnée dans le cautionnement, et exécution est émanée en conséquence après le même délai qu'en toute autre cause, lequel doit compter du temps auquel le jugement a été entré par le protonotaire. S. R. B. C., c. 106., s. 2, § 3.

Exécutions  
émises sur  
fiat du procu-  
reur général.

**2608.** Cette exécution est émise sur le *fiat* ou *præcipe* du procureur général ou de toute personne à ce autorisée, par écrit, par lui; la couronne a droit aux frais d'exécution et aux frais sur toutes procédures dans la cause, subséquentes à l'exécution, et à tels frais pour l'entrée du jugement, qui peuvent être fixés par un tarif. S. R. B. C., c. 106, s. 2, § 4.

Si la somme  
forfaite, ne  
peut être  
recouvrée en  
vertu de cette  
section.

**2609.** Rien ne doit empêcher de recouvrer la somme forfaite à raison de l'infraction du cautionnement, par poursuite en la manière prescrite par la loi, dans le cas où cette somme ne peut, pour quelque raison que ce soit, être recouvrée en la manière prescrite par la présente section. S. R. B. C., c. 106, s. 2, § 5.

Recouvre-  
ment de la  
somme sujet-  
te à forfai-  
ture.

**2610.** En pareil cas, la somme sujette à forfaiture à raison du défaut d'exécution de conditions du cautionnement est recouvrable avec dépens par action devant tout tribunal de juridiction civile au même montant, à la poursuite du procureur général ou autre officier ou partie autorisée à poursuivre pour la couronne.

Ce qui est cen-  
sé d'être à  
moins de  
preuve con-  
traire.

Dans toute action de ce genre, la partie poursuivant pour la couronne est censée dûment autorisée à ce faire, les conditions de l'acte de cautionnement sont censées n'avoir pas été remplies, et la somme y mentionnée est censée être en conséquence due à la couronne, à moins que le défendeur ne prouve le contraire. S. R. B. C., c. 106, s. 2, § 6.

Signification  
du mot  
"obligé."

**2611.** Le terme "obligé" dans la présente section, comprend tout nombre d'obligés dans le même cautionnement, comme principaux ou cautions, à moins que cette interprétation ne soit incompatible avec le contexte. S. R. B. C., c. 106, s. 2, § 7.



## SECTION IV.

## DU PAIEMENT DES TÉMOINS DE LA COURONNE.

**2612.** Sauf les conditions de l'article suivant,—lors-  
qu'une personne est assignée par la couronne, ou tenue en  
vertu d'un cautionnement, de rendre témoignage dans la  
cour du banc de la reine, ou une cour d'oyer et terminer  
ou d'évacuation générale des prisons, ou dans les sessions  
de la paix, relativement à quelque félonie ou délit, chaque  
tel tribunal, ou tout juge d'icelui, devant lequel cette  
personne comparait en vertu d'une assignation ou d'un  
cautionnement pour rendre témoignage, peut ordonner au  
shérif du district, de payer à cette personne, sur les deniers  
avancés au shérif pour cet objet à même les deniers  
non affectés qui se trouvent entre les mains du trésorier  
de la province, et sur le mandat du lieutenant-gouverneur,  
telle somme d'argent que le tribunal ou l'un de ses juges  
lui accorde en vertu de l'article suivant, comme indemnité  
raisonnable pour le trouble et la perte de temps que cela  
peut lui avoir occasionné.

Par qui sont  
payés les frais  
des témoins  
de la couronne  
dans les cas  
de délit.

Le shérif, sur la production de cet ordre, doit payer  
immédiatement cette somme, qui est insérée dans ses  
comptes.

Paiement par  
le shérif.

2. Le shérif à qui il peut être avancé des deniers, en  
vertu de la présente section, rend ses comptes, appuyés de  
pièces justificatives, et les transmet dans le temps qu'il  
plait au lieutenant-gouverneur d'ordonner. S. R. B. C.,  
c. 107, s. 1.

Reditition des  
comptes du  
shérif.

**2613.** Nul témoin ne doit recevoir une indemnité  
comme tel à même les deniers publics, et nul ordre n'est  
rendu par un tribunal, un juge, un recorder, un juge des  
sessions de la paix, ou un juge de paix président, pour  
le paiement de ce témoin à même les deniers publics,—  
excepté sur le certificat du procureur général, ou d'un  
autre officier poursuivant au nom de la couronne, ou du  
greffier de la paix, ou d'un autre officier public poursui-  
vant pour félonie ou autre offense, devant la cour des  
sessions de la paix ou devant la cour de recorder, ou  
devant tout autre tribunal compétent, que ce témoin,  
ayant reçu un *subpœnâ* ou étant sous cautionnement de  
rendre témoignage pour la couronne dans le procès, a  
droit, en vertu de la présente section, à la somme mention-  
née dans le certificat, laquelle somme doit être constatée  
comme suit :

Indemnité des  
témoins dans  
certains cas.

1. Si le témoin n'est point pauvre et nécessiteux, il a  
seulement droit à ses frais de voyage réels, de sa résidence  
au tribunal, à ses frais de retour et à ses justes et réels  
déboursés pour pension et logement, n'excédant pas le taux  
d'une piastre par jour tant que sa présence est requise  
devant le tribunal en un endroit où il ne réside pas.

Montant des  
frais des té-  
moins.

S'ils sont  
pauvres.

2. Si le témoin donne son affidavit devant le tribunal, le juge, le recorder, le juge des sessions de la paix, ou le juge de paix, qu'il est pauvre et nécessiteux, il peut lui être aussi alloué une somme raisonnable pour ses troubles et perte de temps, n'excédant, en aucun cas, le taux d'une piastre par jour.

Affidavit des  
témoins  
quant à la  
somme de-  
mandée.

3. Tout témoin peut, avant de recevoir ce certificat, être requis de donner son affidavit à l'effet que la somme qu'il demande pour ses déboursés ou pour troubles et perte de temps, ou pour les deux, est juste et correcte, et de répondre sous serment à toute question pertinente qui lui est posée sur le sujet par le tribunal, le juge, le recorder, le juge des sessions de la paix, ou le juge de paix président, ou l'officier ou la personne poursuivant qui doit signer le certificat. S. R. B. C., c. 107, s. 2.

Obtention de  
subpœna par  
le défendeur  
en cas de félo-  
nie.

**2614.** Dans tout cas de félonie, le défendeur ne peut obtenir de *subpœna* pour les témoins nécessaires à sa défense sans payer d'honoraires, excepté sur l'ordre de quelque juge du tribunal devant lequel doit être plaidée la cause, ou de l'officier poursuivant dans icelle, lequel ordre est accordé sur l'affidavit du défendeur, qu'il est pauvre et nécessiteux, et que ces témoins sont nécessaires à sa défense, et les honoraires légitimes de l'officier qui émet ces *subpœnâs* sont alors payés ; mais aucuns frais de signification de *subpœna* ne doivent être payés à même les deniers publics.

Dans le cas de  
délit.

2. Dans le cas de délit ou autres offenses moindres qu'une félonie, aucuns frais pour *subpœna* ou signification de *subpœna* de la part du défendeur ne sont payés à même les deniers publics, quel que soit le tribunal devant lequel la cause est plaidée. S. R. B. C., c. 107, s. 3, § 2.

#### SECTION V.

#### DES ACTIONS PÉNALES. \*

##### § 1.—De la durée des actions pénales en général.

Délai pour in-  
tenter actions  
dans le cas  
d'amendes ap-  
partenant à la  
couronne.

**2615.** Toute action, poursuite ou dénonciation, instituée au sujet d'une amende, en vertu de tout statut ou de toute loi pénale, par lequel l'amende est accordée à Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs seulement, doit être instituée dans les deux années à compter du jour où l'offense a été commise contre les dispositions de ce statut ou de cette loi pénale, mais pas après.

\* Voir art. 5716 à 5719 relativement à l'action *qui tenet*.

2. Toute action, poursuite ou dénonciation, instituée au sujet d'une amende, en vertu de tout statut ou de toute loi pénale, dont le bénéfice et la poursuite sont réservés par ce statut ou cette loi à Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, et à toute autre personne qui peut en poursuivre le recouvrement, doit être instituée par cette autre personne dans le cours d'une année, à compter du jour où l'offense a été commise, mais pas après ; à défaut de poursuite, de la part de cette personne, elle doit être instituée pour Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, dans le cours des deux années après l'expiration de la dite année.

Délais dans le cas qu'elles appartiennent à la couronne et à d'autres.

3. Toute action, poursuite ou dénonciation, instituée ou portée pour contravention à tout statut ou à toute loi pénale après le temps prescrit à cet égard, est nulle. S. R. B. C., c. 108, s. 1.

Effet des délais passés.

§ 2.—*Des cas auxquels cette section s'applique.*

**2616.** L'article qui précède s'applique uniquement aux cas à l'égard desquels la loi n'a rien prévu, et rien de contenu dans la présente section ne doit avoir l'effet de prolonger ou étendre, en aucune manière, le délai pour instituer une action ou poursuite en vertu de quelque statut pénal qui fixe ou prescrit un temps plus court que celui prescrit par cette section. S. R. B. C., c. 108, s. 2.

Application de l'article précédent.

## CHAPITRE VI.

### DES JURÉS ET JURYS.

#### SECTION I.

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES.

**2617.** Le présent chapitre peut être désigné et cité sous le nom de " Loi des jurés de la province de Québec. "

Citation de la loi.

2. Dans ce chapitre le mot " municipalité " comprend les villes, villages et cités et toute corporation municipale quelconque ; et les mots " la cour " signifient la cour ayant juridiction criminelle ou civile, selon le cas, siégeant aux temps et lieu où chacune des dispositions de la présente loi dans laquelle ces mots se rencontrent, doit être mise en vigueur.

Interprétation de certains mots.

3. La présente loi ne s'applique qu'aux matières criminelles, sauf les cas dans lesquels le contexte en étend clairement les dispositions à d'autres fins. 46 V., c. 16, ss. 60, 61 et 63.

Application de cette loi.

## SECTION II.

## DE LA QUALITÉ DES JURÉS.

§ 1.— *Des personnes habiles à remplir les fonctions de grand juré.*

Grands jurés : **2618.** Sauf les exemptions et inhabilités ci-dessous établies, les personnes suivantes peuvent servir comme grands jurés, et sont tenues, après tirage et assignation régulièrement faits, d'agir comme tels, savoir :

Dans les villes et cités ; 1. Tout habitant mâle, ayant son domicile dans une ville ou une cité d'au moins vingt mille âmes, ou dans leur banlieue, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de trois mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeuble d'une valeur annuelle de plus de trois cents piastres ;

Dans Gaspé et Bonaventure ; 2. Tout habitant mâle, ayant son domicile dans les limites de toute municipalité, dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles pour une valeur de plus de mille piastres, et les occupants ou locataires, pour une valeur annuelle de plus de cent piastres ;

Dans les autres municipalités ; 3. Tout habitant mâle, dans les autres parties de la province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de trente milles du siège de la cour du district qu'il habite, qui est porté sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de deux mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de cent cinquante piastres. 46 V., c. 16, s. 1, §§ 1, 2 et 3.

§ 2.— *Des personnes habiles à remplir les fonctions de petit juré.*

Petits jurés : **2619.** Sauf les exemptions et inhabilités ci-dessous établies, les personnes suivantes peuvent servir comme petits jurés, et sont tenues, après tirage et assignation régulièrement faits, d'agir comme tels, savoir :

Dans les villes et cités ; 1. Tout habitant mâle, ayant son domicile dans une ville ou une cité d'au moins vingt mille âmes, ou leur banlieue, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale d'au moins douze cents piastres, mais de pas plus de trois mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle d'au moins cent piastres mais de pas plus de trois cents piastres ;

Dans Gaspé et Bonaventure ; 2. Tout habitant mâle, ayant son domicile dans les limites de toute municipalité, dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme

propriétaire pour une valeur totale d'au moins quatre cents piastres, mais de pas plus de mille piastres, et les occupants ou locataires, pour une valeur annuelle d'au moins quarante piastres et de pas plus de cent piastres ;

3. Tout habitant mâle, dans les autres parties de la province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de trente milles du siège de la cour du district qu'il habite, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale d'au moins mille piastres, mais de pas plus de deux mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle d'au moins quatre-vingts piastres, mais de pas plus de cent cinquante piastres. 46 V., c. 16, s. 2.

Dans les autres municipalités.

§ 3.—*Des personnes inhabiles à remplir les fonctions de juré.*

**2620.** Les personnes suivantes sont respectivement incapables d'être grands jurés ou petits jurés :

Personnes ne pouvant être jurés :

1. Celles qui ne possèdent pas les conditions requises par les précédents articles de la présente section ;

Par inhabilités ;

2. Celles qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans accomplis ;

Par défaut d'âge ;

3. Celles qui souffrent de cécité, de surdité, ou autre infirmité corporelle ou mentale incompatible avec l'accomplissement des devoirs de juré ;

Par surdité, etc ;

4. Celles qui sont arrêtées, ou sous caution, sur accusation de trahison ou de félonie, ou qui en ont été convaincues ;

Pour cause d'arrestation ;

5. Les aubains. 46 V., c. 16, s. 3.

Les aubains.

§ 4.—*Des personnes exemptes de remplir les fonctions de juré.*

**2621.** Les personnes suivantes sont exemptes de servir comme juré :

Personnes exemptes de servir comme jurés :

1. Les membres du clergé ;

2. Les membres du conseil privé, du sénat, ou de la chambre des communes du Canada, ou les personnes au service du gouvernement du Canada ;

3. Les membres du conseil exécutif, du conseil législatif, ou de l'assemblée législative de Québec, ou les personnes au service du gouvernement de Québec ou de la législature de cette province ;

4. Les juges de la cour suprême, de la cour du banc de la reine, de la cour supérieure, les juges des sessions, les magistrats de district et les recorders ;

5. Les officiers des cours de Sa Majesté ;

6. Les registrateurs ;

7. Les avocats et notaires pratiquants ;
8. Les médecins, chirurgiens, dentistes et pharmaciens pratiquants ;
9. Les professeurs dans une université, dans un collège, lycée (*High Schools*) ou dans une école normale et les instituteurs ;
10. Les caissiers, payeurs, commis et comptables des banques constituées en corporation ;
11. Les greffiers, trésoriers et autres officiers municipaux des cités de Québec et Montréal ;
12. Les officiers de l'armée de terre ou de mer en activité de service ;
13. Les officiers, sous-officiers et soldats de la milice active ;
14. Les pilotes dûment munis de licence ;
15. Les patrons et équipages de bateaux à vapeur, et les capitaines de goélettes, pendant la navigation ;
16. Toutes les personnes employées dans le service des convois de chemin de fer ;
17. Toutes les personnes employées à faire marcher un moulin à farine ;
18. Les pompiers ;
19. Les personnes ayant plus de soixante ans ;
20. Les personnes mentionnées dans la section vingt-trois de l'acte quatrième et cinquième Victoria, chapitre quatre-vingt-dix, savoir : les membres du conseil et du bureau d'arbitrage du bureau de commerce de Montréal. 46 V., c. 16, s. 4. et 46 V., c. 34, s. 23.

## SECTION III.

DES EXTRAITS DES RÔLES D'ÉVALUATION CONTENANT LES NOMS DES PERSONNES  
HABILES À REMPLIR LES FONCTIONS DE JURÉ.

Extrait du rôle d'évaluation lorsque le shérif renouvelle les listes.

**2622.** Chaque fois que le shérif doit renouveler les listes des jurés, le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité, est tenu, lorsque ce shérif lui en fait la demande par écrit, de délivrer gratuitement dans le mois qui suit telle demande, un extrait du rôle d'évaluation conformément à la formule A, de cette loi, contenant les noms de toutes les personnes inscrites sur ce rôle, domiciliées dans la municipalité, ayant les qualités requises pour être grands et petits jurés. 48 V., c. 17, s. 1.

Liste supplémentaire lorsque l'extrait n'est pas demandé.

**2623.** Chaque année, dans le cours du mois qui suit l'adoption ou la révision du rôle d'évaluation, dans toute municipalité située, en tout ou en partie, dans les trente milles du siège de la cour du district dans lequel cette municipalité est située, il est du devoir du greffier ou du

secrétaire-trésorier,—lorsque l'extrait ci-dessus mentionné n'est pas demandé par le shérif—de délivrer gratuitement à ce dernier, une liste supplémentaire, conformément à la formule B, de cette loi, contenant :

1. Les noms des personnes devenues habiles à servir comme jurés depuis le dernier extrait ou la dernière liste supplémentaire ; Contenu de la liste.

2. Les noms de toutes les personnes qui, à sa connaissance, depuis la transmission du dernier extrait ou de la liste supplémentaire précédente, sont décédées, ou

Ne résident plus dans les limites de la municipalité, ou

Sont devenues inhabiles à remplir les fonctions de juré ou exemptes de servir comme tels, et

3. Les noms des personnes portés ou omis par erreur sur les extraits précédents ou listes supplémentaires précédentes. 48 V., c. 17, s. 1.

**2624.** En donnant les noms des personnes qui ont cessé d'être jurées depuis le dernier extrait ou la liste supplémentaire précédente, le greffier ou le secrétaire-trésorier doit les identifier correctement en indiquant leur état, le montant de la cotisation et le domicile qu'elles occupaient lorsque leurs noms ont été transmis pour la première fois au shérif, lors de l'extrait ou depuis. 48 V., c. 17, s. 1. Devoirs du sec.-trés. en donnant les noms de ceux qui ont cessé d'être jurés.

**2625.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier doit, en prenant les informations nécessaires lors de la confection du rôle d'évaluation, s'assurer des noms des personnes domiciliées dans sa municipalité, qui sont inhabiles à remplir les fonctions de juré ou qui en sont exemptes, et il ne peut, sous peine d'une amende de pas moins d'une piastre et de pas plus de vingt piastres pour chaque nom, porter sciemment sur un extrait ou une liste supplémentaire dont la transmission doit être faite au shérif, le nom des personnes déclarées ainsi exemptes ou inhabiles par les articles 2620 et 2621, des présents statuts refondus. 46 V., c. 16, s. 7. Pouvoir du sec.-trés. en faisant le rôle relatif aux personnes exemptes, etc.

**2626.** Cet extrait et cette liste supplémentaire doivent constater : Contenu de l'extrait, etc

1. Le nom ou les noms et prénoms des personnes qui y sont portées ;

2. Leur état ;

3. Leur domicile ;

4. Le montant de leur évaluation comme propriétaires ou comme occupants ou locataires ; et

5. Tous les détails et renseignements nécessaires pour constater leur identité.

Greffier ou secrétaire-trésorier censés officiers de la cour.

Pour les fins du présent article, comme pour tous ceux de la présente loi, le greffier ou le secrétaire-trésorier sont censés être officiers du tribunal.

Dans l'extrait délivré au shérif le nom de la même personne ne doit apparaître qu'une fois comme juré. 46 V., c. 16, s. 8, et 48 V., c. 17, s. 2.

Confection d'un double de l'extrait ou de la liste supplémentaire, dépôt d'icelui.

**2627.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier doit faire un double de chaque extrait ou de chaque liste supplémentaire dont la transmission doit être faite au shérif comme susdit, et le garder dans son bureau, dans un endroit où le public puisse en prendre gratuitement communication. 46 V., c. 16, s. 11.

Affidavit qui doit accompagner les extraits ou listes supplémentaires.

**2628.** Tout extrait ou toute liste supplémentaire doit être accompagné d'un affidavit du greffier ou du secrétaire-trésorier, suivant la formule C. de la présente loi, que cet officier écrit et signe en présence d'un juge de paix, et par lequel affidavit il affirme sous serment, qu'il croit à l'exactitude de cet extrait, de cette liste supplémentaire et des renseignements qui y sont contenus. 46 V., c. 16, s. 12.

Honoraires du greffier ou secrétaire-trésorier pour des entrées qu'il a faites.

**2629.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier a droit de recevoir de la corporation ou du conseil municipal dont il est l'officier, la somme de cinq centins pour chaque nom entré par lui dans cet extrait ou dans cette liste supplémentaire, et de cinquante centins pour chaque affidavit qu'il est tenu de faire, et ce, sur la production du certificat du shérif constatant que cet extrait ou cette liste supplémentaire est fait de la manière voulue par la présente loi. 46 V., c. 16, s. 13.

Avis préalable avant de délivrer l'extrait.

**2630.** Avant de délivrer un extrait ou une liste supplémentaire au shérif, le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité doit donner un avis public comportant:

1. Que cet extrait ou cette liste sera soumise à la considération du conseil municipal à une session générale ou spéciale du conseil convoquée à cette fin ;

2. Que les personnes qui ont droit à l'exemption de servir comme juré en vertu de la loi, aient à s'assurer auprès du greffier ou du secrétaire-trésorier que leurs noms ont été rayés de l'extrait ou de la liste.

Publication de l'avis

Cet avis doit être publié 15 jours avant l'assemblée du conseil municipal de la manière suivante :

1. Dans les cités et les villes, il est publié deux fois par semaine durant deux semaines consécutives, dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise, ou dans les deux langues dans le même journal, s'il n'y a qu'un seul journal publié dans la localité ;



2. Dans toute autre partie de la province, il est publié, en la manière voulue par le code municipal pour la publication des avis publics.

3. Le conseil municipal, à l'assemblée convoquée comme susdit, doit examiner l'extrait ou la liste, y faire toutes les corrections qu'il juge nécessaires, et l'approuver, après avoir constaté, avec tout le soin possible, que les noms de toutes les personnes inhabiles ou exemptes de servir comme juré n'y ont pas été inscrits.

Examen de l'extrait, etc.

En foi de cet approbation, l'extrait ou la liste supplémentaire est signé par le chef du conseil ou le conseiller président l'assemblée ainsi que par le greffier ou le secrétaire-trésorier. 48 V., c. 17, s. 4.

Signature de l'extrait, etc.

**2631.** Si un greffier ou un secrétaire-trésorier néglige de faire transmettre un extrait, ou une liste supplémentaire, selon le cas, dans le délai et de la manière prescrits par la présente loi, le shérif doit se les procurer de lui, et est autorisé à prendre communication des rôles d'évaluation et autres documents qui lui sont nécessaires pour dresser lui-même cet extrait ou cette liste supplémentaire, et il peut recouvrer de la municipalité—sauf recours de cette dernière contre ce greffier ou secrétaire-trésorier,—devant tout tribunal compétent, les frais encourus pour se procurer ces extraits et la liste supplémentaire. 46 V., c. 16, s. 15.

Mode de se procurer les extraits et listes supplémentaires s'ils sont refusés au shérif.

**2632.** Si le rôle d'évaluation n'existe pas dans une municipalité dans laquelle des jurés doivent être assignés, le shérif doit faire dresser, aux frais de cette municipalité, des listes des personnes domiciliées dans la localité, qui ont les qualités exigées pour être respectivement grands et petits jurés.

Confection de la liste des jurés dans les municipalités où le rôle d'évaluation n'existe pas.

Ces listes sont dressées d'après les meilleurs renseignements qui peuvent être donnés et sont attestées sous serment par la personne chargée de les dresser.

Mode de les dresser.

Elles sont employées pour les mêmes fins, de la même manière, et avec le même effet, que si elles étaient des extraits des rôles d'évaluation transmis au shérif sous l'autorité de la présente loi. 46 V., c. 16, s. 16.

Fins pour lesquelles elles sont employées.

#### SECTION IV.

##### DES LISTES ET TABLEAUX DES JURÉS.

#### § 1.—De la liste des jurés faite par le shérif.

**2633.** Sur réception des extraits des rôles d'évaluation, le shérif du district doit immédiatement dresser deux listes, la première devant contenir les noms des grands jurés, la seconde, les noms des petits jurés. 46 V., c. 16, s. 17, et 48 V., c. 17, s. 5.

Préparation des listes par le shérif.

Mode de faire  
ces listes.

**2634.** Ces listes des grands et des petits jurés se font par le shérif, en inscrivant l'un après l'autre et sans interruption, dans des registres tenus à cet effet, le nom de la première personne dans chaque extrait qui lui est délivré, puis le nom de la seconde personne, et ainsi de suite, à tour de rôle, jusqu'à ce que les noms de toutes les personnes portées sur chaque tel extrait, soient épuisés.

Mode, si le  
nombre sur  
un extrait  
excède celui  
porté sur  
d'autres.

Si le nombre des personnes portées sur chaque tel extrait, excède le nombre porté sur d'autres, le shérif prend successivement de chaque extrait contenant un nombre de noms plus élevé, un nombre proportionnel de noms, de façon à ce que les jurés de chaque municipalité puissent être répartis sur toute liste de manière à correspondre, aussi près que possible, à la proportion qui existe entre le nombre total des jurés dans cette municipalité et le nombre total des jurés portés sur la liste. 46 V., c. 16, s. 18.

Mode d'au-  
thentifier ces  
listes.

**2635.** Les listes des jurés, ainsi inscrites dans ces registres, sont rendues authentiques par le certificat et la signature du shérif, et il ne peut y être fait de changement que de la manière prescrite dans la présente loi. 46 V., c. 16, s. 19.

Dépôt des  
registres qui  
les contien-  
nent.  
Avis au pro-  
tonotaire.

**2636.** Ces registres doivent être conservés dans le bureau du shérif; et aussitôt après la confection de la liste des grands jurés, il est de son devoir d'en donner avis au protonotaire de la cour supérieure, qui est tenu, sans délai, d'en prendre une copie pour l'usage de ce tribunal. 46 V., c. 16, s. 20, et 47 V., c. 11, s. 2.

Accès aux  
listes des  
grands jurés  
chez le pro-  
tonotaire.

**2637.** Toute personne a libre accès aux copies des listes des grands jurés déposées dans le bureau du protonotaire, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi de chaque jour juridique, sans être pour cela tenue de payer aucun honoraire ou émolument. 46 V., c. 16, s. 21.

### § 2.—De la révision des listes de jurés.

Révision des  
listes.

**2638.** Les listes des jurés sont revisées par le shérif, une fois par année.

Quand elle  
doit être ter-  
minée.

Cette révision doit être terminée aussitôt que possible, mais pas plus tard que trois mois après la date de leur réception;

Base d'icelle.

Elle est basée sur les renseignements contenus dans les listes obtenues des municipalités en vertu de la loi. 48 V., c. 17, s. 6.

Comment  
faite.

**2639.** Cette révision est faite :

1. En passant une ligne à l'encre sur le nom de chaque juré qui est dé-édé, ou qui a transporté son domicile hors de la municipalité, ou qui est devenu inhabile ou exempt;

2. En ajoutant aux listes des jurés les noms et prénoms en toutes lettres ainsi que la résidence et l'état de toutes les personnes indiquées comme nouveaux jurés dans les listes supplémentaires.

Ces noms additionnels sont arrangés et répartis sur la liste des jurés, de la manière prescrite pour la répartition des noms des jurés inscrits sur cette liste, lors de sa confection. 46 V., c. 16, s. 23, et 48 V., c. 17, s. 7.

Répartition  
des noms  
additionnels.

**2640.** Lorsqu'un nom est ainsi rayé, la raison qui l'a fait rayer, doit être écrite en regard de ce nom et être paraphée des initiales du shérif.

Raison pour  
rayer un nom  
inscrit.

Lorsqu'un nom est ajouté, la date de cette addition est écrite en regard de ce nom, ou à la fin des noms si plusieurs sont ajoutés le même jour, et le fait en est attesté par le shérif sous sa signature, de la même manière qu'il est tenu de le faire lors de la confection première des registres contenant les listes des jurés. 46 V., c. 16, s. 24.

Noms ajoutés.

**2641.** Immédiatement après la révision des listes des jurés, le shérif doit informer de cette révision, le protonotaire de la cour supérieure, lequel est tenu de corriger immédiatement la copie en sa possession pour la rendre conforme aux listes des jurés ainsi révisées, et ces corrections doivent être certifiées par le shérif. 46 V., c. 16, s. 25.

Corrections  
par le proto-  
notaire des  
copies de  
listes entre  
ses mains.

**2642.** S'il est démontré au shérif, d'une manière satisfaisante, par un affidavit écrit déposé entre ses mains, que le nom d'une personne inhabile ou exempt, a été par erreur porté sur l'extrait ou la liste supplémentaire qui lui a été délivré, ou qu'un juré est décédé ou a transporté son domicile hors de la municipalité, ou est devenu inhabile ou exempt,—il doit rayer ce nom de la liste, en donner la raison en regard d'icelui, dans une des colonnes laissées en blanc pour cet objet, y apposer ses initiales et en donner avis au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité, qui est tenu de faire les mêmes changements sur le double de l'extrait ou de la liste supplémentaire en sa possession. 46 V., c. 16, s. 26.

Pouvoirs du  
shérif de  
rayer les  
noms sur  
affidavit dans  
certains cas.

Raisons qui  
les fait rayer  
doivent être  
constatées.

**2643.** Sur plainte accompagnée d'un avis à la partie intéressée, et sur preuve qu'en dressant une liste des jurés, on y a inséré le nom de quelque personne ne possédant pas les qualités requises pour servir comme juré, ou inhabile ou exempt, ou que le nom de quelque personne possédant les conditions exigées pour agir comme tel, y a été omis; ou que cette liste n'a pas été faite de la manière prescrite par la présente loi, le tribunal ou un de ses juges, en vacance, peut ordonner de rayer de cette liste le nom de toute personne ainsi inhabile ou exempt,—d'y faire insérer le nom de toute personne habile à remplir les fonc-

Pouvoir du  
tribunal de  
faire corriger  
les listes.

Frais.

tions de jurés, ou de faire dresser la liste de nouveau, ou de la faire corriger, selon le cas.

Le tribunal ou le juge peut alors décerner l'ordre nécessaire dans sa discrétion, quant aux frais occasionnés par ces corrections ou par la confection d'une nouvelle liste. 46 V., c. 16, s. 27.

Ordre du tribunal pour faire reviser ou renouveler les listes des jurés.

**2644.** Si les listes des jurés que le shérif est tenu de dresser, reviser ou renouveler, ne sont pas dressées, revisées ou renouvelées de la manière et à l'époque ci-dessus déterminées, alors, aussitôt que le fait est porté à la connaissance du tribunal siégeant dans le district, ou d'un juge d'icelui, en vacance, par le procureur général, le greffier de la paix ou le greffier de la couronne, le tribunal ou le juge, ordonne au shérif de dresser, reviser ou renouveler ces listes des jurés, et fixe, par cet ordre, une époque pendant laquelle elles doivent être dressées, revisées ou renouvelées, les anciennes listes restant en vigueur jusqu'à la confection ou la révision des nouvelles. 46 V., c. 16, s. 28.

Validité des anciennes listes dans ce cas.

Validité des listes revisées ou renouvelées.

**2645.** Les listes dressées, revisées ou renouvelées, en vertu de tout ordre semblable, ont la même vigueur et le même effet, et restent en vigueur, comme si elles l'avaient été dans le temps prescrit, mais rien de contenu dans la présente loi ne peut exonérer le shérif des pénalités ou responsabilités encourues par son défaut de les dresser, reviser ou renouveler tel que prescrit. 46 V., c. 16, s. 29.

Ordre du tribunal de faire des nouvelles listes dans le cas de détérioration, etc.

**2646.** Si, en tout temps, les registres contenant des listes de jurés, viennent à se détériorer ou se trouvent remplis, si les corrections ou révisions sont devenues assez nombreuses pour rendre ces listes illisibles, le tribunal siégeant dans le district ou l'un de ses juges, en vacance, sur la représentation qui lui est faite à cet effet, par le shérif, ou de lui-même à sa discrétion, peut ordonner au shérif de dresser de nouvelles listes des jurés, au lieu de reviser celles contenues dans les registres ainsi détériorés, remplis ou rendus illisibles. 46 V., c. 16, s. 30.

Mode de confectionner ces listes.

Validité des anciennes dans ce cas.

**2647.** Sur cet ordre le shérif dresse ces nouvelles listes conformément à la loi et d'après les renseignements contenus dans les extraits qui lui sont fournis; les anciennes listes restent en vigueur jusqu'à la confection des nouvelles. 48 V., c. 17, s. 8.

### § 3.—Des tableaux de jurés.

Placement des noms sur les tableaux.

**2648.** Pour dresser un tableau des grands jurés ou des petits jurés, le shérif du district commence par le premier nom sur le registre, lorsqu'il est nouvellement fait, et,

subséquentement, par le premier nom qui suit celui du dernier juré déjà assigné. 46 V., c. 16, s. 32.

**2649.** Dans les districts de Québec et Montréal, et dans chaque district où le shérif est tenu d'assigner un nombre égal de jurés parlant la langue française et la langue anglaise, il doit commencer le tableau des grands ou des petits jurés, en inscrivant le premier nom français, ou le premier nom anglais sur le registre, et subséquentement, le premier nom français ou le premier nom anglais suivant immédiatement le dernier nom français ou le dernier nom anglais des jurés en dernier lieu assignés. 46 V., c. 16, s. 33.

Idem à Montréal, Québec et dans d'autres districts.

**2650.** Excepté dans les districts de Québec et Montréal, et dans les autres districts où les jurys composés pour moitié de personnes parlant la langue française et pour moitié de personnes parlant la langue anglaise, sont ou seront autorisés par la loi, le tableau des grands jurés devant être assignés pour tout terme de la cour du banc de la reine, ou pour toute session de la cour de sessions générales de la paix, dans un district quelconque, doit être pris des listes des grands jurés, alors en vigueur dans ce district, en y prenant les noms de vingt-quatre personnes, à tour de rôle, en suivant, sans interruption et successivement, l'ordre de ces listes, et commençant de la manière prescrite par les deux articles précédents, et ainsi de suite successivement, jusqu'à ce que le nombre des jurés portés sur ces listes ait été entièrement épuisé, et recommençant de nouveau pour l'épuiser de la même manière. 46 V., c. 16, s. 34.

Mode de faire les tableaux des grands jurés ailleurs qu'à Montréal, Québec et autres.

**2651.** Excepté dans les districts de Québec et Montréal, et dans les autres districts où les jurys composés pour moitié de personnes parlant la langue française et pour moitié de personnes parlant la langue anglaise sont ou seront autorisés par la loi, le tableau des petits jurés devant être assignés pour tout terme de la cour du banc de la reine, ou pour toute session de la cour de sessions générales de la paix, doit être pris des listes des petits jurés alors en vigueur en y prenant les noms de quarante personnes, à tour de rôle, en suivant l'ordre de ces listes, et en commençant de la manière prescrite par les articles 2648 et 2649, et ainsi de suite successivement, jusqu'à ce que le nombre des jurés portés sur les listes ait été entièrement épuisé, et recommençant de nouveau pour l'épuiser de la même manière. 46 V., c. 16, s. 35.

Mode de faire le tableau des petits jurés, ailleurs qu'à Montréal, Québec et autres.

**2652.** Dans les districts de Québec et Montréal, il doit y avoir vingt-quatre grands jurés et soixante petits jurés assignés pour servir devant tout tribunal de juridiction criminelle, moitié desquels est composée de personnes

Nombre des grands et petits jurés assignés à Québec et Montréal.

parlant la langue française, et l'autre moitié, de personnes parlant la langue anglaise.

Ordre dans le  
quel ils sont  
pris.

Ces personnes sont prises par le shérif sur les listes des grands et petits jurés, dans l'ordre dans lequel les noms de chaque classe y sont représentés, commençant de la manière prescrite par la présente loi pour la confection des tableaux des grands jurés et des petits jurés respectivement.

Application à  
d'autres dis-  
tricts.

Les dispositions du présent article peuvent s'appliquer à tout autre district, par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur l'adresse du grand jury de tel district, approuvée par le juge siégeant en icelui, constatant l'opportunité de cette mesure. 46 V., c. 16, s. 36.

Jury de *medie-  
tate lingue*.

**2653.** Dans les districts autres que ceux de Québec, Montréal, et ceux où les dispositions de l'article précédent sont rendues applicables, sur demande faite pour un jury de *medietate lingue*, au juge du district où doit siéger le tribunal, ce dernier peut, s'il le juge opportun, autoriser le shérif du district à assigner un petit jury composé pour moitié de personnes parlant la langue française et pour moitié de personnes parlant la langue anglaise.

Mode d'assi-  
gnation.

Cette assignation est faite en la manière voulue par le paragraphe 3, de l'article 2660. 47 V., c. 11, s. 3.

Insertion  
dans ce ta-  
bleau des  
qualités spé-  
ciales des  
jurés.

**2654.** Si, par la présente loi, ou par un ordre donné en vertu d'icelle, le shérif ou le protonotaire est requis d'insérer dans un tableau, les noms de personnes ayant une qualité spéciale soit sous le rapport de la langue ou de l'état, il doit inscrire cette qualité sur le tableau, vis-à-vis le nom du juré; et la désignation de cette qualité fait foi *primâ facie* que le juré possède la qualité inscrite en regard de son nom. 46 V., c. 16, s. 37.

Communica-  
tion des ta-  
bleaux n'est  
faite qu'après  
avoir été rap-  
portés au tri-  
bunal.

**2655.** Ni le tableau du grand jury, ni le tableau du petit jury, ni le nom d'une personne quelconque sur ces tableaux, ne sont communiqués, soit verbalement, soit autrement, à qui que ce soit par le shérif, ses huissiers, ou par d'autres personnes employés par lui, avant que ces tableaux n'aient été rapportés au tribunal; et aucune personne ne peut examiner ni prendre connaissance de ces tableaux ni des registres contenant les listes des jurés, excepté le shérif ou ses employés, et le protonotaire pour les fins de l'article 2636, à moins d'un ordre spécial du tribunal ou d'un juge. 46 V., c. 16, s. 38.

#### SECTION V.

##### DE L'ASSIGNATION DES JURÉS.

#### § 1.—De l'assignation des jurés dans les affaires criminelles.

Excepté à  
Québec et  
Montréal la  
liste des

**2656.** Dans chaque district, excepté dans ceux de Québec et Montréal, le greffier de la couronne ou le greffier

de la paix, suivant le cas, avant de donner instruction au shérif d'assigner des personnes à servir comme grands jurés ou petits jurés, doit transmettre au procureur général, une liste de toutes les causes criminelles qui doivent être instruites au prochain terme ou à la prochaine session de toute cour de juridiction criminelle qui doit y être tenue ; et le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, ne peut donner instruction au shérif d'assigner un grand jury ou un petit jury pour tel terme, à moins d'y être autorisé par le procureur général.

causes criminelles est transmise au procureur général.

Assignation des jurés doit être autorisée par ce dernier.

Tout tel tribunal doit siéger néanmoins, au temps fixé par la loi, et si alors, il appert que la chose soit nécessaire pour l'instruction ou le jugement d'une cause portée devant lui, ce tribunal peut ordonner au shérif d'assigner le grand jury ou le petit jury pour le jour auquel la cour est ajournée.

Assignation des jurés par le tribunal dans certains cas.

Toutes les procédures qui ont lieu devant cette cour, ainsi ajournée, sont aussi valides que si elles avaient eu lieu devant telle cour à l'époque de ses séances ordinaires ; et tout juge présidant le tribunal doit ajourner la cour, de jour en jour, tant qu'il y a des affaires à expédier ; mais rien de contenu dans cette disposition ne peut empêcher le tribunal de procéder, en l'absence des grands jurés ou des petits jurés, à l'expédition des affaires qui n'exigent pas la présence des uns ou des autres. 46 V., c. 16, s. 39.

Procédures devant le tribunal.

Proviso.

**2657.** Dans chaque district, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, suivant le cas, doit, sur l'autorisation du procureur général, comme susdit, donner, au moins trente jours avant le terme de la cour, instruction au shérif d'assigner les grands jurés et les petits jurés. 47 V., c. 11, s. 4.

Instruction pour l'assignation des jurés.

**2658.** Aussitôt après avoir reçu instruction d'assigner les grands jurés et les petits jurés, le shérif prépare une sommation pour chacun des jurés dont le nom se trouve au tableau et dont la présence est requise pour le terme suivant.

Devoirs du shérif, après avoir reçu instruction d'assigner les jurés.

L'assignation des jurés peut être faite par tout huissier de la cour supérieure ou par toute personne majeure, sachant lire et écrire, et la signification en est constatée par un certificat mentionnant si elle a été faite personnellement ou en parlant à une personne raisonnable de la famille, le nom du juré, le jour, l'heure et le lieu de l'assignation, ainsi que la distance nécessairement parcourue pour faire cette signification. 46 V., c. 16, s. 40.

Par qui l'assignation est faite.

**2659.** Le certificat de l'huissier est fait sous son serment d'office ; et celui fait par toute autre personne est assermenté devant un juge de paix, le shérif ou son député.

Certificat d'assignation.

Si l'assignation ne peut être faite.

Dans le cas où l'assignation n'a pu être faite, soit parce que la personne dont la présence est requise comme juré, est décédée ou ne réside plus dans les limites de la municipalité, ou n'a pu être trouvée, les faits sont mentionnés dans le certificat d'assignation. 46 V., c. 16, s. 41.

Devoirs du shérif

**2660.** Le shérif est tenu :

1. Dans le cas de premiers tableaux.

a. De faire assigner les jurés du premier tableau qu'il a dressé, au moins quatorze jours avant le premier jour juridique du terme, et

b. De faire assigner les jurés supplémentaires de ces tableaux, six jours au moins avant le terme, aux fins de remplacer ceux qui n'ont pu être assignés, ou qui ont donné avis de leur intention de demander leur exemption ;

2. Dans le cas de tableaux subséquents,

a. De faire assigner les jurés qui y sont mentionnés, six jours avant la date où ils sont appelés à comparaître devant le tribunal, et

b. De faire assigner les jurés supplémentaires de ces tableaux, au moins quarante huit heures avant la date où ils sont appelés à comparaître ;

3. Dans le cas de l'article 2653, de les faire assigner conformément à l'alinéa b, du paragraphe 2, du présent article. 47 V., c. 11, s. 5.

Frais d'assignation

**2661.** Il est accordé un honoraire de trente centins pour chaque assignation de juré, et vingt centins par mille nécessairement parcourus pour effectuer l'assignation, mais il n'est rien accordé pour revenir.

Par qui payés.

Cet honoraire lui est payé par le shérif à même le fonds de bâties et des jurés. 46 V., c. 16, s. 43, et 49, 50 V., c. 10, s. 1.

Avis que doit contenir l'assignation.

**2662.** Toute assignation faite à un juré, pour requérir ses services comme tel, doit contenir un avis par lequel il est informé que, dans le cas où il se proposerait de réclamer le bénéfice d'exemption en vertu des articles 2620 et 2621, il doit, dans les trois jours juridiques de la signification de la sommation, fournir au shérif un affidavit par écrit, assermenté devant un juge de paix, ou devant lui ou son député, exposant les raisons qui lui font réclamer cette exemption, et si tel juré néglige de ce faire, le bénéfice d'exemption lui est refusé. 46 V., c. 16, s. 44.

Exemption par le juge.

**2663.** Aucun juré n'est exempté pour autres causes que celles mentionnées dans les articles 2620 et 2621 ; cependant le tribunal ou le juge peut, à sa discrétion, si l'intérêt public le permet, accorder l'exemption sur demande par écrit soutenue par un affidavit contenant les causes d'ex-



emption et les raisons pour lesquelles elle n'a pas été réclamée dans les délais ci-dessus mentionnés.

De même, lorsque deux ou plusieurs membres d'une société commerciale ont été assignés à servir comme jurés, le tribunal ou le juge, peut, à sa discrétion, exempter les membres de cette société, à l'exception d'un seul, bien qu'aucun avis n'ait été donné de l'intention de réclamer le bénéfice d'exemption. 46 V., c. 16, s. 45.

Idem dans le cas de sociétés commerciales.

**2664.** Aussitôt après la réception des affidavits produits comme ci-dessus pour réclamation d'exemption, le shérif doit ajouter aux tableaux, un nombre de jurés égal au nombre de ceux qui ont transmis ces affidavits, et de ceux qui n'ont pas reçu d'assignation, soit pour cause de décès, absence ou autre raison suffisante, et ces noms sont pris de la liste des jurés de la manière ci-dessus établie.

Remplacement aux tableaux des jurés qui ont produit affidavit pour exemption.

L'assignation de ces jurés supplémentaires doit être faite de la même manière que s'ils eussent originairement fait partie des tableaux. 46 V., c. 16, s. 46.

L'assignation des jurés supplémentaires.

**2665.** Toutes les dispositions ci-dessus mentionnées, quant à l'avis à donner aux jurés, concernant le bénéfice d'exemption ; à la manière de demander l'exemption ; à la nullité des réclamations d'exemption faites sans qu'il ait été préalablement délivré d'affidavit ; et aussi, quant à l'assignation des jurés supplémentaires appelés à remplacer ceux qui n'ont pu être assignés, ou qui ont transmis un affidavit à l'appui de leur réclamation d'exemption,—s'appliquent aux jurés ainsi ajoutés aux tableaux, de la même manière et au même degré qu'aux jurés inscrits originairement sur ces tableaux. 46 V., c. 16, s. 47.

Application des dispositions ci-dessus aux remplaçants.

**2666.** Le shérif, avant de rapporter les tableaux au tribunal, doit y inscrire, en regard du nom de tout juré qui a fourni cet affidavit, qu'iceui a été produit, ainsi que les raisons données par le juré à l'appui de sa réclamation. 46 V., c. 16, s. 48.

Formules exigées avant de rapporter ces tableaux au tribunal.

**2667.** Le shérif doit rapporter au tribunal les tableaux qu'il a préparés d'abord, avec toutes les additions qu'il y a faites par la suite, et doit faire, en même temps, rapport de ses opérations, y compris les certificats ou essais d'assignation aux personnes dont les noms se trouvent sur ces tableaux et dans ces additions. 46 V., c. 16, s. 49.

Rapport des tableaux et opérations du shérif.

**2668.** Lorsque, par suite du rejet des réclamations de bénéfice d'exemption, il reste plus de soixante jurés présents, le tribunal peut renvoyer le surplus.

Renvoi du surplus des jurés.

Ce surplus est pris des noms ajoutés aux premiers tableaux, en commençant par la fin d'iceux à moins que, par un ordre spécial, le tribunal n'en décide autrement ; mais ces jurés ainsi renvoyés, sont considérés comme ayant

De quels noms ce surplus est formé.

servi pendant le terme de la cour pour lequel ils avaient été assignés. 46 V., c. 16, s. 50.

Assignation  
du second ta-  
bleau.

**2669.** S'il appert, soit avant, soit pendant un terme de la cour du banc de la reine, ou de la cour de sessions générales de la paix, que le nombre des causes à être instruites, exige un second tableau des petits jurés, le tribunal ou tout juge d'icelui peut, sur la demande du représentant de la couronne, ordonner au shérif d'assigner un second tableau des petits jurés, de la même manière et portant le même nombre de jurés que le premier tableau.

Date de l'as-  
signation.

Ce second tableau est, pour la cour du banc de la reine, assigné pour le douzième jour juridique du terme, et pour la cour de sessions générales de la paix, pour le dixième jour juridique de la session.

Durée du ser-  
vice des  
petits jurés  
dans ce cas.

Les petits jurés mentionnés dans chaque second tableau, sont tenus de comparaître et de servir pour le reste de chaque terme ou session, à moins que le tribunal n'ait ordonné un troisième tableau, auquel cas ils ne sont pas tenus de servir plus de onze jours pour la cour du banc de la reine, ou de neuf jours pour la cour de sessions générales de la paix.

Renvoi des  
jurés du  
premier ta-  
bleau lors  
que le second  
est assigné.

Lorsqu'un second tableau des jurés est assigné comme ci-dessus, pour un terme ou une session, les jurés du premier tableau sont renvoyés le ouzième jour juridique de ce terme, ou le neuvième jour juridique de cette session, selon le cas. 46 V., c. 16, s. 51.

Assignation  
du troisième  
tableau.

**2670.** Chaque fois que le tribunal est d'avis que les affaires du terme ou de la session requièrent la présence des jurés assignés sur le deuxième tableau, pendant une période de plus de quatorze jours juridiques de terme dans la cour du banc de la reine, ou de plus de onze jours juridiques de terme dans la cour de sessions générales de la paix, il peut, sur la demande du représentant de la couronne autorisé spécialement par le procureur général, ordonner au shérif d'assigner un troisième tableau, de la même manière et portant le même nombre de jurés que le deuxième tableau; les jurés assignés sur ce troisième tableau sont tenus de servir durant le reste du terme ou de la session.

Date de l'as-  
signation.

Ce troisième tableau des petits jurés est, pour la cour du banc de la reine, assigné pour le vingt-troisième jour juridique du terme, et pour la cour de sessions générales de la paix, pour le dix-neuvième jour juridique de la session. 46 V., c. 16, s. 52.

### § 2.—*De l'assignation des jurés dans les affaires civiles.*

Assignation  
des jurés en  
matières ci-  
viles.

**2671.** L'assignation et les autres procédés se rapportant au jury en matières civiles sont réglés par les articles 357 et suivants du code de procédure civile. 46 V., c. 16, s. 53.

## SECTION VI.

## DE L'INDEMNITÉ DES JURÉS.

**2672.** Chaque petit juré assigné, qui a son domicile en dehors des limites de la municipalité où est tenue la cour, reçoit une indemnité d'une piastre par chaque jour qu'il est nécessairement absent de son domicile pour comparaître devant le tribunal ; l'indemnité de chaque juré domicilié dans les limites de la municipalité où la cour est tenue, est de cinquante centins.

Indemnité  
des jurés.

Cette indemnité est payée par le shérif sur le certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, suivant le cas.

Par qui payé.

Le comté de Gaspé et celui de Bonaventure sont chacun considérés comme un district pour les fins de cet article. 46 V., c. 16, s. 54.

Gaspé et Bo  
naventure.

## SECTION VII.

## DES PÉNALITÉS.

**2673.** Tout shérif, protonotaire, greffier de la paix ou greffier de la couronne qui, par négligence ou volontairement, enfreint quelque une des dispositions de la présente loi, encourt, pour la première offense, une amende de pas plus de soixante piastres, ni moindre de quarante piastres ; pour la deuxième offense, une amende de pas plus de quatre-vingts piastres, ni moindre de soixante piastres ; et pour la troisième ou toute offense subséquente, une amende de pas plus de deux cents piastres, ni moindre de cent piastres. 46 V., c. 16, s. 55.

Pénalité pour  
infraction à  
la présente  
loi.

**2674.** Toute personne assignée comme juré, en vertu de la présente loi, qui refuse ou néglige de comparaître conformément à l'assignation, sans en donner d'excuse valable, ou sans juste cause, outre qu'elle n'a pas droit d'être payée, encourt, pour chaque semblable offense, une amende de cinq piastres mais n'excédant pas en totalité cinquante piastres, pour toutes les offenses de cette nature commises pendant le terme d'une cour.

Pénalité  
contre les  
jurés re-  
fusant de com-  
paraître

Ces amendes sont imposées par le tribunal, séance tenante. 46 V., c. 16, s. 56.

Leur imposi-  
tion.

**2675.** Tout greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité, qui néglige, après un avis de six jours, de transmettre au shérif, un extrait ou une liste supplémentaire que la présente loi requiert de lui, ou qui ne se conforme pas aux autres dispositions d'icelle, est sujet à une pénalité de vingt piastres, et une pénalité ultérieure de cinq piastres pour chaque jour après la signification qui lui est faite d'une dénonciation ou plainte au sujet de cette négligence et durant lequel il continue d'être en défaut. 46 V., c. 16, s. 57, et 47 V., c. 11, s. 6.

Pénalités  
contre greffiers et secrétaires-trésoriers négligeant de transmettre au shérif, extraits, etc.

Emploi des  
pénalités.

**2676.** Les amendes imposées par la présente loi appartiennent au fonds de bâtisses et des jurés du district dans lequel l'offense a eu lieu.

Leur recon-  
vrement.

Elles sont recouvrées en vertu d'une règle ou d'un ordre du tribunal par le grand constable ou un huissier du district, sur les biens et effets de la personne condamnée, de la manière voulue par les dispositions du code de procédure civile pour l'exécution des effets mobiliers. 46 V., c. 16, s. 58.

Emprisonne-  
ment à dé-  
faut de meu-  
bles suffi-  
sants pour  
satisfaire au  
jugement.

**2677.** Sur rapport du grand constable ou de l'huissier chargé de l'exécution de la règle ou de l'ordre, que la personne contre qui il a été procédé, en vertu des articles 2674, 2675 et 2676, n'a pas de biens et effets, ou que ces biens et effets n'ont pas été suffisants pour satisfaire cette exécution, un mandat d'emprisonnement peut être émaner contre cette personne, qui est incarcérée pour une période n'excédant pas quinze jours, à la discrétion du tribunal, qui a le droit de diminuer ou de remettre l'amende ou faire cesser l'emprisonnement en tout temps. 46 V., c. 16, s. 59.

#### FORMULE A.

EXTRAIT du rôle de cotisation ou d'évaluation en vigueur dans la municipalité de \_\_\_\_\_, pour l'année \_\_\_\_\_, donnant les noms de toutes les personnes portées sur ce rôle qui résident dans la municipalité et sont habiles à agir comme grands ou petits jurés.

Nom de baptême et nom en toutes lettres.	Etat, profession ou métier.	Rang, concession ou rue.	Propriétaire, montant de cotisation.	Occupant ou locataire, montant de coti- sation.

L'extrait ci-dessus a été soumis au conseil de la municipalité de \_\_\_\_\_, à une assemblée spéciale tenue le \_\_\_\_\_, 18 \_\_\_\_\_, et a été examiné, corroboré et approuvé.

Maire,

Greffier ou Secrétaire-trésorier.

48 V., c. 17, form. A.

# FORMULE "B."

## MUNICIPALITÉ DE

LISTE supplémentaire pour l'année , de la municipalité de , renfermant les noms de toutes les personnes qui, depuis la transmission du dernier extrait ou de la liste supplémentaire précédente, sont décédées ou ne résident plus dans les limites de la municipalité, ou sont devenues habiles ou inhabiles ou exemptes de servir comme jurés, ainsi que les noms des personnes trouvés portés ou omis par erreur sur le dernier extrait ou la liste supplémentaire précédente qu'on a découvert avoir été inscrit par erreur dans, ou omis de l'extrait ou de la liste supplémentaire précédent (*suivant le cas.*)

Nom de baptême et nom en toutes lettres.	Etat, profession ou métier.	Rang, concession ou rue.	Propriétaire, montant de cotisation.	Occupant ou locataire, montant de cotisation.	Cause d'incapacité, exemption ou autre changement depuis l'année dernière.

La liste supplémentaire ci-haut a été soumise au conseil de la municipalité de , à une assemblée spéciale tenue le , 18 , et été examinée, corrigée et approuvée.

Maire,  
(Greffier ou) Secrétaire-trésorier. 46 V., c. 16, form. B.

## FORMULE C.

Je, soussigné \_\_\_\_\_ greffier ou secrétaire-  
trésorier, de la municipalité d \_\_\_\_\_  
ayant dûment prêté serment, affirme que je crois à l'exac-  
titude de l'extrait ou de la liste supplémentaire ci-dessus  
(*suivant le cas*) et des renseignements qui y sont fournis.

Assermenté, écrit et signé devant moi à \_\_\_\_\_, 18

Juge de paix.  
46 V., c. 16, form. C.

---

## CHAPITRE SEPTIÈME.

## DES OFFICIERS DE JUSTICE.

## SECTION I.

## DES SHÉRIFS ET CORONERS.

§ 1.—*Des shérifs, de leurs pouvoirs et devoirs.*

**2678.** Les shérifs sont responsables, envers toute personne, des actes ou des faits de leurs députés ou autres serviteurs agissant d'après leurs ordres, lorsque ces députés ou autres serviteurs sont nommés par eux.

Responsabilité des shérifs.

Tout shérif a le choix des huissiers qu'il emploie pour agir en son nom dans les différents districts de la province.

Choix des huissiers.

S. R. B. C., c. 92, s. 9, §§ 1 et 2.

**2679.** Relativement à l'exécution des brefs de sommation, ou autres procédures au civil, à la réception et à la garde des biens et effets sous saisie, ainsi qu'à la réception, à la sûreté et au paiement de tous deniers prélevés en vertu d'un bref d'exécution quelconque, les divers shérifs de la province sont responsables à tous égards et de la même manière que tout huissier, gardien ou receveur de consignations aurait pu l'être, en vertu des lois du Bas Canada avant l'année de Notre-Seigneur, mil sept cent cinquante-neuf.

Devoirs des shérifs quant aux exécutions et aux deniers prélevés en vertu d'icelles.

S. R. B. C., c. 92, s. 10, § 1.

**2680.** Lorsque, aux termes de l'article 560 du code de procédure civile, le défendeur offre un gardien sûr et suffisant au shérif qui saisit les biens et effets de ce défendeur en vertu d'un bref de *feri facias*, d'arrêt simple, ou de revendication, ce shérif doit accepter ce gardien, et il n'est pas responsable des actes de ce gardien s'il peut établir et prouver que lorsqu'il l'a accepté, il était solvable ou réputé tel, au montant de la valeur des articles confiés à sa garde.

Gardiens offerts par le défendeur.

S. R. B. C., c. 92, s. 10, § 2

**2681.** Tout shérif est tenu d'exhiber, le premier jour juridique de chaque terme de la cour supérieure dans le district pour lequel il est shérif, un état et un compte exacts et détaillés, sous serment, de tous les deniers qui sont entre ses mains et qu'il a reçus comme shérif, quand et de qui il les a reçus;—de tous ordres et jugements qui lui ont prescrit le paiement de deniers depuis les derniers comptes qu'il a rendus, spécifiant à qui ces deniers doivent ou devraient être payés;—de tous les deniers qu'il a payés comme shérif, dans le cours de cette période, et à quelles personnes;—et de tous les deniers qui n'ont pas été payés, quoiqu'il lui ait été ordonné d'en faire le paiement, et les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été payés

Etat des comptes, etc. du shérif.

Dépôt de ces  
comptes et  
états.

2. Ces comptes et états doivent être déposés dans les archives publiques du tribunal pour y rester, et sont entrés dans un livre ou registre tenu à cette fin par le protonotaire. S. R. B. C., c. 92, s. 12.

Soin des pri-  
sons.

**2682.** Les shérifs sont tenus de prendre soin et charge des prisons dans les limites de leurs districts respectifs, et peuvent nommer les geôliers ou gardiens de ces prisons, et sont responsables de leur conduite et de leurs actes officiels. S. R. B. C., c. 92, s. 13.

Règlements,  
par les shérifs  
à cet effet.

**2683.** Les différents shérifs, ayant le soin des prisons de la province l'ont, de temps à autre, des règles et règlements généraux, pour le bon ordre intérieur et la police des prisons situées dans les limites de leurs districts respectifs ; pour la conduite des geôliers et autres officiers de justice relativement au soin et à la gouverne des prisons, et aussi pour la sauvegarde, le soin convenable et la protection suffisante des prisonniers qui s'y trouvent détenus pour dettes.

Approbation  
d'eux.

Ils doivent les soumettre pour révision et approbation à la cour du banc de la reine, ou au juge tenant ce tribunal dans le district, si c'est durant les termes, ou à deux ou plus des juges du tribunal, si c'est durant la vacance.

Observation  
des règle-  
ments.

Tout geôlier et autres officiers de justice chargés de la garde et de la gouverne des prisons dans les limites de ces districts, sont tenus séparément et respectivement d'observer les règles et règlements susdits. S. R. B. C., c. 92, s. 14.

Responsabi-  
lité des shé-  
rifs dans les  
cas d'évasion  
des prison-  
niers.

**2684.** Les shérifs sont responsables en dommages et intérêts seulement, de l'évasion ou de la fuite des prisonniers renfermés pour dettes, dans toute prison sous leur garde ou celle de leurs députés, lorsqu'elle arrive par connivence ou négligence. S. R. B. C., c. 92, s. 15.

Remise des  
titres de ven-  
tes, etc., par  
les shérifs à  
leurs succe-  
sors.

**2685.** Toute personne qui a agi et a cessé d'agir comme shérif pour un district quelconque, et ses héritiers exécuteurs, curateurs ou autres représentants légaux, sont tenus de remettre incontinent et de déposer entre les mains du shérif du même district, tous les titres ou actes de ventes de terres ou héritages qui ont été faits par elle en qualité de shérif, ou qui lui ont été transmis par son prédécesseur en office ; et tous les brefs, livres publics, registres et papiers qui appartiennent à la charge du shérif, selon le cas, dans les affaires d'une nature civile, en leur possession, dépôt ou garde,—les jugements de distribution, reçus et pièces justificatives pour le paiement de deniers et autres quittances légales et décharges, et les règles pour l'élargissement des prisonniers toujours exécutés,—avec une liste ou un inventaire de ces titres ou actes,



brefs, livres, registres et autres papiers, attestés légalement sous serment par les personnes qui en font la remise. S. R. B. C., c. 92, s. 16, § 1.

**2686.** Toute personne qui a été ou qui a agi et a cessé d'être ou d'agir comme shérif, et ses héritiers, exécuteurs, curateurs ou autres représentants légaux, qui refusent ou négligent, sciemment, de remettre et de déposer ces titres ou actes de ventes, brefs, livres, registres et autres papiers, avec la liste ou l'inventaire d'iceux, et qui en est convaincue légalement, est passible d'une amende de deux mille piastres, dont moitié appartient à Sa Majesté pour les usages publics de la province, et l'autre moitié à la personne qui en fait la poursuite. S. R. B. C., c. 92, s. 16, § 2, et s. 18

Amendes dans le cas de refus.

### § 2.—Des coroners.

#### 10.—ENQUÊTES DES CORONERS.

**2687.** Nulle enquête ne doit être tenue sur le corps d'une personne décédée, à moins que le coroner, avant l'émission de son mandat assignant le jury, n'ait fait une déclaration par écrit, établissant que, sur l'information qu'il a reçue, il est d'opinion qu'il y a lieu de croire qu'un crime a été commis, ou que la personne décédée est morte par suite de violence ou de moyens injustes, ou en de telles circonstances qui requièrent une investigation, laquelle déclaration doit contenir les raisons et les faits sur lesquels l'opinion est basée et est rapportée et produite avec le rapport de l'enquête. 43-44 V., c. 10, s. 1.

Quand le coroner doit faire une enquête.

**2688.** Advenant le décès d'un prisonnier, le préfet, geôlier, gardien ou surintendant d'un pénitencier, d'une prison, prison de réforme, maison de correction ou de détention, dans laquelle décède tel prisonnier, doit en donner immédiatement avis au coroner, en détaillant les circonstances qui se rapportent au décès. 43-44 V., c. 10, s. 2.

Cas de décès d'un prisonnier.

#### 20.—EXAMENS POST MORTEM.

**2689.** Nul coroner ne doit ordonner un examen *post mortem*, d'un cadavre sur lequel une enquête a été tenue, sauf à la demande de la majorité du jury, à moins que le coroner n'ait fait une déclaration par écrit, laquelle doit être rapportée et produite avec le rapport de l'enquête, comportant qu'à son avis, il est nécessaire de faire un examen *post mortem* de ce cadavre, pour s'assurer si le défunt est mort par violence ou par des moyens injustes. 43-44 V., c. 10, s. 3.

Examen *post mortem* lorsqu'une enquête a été tenue

Compte des  
frais au pro-  
cureur gé-  
néral.

**2690.** Dans les quinze jours qui suivent la tenue d'une enquête, le coroner doit transmettre un compte détaillé des frais qui s'y rapportent, au procureur général, avec une copie certifiée de la déclaration ou de la demande qu'il a faite ou qu'il a reçue, suivant le cas. 43-44 V., c. 10, s. 4.

#### 30.—FRAIS D'INHUMATION DES CADAVRES.

Cadavres  
trouvés dans  
les cités, in-  
humés aux  
frais de la cor-  
poration.

**2691.** Tout cadavre trouvé dans les limites de chaque cité, ville, village constitué en corporation, paroisse ou canton, à moins qu'il en soit disposé en vertu des dispositions de la section première, du chapitre quatrième du titre dixième des présents statuts refondus, concernant l'anatomie, doit être inhumé, aux frais de la corporation de ces cité, ville, village, paroisse ou canton; mais la corporation peut se rembourser de ses frais, à même la succession du défunt. 43-44 V., c. 10, s. 5, et 46 V., c. 30, s. 2.

Proviso.

Cadavres  
trouvés sur la  
rive à Beau-  
mont, etc.

2. Si un cadavre est trouvé sur la grève du fleuve St-Laurent ou flottant sur ses eaux, vis-à-vis de la paroisse de Beaumont ou la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, et n'est pas réclamé tel que prévu par la loi, le coroner pourvoit à son inhumation et est remboursé de ses dépenses nécessaires et raisonnables comme des frais faisant partie de sa charge. 47 V., c. 12, s. 1.

#### 40.—TARIF DES FRAIS.

Tarif de ces  
frais.

**2692.** Les frais des procédures, faites ou prises en vertu de ce paragraphe, sont ceux exigés par le tarif suivant, et le coroner doit en certifier l'exactitude :

Au coroner, ou au médecin pour chaque mille de transport réellement fait par lui, dans le but de s'assurer si une enquête doit être tenue ou de tenir une enquête.....	\$ 0.10	cts.
Au coroner, pour la dite enquête et le rapport.	6.00	"
Au coroner, pour chaque jour en outre de deux jours, qu'il est effectivement occupé à la tenue d'une enquête.....	3.00	"
A un médecin pour un examen externe.....	5.00	"
A un médecin, pour un examen interne.....	10.00	"
Au constable assignant les témoins,—chaque témoin.....	0.30	"
Au constable assignant le jury.....	1.00	"
A un secrétaire ou écrivain, dans des cas d'une nature extraordinaire,—par jour.....	2.00	"
Pour analyse chimique, comprenant toute analyse faite sur le même cadavre, ou une des parties quelconques d'icelui, un honoraire qui ne doit pas excéder pour une enquête.....	20.00	"

Chaque fois qu'une analyse est jugée nécessaire par le jury et le coroner, ce dernier en donne avis au procureur général, qui indique le médecin à qui cette analyse est confiée, et si telles enquête et analyse ont présenté des difficultés particulières, le procureur général peut accorder un montant plus élevé.

Si une analyse est jugée nécessaire

Toutes dépenses raisonnables, comme le prix du loyer d'un local pour y tenir l'enquête, la garde du cadavre, la notification du coroner, peuvent être accordées par le coroner.

Dépenses pour prix du local.

Dans le cas où les services des médecins sont requis, on doit recourir au médecin de la localité où l'enquête est tenue ou de la localité la plus prochaine. 43-44 V., c. 10, s. 6, et céd. A.

Si les médecins sont nécessaires.

**2693.** Si le procureur général est convaincu qu'une enquête inutile a été tenue, il peut ordonner que nul honoraire ne soit payé au coroner pour cette enquête. 43-44 V., c. 10, s. 7.

Enquêtes inutiles.

## SECTION II.

### DES SALAIRES ET HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS DE JUSTICE, ET DISPOSITIONS RELATIVES A LEURS DÉPUTÉS ET ÉCRIVAINS.

#### § 1.—*Dispositions interprétatives.*

**2694.** Les mots "salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires," ou "honoraires et émoluments," dans la présente section, comprennent, pour les fins d'icelle, la commission ou rémunération de deux et demi pour cent, ou toute autre commission ou rémunération que les shérifs sont autorisés, par la loi, à charger et retenir sur les deniers prélevés par exécution ou autrement, et aussi toutes autres sommes de deniers que ces officiers publics reçoivent ou peuvent avoir droit de recevoir pour leur profit, à raison de leurs charges respectives, à quelque titre que ce soit. S. R. B. C., c. 93, s. 17, § 1.

Interprétation de certains mots.

#### § 2.—*Du fonds d'honoraires des officiers de justice.*

##### 10.—FONDS D'HONORAIRES DANS LES DISTRICTS DE QUÉBEC ET MONTRÉAL.

**2695.** Dans les districts de Québec et Montréal, tous les salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires quelconques, attachés, en vertu de quelque autorité que ce soit, aux charges :

Honoraires, etc., à Montréal et Québec.

1. De shérif ;
2. De protonotaire de la cour supérieure ;
3. De greffier de la cour de circuit au chef-lieu ;
4. De greffier de la couronne ;
5. De greffier de la paix ;

6. De greffier de la cour supérieure, siégeant en révision, à Montréal ;

7. De greffier de la cour du banc de la reine, appelé "greffier des appels,—"

Fonds des honoraires.

Forment un fonds spécial, dans ces districts, sous le nom de "Fonds d'honoraires des officiers de justice," dont la destination est ci-dessous spécifiée, et qui sont perçus en timbres judiciaires par ces officiers dans leurs districts ou circuits respectifs. S. R. B. C., c. 93, ss. 3, 4 et 14 ; 27-28 V., c. 5, s. 4, § 1, et 51-52 V., c. 26, s. 2.

Certains salaires payés à même ce fonds.

**2696.** Dans les districts de Québec et Montréal, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, assigner, à même le montant perçu annuellement des salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires quelconques attachés à chacune des charges susdites, aux différents officiers ci-dessous mentionnés, sujet aux dispositions de l'article 634 des présents statuts refondus, relatives à la limitation des traitements,—des salaires annuels et fixes. n'excédant pas les montants ci-après, qu'il peut modifier de temps à autre, dans chaque cas ou dans tous les cas, sauf la limite susdite, savoir :

I.—DANS LA COUR DU BANC DE LA REINE :

Au greffier de la cour, appelé greffier des appels, une somme n'excédant pas deux mille piastres, annuellement ;

II.—DANS LE DISTRICT DE QUÉBEC :

Au shérif, une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres, annuellement ;

Au protonotaire de la cour supérieure, une somme n'excédant pas trois mille piastres, annuellement ;

Au greffier de la cour de circuit, dans la cité de Québec, une somme n'excédant pas mille six cents piastres, annuellement ;

Au greffier de la couronne, une somme n'excédant pas mille deux cents piastres, annuellement ;

Au greffier de la paix, une somme n'excédant pas deux mille piastres, annuellement.

III.—DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL :

Au shérif, une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres, annuellement ;

Au protonotaire de la cour supérieure, une somme n'excédant pas quatre mille piastres, annuellement ;

Au greffier de la cour supérieure, siégeant en révision, deux mille six cents piastres, annuellement ;

Au greffier de la cour de circuit, dans la cité de Montréal, une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres, annuellement ;

Au greffier de la couronne, une somme n'excédant pas mille deux cents piastres, annuellement.

Au greffier de la paix, une somme n'excédant pas deux mille piastres, annuellement;

2. Chaque fois qu'une des charges ci-dessous mentionnées est remplie par deux ou un plus grand nombre de personnes collectivement, le lieutenant-gouverneur peut ajouter au salaire qu'il est ainsi autorisé à accorder pour cette charge, des sommes additionnelles n'excédant pas celles ci-dessous spécifiées, savoir :

Somme additionnelles accordées aux charges remplies par des conjoints.

#### I.—DANS LE DISTRICT DE QUÉBEC :

A la charge de protonotaire de la cour supérieure, une somme n'excédant pas deux mille piastres, annuellement :

A la charge de greffier de la cour de circuit, dans la cité de Québec, une somme n'excédant pas quatre cents piastres; annuellement ;

A la charge de greffier de la paix, une somme n'excédant pas huit cents piastres, annuellement.

#### II.—DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL :

A la charge de protonotaire de la cour supérieure, une somme n'excédant pas deux mille piastres, annuellement ;

A la charge de greffier de la cour de circuit, du circuit de Montréal, une somme n'excédant pas mille deux cents piastres, annuellement ;

A la charge de greffier de la paix, une somme n'excédant pas deux milles piastres, annuellement.

Chacune de ces sommes ne doit faire partie du salaire de la charge à laquelle elle est ainsi octroyée, que tant que la charge continue à être ainsi occupée et remplie par plusieurs personnes ; le lieutenant-gouverneur peut distribuer cette augmentation de salaire entre les personnes occupant et remplissant conjointement cette charge, de la manière qu'il le juge convenable, en égard au temps de service de chacune de ces personnes dans l'exercice de cette charge ou d'une charge semblable dans toute autre cour, dans les autres districts. S. R. B. C., c. 93, s. 5 ; 35 Vic., c. 5, s. 22 ; 43-44 V., c. 19, s. 6, et 51-52 V., c. 21, s. 3.

Durée de temps que ces sommes font partie du salaire.

**2697.** Dans le cas où deux ou plus des charges ci-dessus mentionnées, sont occupées et remplies par une seule et même personne, le lieutenant-gouverneur peut réduire et fixer à telle somme qu'il juge convenable, les salaires réunis de ces charges ; dans ce cas, la somme ainsi fixée forme tout salaire que cette personne a droit de recevoir à raison des charges par elle ainsi occupées et remplies ; le reste des salaires assignés à ces charges, respectivement, ait partie du fonds ci-dessus mentionné. S. R. B. C., c. 193, s. 6.

Réduction dans le cas de plusieurs charges remplies par un seul officier.

Certains officiers, non autorisés de recevoir honoraires, etc., pour leur profit personnel.

**2698.** Les crieurs, y compris les députés-crieurs et huissiers-audienciers, attachés à la cour du banc de la reine, et à la cour supérieure, dans chacun des districts ci-dessus mentionnés, et à la cour de circuit, aux chefs-lieux, où les personnes agissant en cette qualité dans ces cours respectivement, n'ont pas droit d'exiger et percevoir, pour leur profit personnel, les salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires quelconques accordés à tels crieurs respectivement.

Ces honoraires forment partie du fonds.

Ces salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires, forment partie du fonds ci-dessus mentionné, et sont perçus non par les crieurs, mais par les protonotaires ou greffiers de ces tribunaux respectivement.

Comptes à rendre par les protonotaires.

2. Ces protonotaires ou greffiers, sont obligés d'en rendre compte au trésorier, de la même manière et dans le même temps qu'ils sont obligés de le faire à l'égard des honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires attachés à leurs propres charges respectives. S. R. B. C., c. 93, s. 7.

Assignation de salaires fixée.

**2699.** A même le montant perçu annuellement des honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires, ainsi accordés aux crieurs, y compris les huissiers-audienciers, — le lieutenant-gouverneur peut assigner un salaire fixe et annuel à chacun d'eux, et le modifier également, de temps à autre, ainsi qu'il le juge convenable, lequel salaire ne doit pas excéder, dans tous les cas, la somme de mille piastres, annuellement.

Pouvoir du lieutenant-gouverneur de les diminuer ou les augmenter.

2. Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, diminuer ou augmenter les salaires de tous les grands constables, crieurs, assistants-crieurs, huissiers-audienciers, geôliers, guichetiers et gardiens de palais de justice d'une des cours susdites ; pourvu qu'aucun tel salaire n'excède, dans tous les cas, la somme de mille piastres, annuellement. S. R. B. C., c. 93, s. 8.

Emploi du fonds.

**2700.** Le montant des salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires, de quelque nature que ce soit, attachés aux charges désignées, et formant le fonds ainsi créé, est appliqué au paiement des salaires fixes assignés aux officiers ci-haut nommés, leurs députés et écrivains, et au paiement des autres sommes payables à même ce fonds.

Les salaires sont payés par paiements trimestriels.

Emploi du surplus de ce fonds.

2. En tout temps, le surplus de ce fonds, s'il y en a, après que les salaires et autres charges ou dettes payables sur icelui ont été acquittés, forme partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Dans le cas où le fonds n'égale pas le montant des salaires et des autres charges payables sur icelui, pour la même période, le déficit est payé à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. B. C., c. 93, s. 10.

Paiement des salaires s'il y a déficit.

**2701.** Sur tout excédant du fonds des honoraires, restant à l'expiration d'un trimestre, après le paiement des salaires assignés aux officiers, et avant que la balance soit versée dans le fonds consolidé du revenu, le lieutenant-gouverneur peut payer telle somme additionnelle qu'il croit juste à tout officier employé à l'administration de la justice, dans l'un ou l'autre des districts de Québec et Montréal, dont les services n'ont pas été, dans son opinion, suffisamment payés durant le trimestre.

Salaires additionnels dans le cas de surplus.

2. Toutefois, en aucun cas, une somme additionnelle ne doit être payée à un officier qui a reçu, comme salaire ou honoraires, une somme de deux cents piastres ou plus, pour ses services durant le trimestre, et le paiement additionnel fait à tout tel officier, dans le cours d'une année, ne doit pas excéder, avec le salaire ou les honoraires qu'il a reçus durant l'année, la somme de huit cents piastres. S. R. B. C., c. 93, s. 11.

Limite de ces salaires additionnels.

20.—FONDS D'HONORAIRES DANS LES DISTRICTS AUTRES QUE CEUX DE QUÉBEC ET MONTRÉAL.

**2702.** Les honoraires et émoluments d'office des divers officiers de la cour supérieure ou de la cour de circuit au chef-lieu, y compris les crieurs, assistants-crieurs et huisiers-audienciers, des shérifs, coroners, greffiers de la couronne et de la paix, dans tous les districts de la province, moins ceux de Québec et Montréal, sont, conformément aux dispositions de la section dix-huitième, du chapitre cinquième, du titre quatrième des présents statuts relatifs, concernant les timbres, perçus par ces officiers respectivement, mais ils doivent en rendre compte au trésorier de la province et les verser entre ses mains, déduction faite de toutes dépenses contingentes autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil, de la même manière et sujet aux mêmes dispositions que celles établies par la présente section pour les honoraires et émoluments des mêmes officiers dans les districts de Québec et Montréal. S. R. B. C., c. 93, s. 14, § 1, et 27-28 V., c. 5, s. 4.

Honoraires des officiers de justice ailleurs qu'à Québec et Montréal.

2. Les honoraires des crieurs, assistants-crieurs et huisiers-audienciers sont exigés, perçus, mis en compte et versés entre les mains du trésorier de la province, par les protonotaires ou greffiers de ces tribunaux. S. R. B. C., c. 93, s. 14, § 2.

Honoraires des crieurs, etc.

3. Les honoraires et émoluments perçus dans chaque district, forment un fonds à part qui est appelé "le fonds d'honoraires des officiers de justice du district de " y compris le district de Gaspé, divisé en deux comtés, et

Honoraires forment un fonds.

où le fonds dans chacun de ces comtés au chef-lieu est appelé "le fonds d'honoraires des officiers de justice du comté de Gaspé, ou de Bonaventure, selon le cas, et ce, aussi longtemps qu'il y aura dans chacun de ces comtés des officiers de justice, lequel fonds est distribué entre eux, sous forme de salaires annuels ou autrement, dans les proportions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, déterminer ;—la présente disposition ne devant pas affecter néanmoins les salaires des officiers occupant, le dix-neuvième jour de mai, mil huit cent soixante, quelqu'un des offices ci-haut mentionnés dans les districts des Trois-Rivières, St-François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa, lesquels continuent à percevoir les salaires qui leur sont accordés. S. R. B. C., c. 93, s. 14, §§ 3 et 4. et 27-28 V., c. 5, s. 4.

Rémunération des greffiers de la couronne et de la paix autres que ceux de Québec et Montréal.

**2703.** Excepté pour les districts de Québec et Montréal, auxquels les dispositions qui ont rapport à la rémunération des greffiers de la couronne et des greffiers de la paix, continuent à s'appliquer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, fixer la somme qui doit être payée aux officiers correspondants dans tous les autres districts de la province, comme rémunération des services par eux rendus, et pour et au lieu d'honoraires payables par la couronne.

Toute somme ainsi fixée doit être payée en conséquence. S. R. B. C., c. 93, s. 16.

§ 3.—*Des comptes à rendre au trésorier de la province.*

Comptes à rendre au trésorier de la province.

**2704.** Des comptes fidèles et détaillés de ces salaires, honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires, et des diverses dépenses imprévues et charges payables sur ce fonds sont rendus au trésorier de la province ; les sommes d'argent en provenant, sont, de temps à autre, payées et remises par les officiers autorisés à les percevoir, en la forme et suivant les instructions qui peuvent, de temps à autre, être prescrites par le trésorier de la province.

Leur attestation.

2. Les comptes qui doivent être rendus au trésorier en vertu de cette section, par les officiers publics y mentionnés, sont par eux reconnus vrais et fidèles, sous serment prêté, devant l'un des juges de la cour supérieure.

Comptes séparés par le trésorier.

3. Le trésorier tient des comptes distincts et séparés pour chaque district, du fonds d'honoraires des officiers de justice.

Comptes que doivent rendre les proto-notaires, etc.

4. Le shérif des districts de Québec et Montréal, le protonotaire de la cour supérieure dans l'un et l'autre de ces districts, et le greffier de la cour de circuit au chef-lieu pour l'un et l'autre d'iceux, doivent rendre compte au trésorier de la province, des honoraires et émoluments reçus par eux comme dans les autres districts ; tout excédant



restant après paiement des salaires des officiers, et des dépenses contingentes de ces charges, est, à la fin de chaque année, versé entre les mains du shérif, pour former partie du "fonds de bâtisses et des jurés" du district; cette disposition s'applique aussi aux honoraires perçus par le greffier de la couronne et le greffier de la paix dans ces deux districts, si le revenu excède les dépenses de leurs charges respectives. S. R. B. C., c. 93, s. 14, et s. 17, §§ 2, 3 et 4, et 27-28 V., c. 5, s. 4.

Application  
de cette dis-  
position.

**2705.** Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article précédent et celles de l'article 2702, le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, exempter les officiers auxquels elles s'appliquent, de verser entre les mains du trésorier de la province les honoraires qu'ils perçoivent, pourvu qu'ils en rendent compte; mais ils doivent verser entre les mains du trésorier, telle partie des honoraires que le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, détermine de temps à autre, pour faire face aux dépenses contingentes, ou toute partie d'iceux qui, en vertu de tel arrêté, doit être réservée pour former partie du "fonds de bâtisses et des jurés," dans un district quelconque. S. R. B. C., c. 93, s. 15.

Exemption  
de verser  
honoraires  
entre les  
mains du  
trésorier.

§ 4.—*Des députés et écrivains des officiers de justice dans les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa.*

**2706.** Chacun des officiers publics attachés aux tribunaux situés dans les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa, est obligé d'avoir un député, pour l'assister dans l'exercice de sa charge; lequel député il nomme par un acte sous son sceau et sceau.

Nomination  
de députés  
dans certains  
districts.

L'acte de nomination du député est inscrit dans le registre du tribunal.

2. Chaque député peut remplir les devoirs de l'officier public qui l'a nommé, et il continue à les remplir, advenant le décès, la destitution, la suspension ou la résignation de cet officier jusqu'à la nomination de son successeur.

Devoirs de  
ces députés.

3. Tout tel officier peut, en tout temps, destituer son député, et en nommer un autre à sa place; et tous ces officiers peuvent, s'ils le jugent à propos, nommer respectivement, en la manière et avec les formalités prescrites pour la nomination de leur premier député,—avec pouvoir également de les destituer—d'autres députés pour les assister en cette qualité, dans l'exercice d'une partie spéciale quelconque des devoirs de leur charge, laquelle partie doit être spécialement et clairement indiquée dans l'acte de nomination.

Leur destitu-  
tion.

Leurs pouvoirs.

A cet égard, tout tel député est autorisé à remplir les fonctions spéciales qui lui sont assignées, de la même manière que pourrait le faire l'officier public qui l'a nommé.

Responsabilité de ces officiers.

4. Ces officiers publics sont responsables, à toutes fins quelconques, de la conduite de chacun de leurs députés. S. R. B. C., c. 93, s. 12.

Nomination d'écrivains.

**2707.** Chacun de ces officiers doit avoir le nombre d'écrivains nécessaire pour la due exécution des devoirs de sa charge, et à chacun d'eux, ainsi qu'à leurs députés, il peut être accordé une rémunération raisonnable, sujette à l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur.

Liste des députés et écrivains fournie au sec. prov. Nombre et rémunération de ces officiers.

A cet effet, tout tel officier est tenu de fournir, chaque année, et plus souvent s'il en est requis, au secrétaire de la province, une liste des députés et écrivains qu'il emploie.

Quant à leur nombre et à leur rémunération, il est tenu de se conformer aux instructions qui peuvent lui être, de temps à autre, transmises à cet égard par le secrétaire de la province.

Par qui la rémunération est payée.

Le montant de la rémunération qui est payé par cet officier, est par lui porté en dépense dans chaque compte qu'il rend au trésorier de la province. S. R. B. C., c. 93, s. 13.

§ 5.—*De la commission accordée à certains officiers de justice sur les deniers perçus en vertu de l'acte*  
12 Victoria, chap. 112.

Allocation aux protonotaires pour percevoir etc., la taxe imposée par l'acte 43 V., c. 112.

**2708.** Le lieutenant-gouverneur en conseil a plein pouvoir et autorité d'allouer et accorder au protonotaire, greffier, registrateur, shérif ou officier autorisé à percevoir et recevoir la taxe ou le droit imposé par l'acte passé dans la douzième année du règne de Sa Majesté, et intitulé : " Acte pour pouvoir à la construction et réparation de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas Canada, " ou imposé, en tout temps, par arrêté en conseil, en vertu de cette loi, sur les procédures, matières et choses qui y sont déclarées passibles, telle somme qui lui parait juste et raisonnable, pour percevoir ces taxes et droits, pourvu que ces allocations n'excèdent pas le taux de deux et demi pour cent sur le montant de ces taxes ou droits ainsi perçus et reçus. S. R. B. C., c. 93, s. 21.

§ 6.—*Des extorsions par les officiers de justice.*

Peine imposée à l'officier coupable d'extorsion.

**2709.** Si quelque officier de justice, sous le prétexte de mettre à exécution quelque ordre du tribunal, se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou s'il ne paie pas les deniers qu'il a prélevés ou reçus, ou s'il n'en rend pas un compte fidèle, la cour supérieure, ou tout juge tenant la cour de circuit, peut s'enquérir, d'une manière sommaire, si la partie lésée juge à propos de porter plainte

devant lui ; le juge peut, à cet effet, assigner toutes les parties nécessaires et les obliger à comparaître et donner tel ordre pour le remboursement à la partie lésée de toute somme extorquée ou par le paiement de deniers ainsi prélevés ou reçus, avec les frais que le tribunal ou le juge croit à propos de donner ; si l'officier ne paie pas immédiatement la somme qu'il a l'ordre de payer, le juge peut le faire loger dans la prison commune du district, où il doit être détenu jusqu'à parfait paiement. S. R. B. C., c. 83, s. 167.

§ 7.—*Du tarif d'honoraires des officiers.*

10.—TARIF D'HONORAIRES DES PROTONOTAIRES, GREFFIERS, ETC.

**2710.** Le lieutenant-gouverneur peut faire, révoquer, modifier ou amender tout tarif des honoraires qui doivent être payés aux protonotaires de la cour supérieure, et aux greffiers de la cour de circuit, et possède et exerce tous les pouvoirs autrefois donnés aux juges de la cour supérieure, quant à ces tarifs ; mais les tarifs en vigueur lors de la mise à effet de ces statuts refondus demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient ainsi révoqués, modifiés ou amendés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. B. C., c. 93, s. 18.

Modification  
des tarifs  
d'honoraires  
par le lieute-  
nant-gouver-  
neur.

**2711.** Le pouvoir accordé au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'article précédent, de faire, modifier ou révoquer tout tarif d'honoraires pour certains officiers de la cour supérieure et de la cour de circuit, s'étend au pouvoir de faire et de modifier et révoquer tout tarif d'honoraires établi soit par acte de la législature ou autrement, pour le greffier des appels, les shérifs, greffiers de la couronne et de la paix, crieurs, assistants-crieurs et huissiers-audienciers, et tous les autres officiers de justice dont les honoraires doivent former partie du fond d'honoraires des officiers de justice créé par la présente section. S. R. B. C., c. 93, s. 19.

Modification  
des tarifs  
d'honoraires  
qui doivent  
faire partie  
du fonds.

**2712.** Le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire, modifier ou révoquer, de temps à autre, les tarifs pour les officiers ci-dessus, s'étend au pouvoir de faire et de modifier ou révoquer les tarifs d'honoraires pour les greffiers, crieurs, assistant-crieurs et huissiers-audienciers de la cour de circuit à tout endroit autre que le chef-lieu dans un district quelconque, bien que ces honoraires ne doivent pas former partie de ces fonds comme susdit, ou être versés entre les mains du trésorier de la province ; mais tout tarif d'honoraires pour les officiers ci-dessus mentionnés, en vigueur lors de la mise à effet de ces statuts refondus, continuera à l'être, tant qu'il ne sera pas modifié ou révoqué par le lieutenant-gouverneur.

Modification  
des tarifs  
d'honoraires  
qui ne doivent  
pas faire  
partie du  
fonds.

Tarif conti-  
nué jusqu'à  
modification

20.—TARIF D'HONORAIRES DES GREFFIERS DE SESSIONS DE LA PAIX,  
ET DES JUGES DE PAIX.Honoraires  
du greffier  
des sessions  
de la paix.

**2713.** Les honoraires du greffier des sessions spéciales, du greffier des sessions de la paix, ou des greffiers de juge de paix hors des sessions, sont déterminés, fixés et réglés de la manière suivante, savoir :

Tarifs à cet  
effet par les  
juges de paix  
en session  
générale.

Les juges de paix, dans leurs sessions générales pour les divers districts, doivent dresser, de temps à autre, à leur discrétion, des tarifs d'honoraires qui, à leur avis devraient être payés aux greffiers des sessions spéciales, greffiers des sessions de la paix et aux greffiers des juges de paix dans les limites de leurs juridictions respectives : ces tarifs, après avoir été signés par le président de chaque cour des sessions générales, sont soumis au secrétaire de la province, qui peut les amender s'il le juge à propos, et signer un certificat ou une déclaration portant que les honoraires spécifiés dans les tarifs ainsi faits et établis par ces juges de paix, ou tels que amendés, peuvent être exigés et perçus par les greffiers des sessions spéciales, les greffiers des sessions de la paix, et les greffiers des différents juges de paix : il en fait transmettre des copies aux divers greffiers de la paix, pour être par eux distribués aux juges de paix de leurs districts respectifs, lesquels juges de paix les remettent à leurs greffiers respectivement. S. R. C. c. 103, s. 74.

Approbation  
d'eux par  
sec. prov.Copies trans-  
mises aux  
greffiers des  
juges de paix.Pénalité con-  
tre le greffier  
qui reçoit de  
plus forts  
honoraires  
que ceux  
établis par le  
tarif.

**2714.** Si, après avoir reçu telle copie, le greffier exige ou reçoit pour des ouvrages ou des actes qu'il a faits en sa qualité de greffier, des honoraires plus considérables que ceux qui sont établis par ces tarifs, il devient passible pour toute semblable demande ou pour semblables honoraires ainsi reçus, d'une amende de quatre-vingts piastres, laquelle est recouvrée par action de dette devant tout tribunal ayant juridiction civile jusqu'à concurrence de ce montant, par quiconque institue la poursuite à cet effet. S. R. C. c. 103, s. 75.

Honoraires  
qui lui sont  
payés.

**2715.** Jusqu'à ce que ces tarifs aient été dressés, confirmés et distribués comme susdit, les greffiers peuvent demander et recevoir les mêmes honoraires qu'ils sont autorisés à recevoir en vertu de tout règlement établi par une cour de sessions générales ou autrement. S. R. C., c. 103, s. 76.

## § 8.—Du paiement des pénalités.

A qui les pé-  
nalisés sont  
payés.

**2716.** Tout mandat de saisie enjoint au constable ou à la personne à qui il est adressé, de payer la somme que ce mandat prescrit de prélever, au greffier de la paix, au greffier des sessions spéciales, au greffier des sessions de la paix, ou au greffier des juges de paix, du lieu où ces juges ont émis le mandat.

Si une personne qui a été condamnée à l'amende, et qui a reçu d'un juge de paix l'ordre de payer une somme d'argent, la paie à un constable ou à une autre personne, ce constable ou cette autre personne doit la verser aussitôt entre les mains du greffier de la paix, du greffier des sessions spéciales, du greffier des sessions de la paix, ou du greffier du juge de paix, suivant le cas. S. R. C., c. 103, s. 77.

Devoirs des constables qui les reçoivent.

**2717.** Si une personne, emprisonnée sur conviction ou ordre, pour défaut de paiement d'une amende ou d'une somme qu'elle est condamnée à payer, désire la payer avec les frais, avant l'expiration du terme de son emprisonnement, tel que fixé par l'ordre d'emprisonnement, elle doit la payer au geôlier ou gardien de la prison où elle est détenue ; et le geôlier les verse aussitôt entre les mains du greffier de la paix, du greffier des sessions spéciales, du greffier des sessions ou du greffier et du juge de paix, suivant le cas. S. R. C., c. 103, s. 78.

Pouvoir des détenus de les payer au geôlier.

**2718.** Toutes les sommes ainsi reçues par ce greffier, sont immédiatement par lui payées aux parties auxquelles elles doivent être payées respectivement, suivant les dispositions du statut sur lequel la plainte ou la dénonciation est fondée. S. R. C., c. 103, s. 79.

Devoir du greffier de les payer aux parties y ayant droit.

**2719.** Si ce statut ne fait pas mention des personnes auxquelles le paiement de ces services doit être fait, le greffier les paie au trésorier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où la personne a été condamnée à payer cette somme, et ce dernier lui en donne un reçu. S. R. C., c. 103, s. 80.

Dans certains cas le greffier les paie au trésorier municipal.

**2720.** Tout greffier des sessions spéciales, greffier des sessions de la paix, ou greffier de juges de paix, et tout geôlier ou gardien de prison, tiennent un compte exact et fidèle de toutes les sommes par eux reçues, à qui et quand elles ont été payées ; ils transmettent, une fois tous les trois mois, copie de ce compte, tiré au net, au greffier de la paix du district où le paiement a été fait, — et pareillement, ce dernier transmet, tous les trois mois, un semblable compte aux juges de paix assemblés en session générale de la paix du district. S. R. C., c. 103, s. 81.

Comptes que doivent tenir les greffiers et geôliers.

**2721.** Dans toutes les cités, villes et autres localités de la province où se tiennent des sessions générales, les greffiers de la paix agissent comme greffiers des juges de paix, et des juges des sessions de la paix. S. R. C., c. 103, s. 85.

Pouvoirs des greffiers de la paix d'agir comme greffiers des juges de paix.

## CHAPITRE HUITIÈME.

## DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS.

## SECTION I.

## DES PRISONS ET MAISONS DE CORRECTION

Prisons, considérées des maisons de correction.

**2722.** Chaque prison, dans tout district de la province est une maison de correction pour le district dont elle est la prison commune et doit continuer de l'être jusqu'à ce qu'un autre édifice soit déclaré par la loi, maison de correction pour ce district, et la présente disposition s'applique à toute prison bâtie à l'avenir.

Surveillance du shérif sur ces maisons.

2. La maison de correction est sous les seuls soins, surveillance et administration du shérif du district dans lequel elle est située, tant qu'elle est dans le même édifice, où se trouve la prison. S. R. B. C., c. 109, ss. 1 et 2.

Par proclamation du lieutenant-gouv. la prison d'un district peut être aussi la prison d'un autre.

**2723.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district.

Prisonniers peuvent être transférés d'une prison à une autre.

Tout prisonnier détenu dans une des prisons de ce district, peut être transféré dans une autre prison, lorsque le lieutenant-gouverneur le juge nécessaire, avec le même effet que si l'offense ou le crime pour lequel ce prisonnier est ainsi détenu, eût été commis dans le district où se trouve telle autre prison.

Pouvoir d'incarcérer dans l'une ou l'autre prison.

Toute personne arrêtée pour quelque offense ou crime, et dont l'incarcération a été ordonnée par autorité compétente, peut être incarcérée dans l'une ou l'autre de ces prisons avec le même effet. 34 V., c. 9, s. 1.

Durée de l'emprisonnement après le transfert.

**2724.** Tout tel prisonnier doit être détenu dans cette autre prison jusqu'à ce qu'il soit dûment élargi, suivant la loi, ou jusqu'à ce qu'il soit de nouveau ramené dans la prison d'où il a été ainsi transféré pour subir son procès devant le tribunal compétent.

Lettre du secrétaire provincial suffisante pour transférer.

2. Une lettre du secrétaire de la province autorisant le transfert ou le retour du prisonnier, est suffisante, et en vertu d'icelle et du présent chapitre, le shérif peut le transférer ou le ramener, suivant le cas, et lui ou ses députés, en agissant ainsi, ont, relativement au prisonnier dans le district où il est transféré, et dans tout district qu'il traverse avec eux, les pouvoirs qu'ils auraient dans leur propre district.

Pouvoirs des shérifs et des geôliers.

Le shérif et le geôlier du district dans la prison duquel le prisonnier est transféré, et leurs députés, ont sur lui, depuis le temps où il a été remis aux dits shérif ou geôlier,

les mêmes pouvoirs qu'ils auraient eus si ce prisonnier eut été écroué en premier lieu dans la prison du district mentionné en dernier lieu. 34 V., c. 9, s. 2.

**2725.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le juge à propos, ordonner, dans un district, la construction d'une ou de plusieurs autres prisons que celle déjà existante, ou l'acquisition ou l'emploi d'une ou plusieurs bâties convenables pour servir de prisons, et déclarer que telles prisons ou bâties, sont des prisons communes et des maisons de correction du district.

Lient.-gouver. peut ordonner la construction d'autres prisons pour servir aussi de prisons communes dans le district.

Tout prisonnier détenu dans une des prisons communes de tel district peut être transféré de cette dernière prison dans une autre prison commune du district, lorsque le lieutenant-gouverneur le juge nécessaire, avec le même effet que s'il n'y avait qu'une prison commune dans le district.

Prisonniers peuvent être transférés d'une prison à une autre.

Toute personne arrêtée pour quelque offense ou crime, et dont l'incarcération a été ordonnée par autorité compétente, peut être écrouée dans toute prison commune du district. 34 V., c. 9, s. 3.

Pouvoirs d'incarcérer les prisonniers dans une prison quelconques.

**2726.** Le lieutenant-gouverneur peut nommer, dans chacun des districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières, respectivement, trois personnes étant juges de paix pour le district, lesquelles forment un comité qui a la surveillance de la maison de correction ; ce comité doit fournir les matériaux et choses nécessaires à l'usage et à l'emploi des personnes qui y sont confinées et faire des règlements pour la gouverne de telle maison et des maîtres d'icelle, ainsi que des personnes y confinées dans tous les cas non prévus par la loi.

Comités chargés de la surveillance des maisons de correction et de faire des règlements.

Ces règlements sont mis à exécution après avoir été approuvés par la cour du banc de la reine dans chacun de ces districts à tout terme tenu en matières criminelles.

Exécution des règlements.

Sujet à l'approbation donnée de la même manière par la cour du banc de la reine, les comités doivent faire, aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire, d'autres règlements soit pour abroger ceux déjà existants, soit pour leur être ajoutés.

Amendement, etc., de ces règlements.

Ces règlements ne doivent, dans tous les cas, autoriser aucune personne à fouetter ou à faire fouetter des prisonniers détenus dans telle maison de correction. S. R. B. C., c. 109, s. 5.

Prohibition du fouet.

**2727.** Jusqu'à ce que des maisons de correction séparées soient désignées dans les districts ci-haut mentionnés, le lieutenant-gouverneur peut avancer, annuellement, aux comités dans chacun d'iceux, sur les deniers non affectés, entre les mains du trésorier de la province, une somme

Sommes affectées au soutien de ces maisons.

n'excédant point huit cents piastres pour le district de Québec,—une somme n'excédant point huit cents piastres pour le district de Montréal,—et une somme n'excédant point quatre cents piastres pour le district de Trois-Rivières.—afin de donner à ces comités les moyens de louer, ou autrement se procurer, une bâtisse propre et convenable pour servir de maisons de correction temporaires,—ainsi que tels autres arrangements que l'exécution du travail à y faire peut rendre nécessaires, et aussi de fournir les matériaux et choses nécessaires pour l'usage et l'emploi des personnes confinées dans ces maisons de correction, et d'accorder des salaires raisonnables aux surintendants et aux gardiens d'icelles dans chacun de ces districts. S. R. B. C., c. 109, s. 6.

Somme additionnelle accordée à la maison de correction de Montréal

**2728.** En raison de l'augmentation de la population du district de Montréal, et du grand nombre de prisonniers dans la maison de correction d'icelui, le lieutenant-gouverneur peut avancer, à même les fonds ci-haut mentionnés pour les fins susdites, telle autre somme qui est jugée nécessaire, sur la représentation du comité chargé de la surveillance de telle maison de correction et l'approbation du lieutenant-gouverneur, mais la somme avancée, en outre de la somme annuelle ci-dessus mentionnée de huit cents piastres, ne doit pas excéder la somme de quatre cents piastres par année. S. R. B. C., c. 109, s. 7.

Parties de ces maisons consacrées aux maisons de correction.

**2729.** Le lieutenant-gouverneur peut affecter, pour la maison de correction, les parties des prisons communes dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, qui peuvent être inoccupées, et être convenablement consacrées à cet objet sur le rapport des membres de comité chargé de surveiller la maison de correction. S. R. B. C., c. 109, s. 8.

#### SECTION II.

##### DE L'ENTRETIEN DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS.

Titre de propriété des palais de justice et prisons.

**2730.** Le titre de propriété du palais de justice et de la prison de district, au chef-lieu ou auprès, dans et pour chacun des districts de la province,—et du palais de justice et de la prison à chacun des chefs-lieux dans le district de Gaspé, savoir : dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, aussi longtemps qu'il y aura dans chacun de ces comtés des officiers de justice distincts,—appartient au shérif de ce district ou comté, selon le cas, pour le temps d'alors et à ses successeurs en office pour toujours ; et lui et chacun de ses successeurs en office, forment une corporation à l'effet de les posséder, mais sans pouvoir les grever, les aliéner ou les hypothéquer. S. R. B. C., c. 109, s. 11.



**2731.** Il est du devoir de chaque shérif de faire assurer le palais de justice et la prison contre les pertes résultant du feu, pour un montant et par une compagnie d'assurance qui doivent être approuvés par le commissaire des travaux publics ; et en cas de perte par le feu, le shérif a droit de recouvrer ce qui est dû en vertu de la police : lequel montant ainsi recouvré est employé pour réparer ou reconstruire l'édifice détruit ou endommagé.

Assurance  
contre le feu  
de ces palais  
de justice.

2. Aussi longtemps que le commissaire des travaux publics fait assurer un palais de justice et une prison construits ou réparés en vertu de la douzième Victoria, chapitre cent douze, le shérif à qui appartient le titre de propriété du palais de justice ou de la prison n'est pas tenu de les faire assurer.

Assurance  
par le com-  
missaire des  
trav. p. dans  
certains cas.

3. Le commissaire des travaux publics peut faire assurer, contre les pertes résultant du feu, un palais de justice et une prison pour la construction ou la réparation desquels il a été émis des débentures sous l'autorité du dit acte douze Victoria, chapitre cent douze, jusqu'à ce que le principal de ces débentures et l'intérêt d'icelui soient entièrement acquittés ; et toute assurance déjà effectuée sur ce palais de justice ou cette prison, n'est nullement affectée par le présent article. S. R. B. C., c. 109, ss. 12 et 13, et 50 V., c. 7, s. 1.

Idem.

Assurances  
déjà effec-  
tuées.

**2732.** Le titre de propriété d'un palais de justice de comté, et de l'emplacement sur lequel il est construit appartient à la municipalité de comté pour les intérêts ou droits qu'elle y a acquis. S. R. B. C., c. 109, s. 14.

Titre de pro-  
priété des  
palais de jus-  
tice de comté.

**2733.** Pour tenir en bon état de réparations les palais de justice et prisons de district,—y compris ceux mentionnés plus haut dans le district de Gaspé, chaque comté de ce district étant considéré comme un district,—et pour payer les petits jurés dans les affaires criminelles dans ces districts, il y a dans et pour chaque tel district, un fonds appelé “ Le fonds de bâtisses et des jurés pour le district de ” (suivant le cas,) ou du comté de Bonaventure ou de Gaspé, (suivant le cas) lequel est composé de :

Fonds pour  
réparer les  
palais de jus-  
tice et pr-  
isons, et payer  
les petits  
jurés.

1. Toutes les amendes, forfaitures et peines pécuniaires, perçues dans le district, en vertu des sections première et quatrième, du chapitre premier du titre septième, des présents statuts refondus, qui ont rapport à la police dans les cités de Québec et Montréal. S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 1, et s. 26.

Ce dont il est  
composé.

2. La part de la couronne dans toutes les amendes, forfaitures ou peines pécuniaires, perçues dans le district,

Amendes  
appartenant  
à la couronne

dans les cas  
de certains  
délits.

sur convictions sommaires, dans les cas de délits contre la personne et la propriété, lorsqu'elles reviennent à la province ; (\*) S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 2.

Idem.

3. La part de la couronne, dans toutes les amendes, forfaitures et peines pécuniaires perçues dans le district, en vertu du chapitre cinquième, du titre neuvième des présents statuts refondus, relativement au bon ordre dans ou près des endroits consacrés au culte public ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 3.

De l'excédant  
du fonds  
d'hon. des off.  
de Q. et M.

4. Tout excédant du fonds d'honoraires des officiers de justice à Québec et à Montréal, après avoir acquitté les charges sur ce fonds ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 4.

Du percen-  
tage sur les  
deniers per-  
çus en vertu  
d'exécution.

5. Un pour cent sur les deniers perçus par le shérif du district, ou par tout huissier y résidant, en vertu d'exécution dans quelque cause civile, ce pourcentage devant être retenu par le shérif ou par l'huissier, à même la somme rapportée devant le tribunal, et payable à chaque partie colloquée dans et par le jugement de distribution ; 28 V., c. 12, s. 1.

Des amendes  
perçues en  
vertu des lois  
relatives aux  
jeunes délin-  
quants, etc.

6. Toutes les amendes perçues dans le district en vertu des chapitres 176 et 177 des Statuts révisés du Canada, concernant l'administration sommaire de la justice criminelle, et concernant les jeunes délinquants ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 6.

Des amendes  
perçues  
pour mépris  
de cour.

7. Toutes les amendes perçues dans le district pour mépris de cour, ou pour le défaut de comparution des jurés ou des témoins, ou pour désobéissance aux ordres de la cour ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 7.

Des amendes  
perçues  
pour abus  
préj. à l'agri-  
culture.

8. Toutes les amendes perçues dans le district, en vertu de l'article 5543 des présents statuts refondus ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 8.

Des amendes  
appartenant  
au fonds.  
Des produits  
de certaines  
taxes.

9. Toutes les amendes et forfaitures appartenant au fonds en vertu de l'article 2739 ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 9.

10. Les produits de toute taxe perçue en vertu des articles 2748, 2749 et 2750, dans tout district, excepté la portion qui n'est pas perçue au chef-lieu ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 10.

De l'excédant  
des hon. des  
off. de j.  
payables au  
fonds de bâ-  
tisses et des  
jurés.

11. Tout excédant ou autre partie des honoraires perçus par les officiers de justice et payables au fonds de bâtisses et des jurés, en vertu des dispositions des articles 2704 et 2705, relativement aux honoraires des officiers de justice, et les produits de toute contribution additionnelle, imposée en vertu de l'article 2738 ; S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 11.

De certaines  
contributions  
imposées sur  
les municipa-  
lités.

12. Une contribution annuelle de douze piastres, imposée sur chaque autre municipalité dans le district, sujette aux exceptions et dispositions suivantes, savoir : 45, V., c. 25, s. 1.

(\*) Voir Statuts révisés du Canada, c. 180, s. 3.

Les municipalités locales ou corporations des cités de Québec et Montréal contribuent chacune pour le double du montant total qui est ainsi prélevé par toutes les autres municipalités locales, dans les limites des districts de Québec et Montréal, respectivement; Contribution des cités de Québec et Montréal.

Les municipalités locales ou corporations des cités de Trois-Rivières et Sherbrooke contribuent chacune pour un cinquième du total qui est ainsi prélevé par toutes les autres municipalités locales dans les limites des districts de Trois-Rivières et St-François, respectivement. S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 12. Contributions des cités de Trois Rivières et Sherbrooke.

Ces contributions sont payées par telles municipalités respectivement, au percepteur du revenu de la province pour le district de revenu dans lequel elles sont respectivement situées, le premier jour juridique du mois de juillet de chaque année; à défaut de paiement par une municipalité du montant qu'elle doit, le jour ci-dessus spécifié, chaque année, ces contributions peuvent être recouvrées, avec les frais, par une action intentée en son nom pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu de la province, devant tout tribunal de juridiction compétente. Proviso.

Chaque tel percepteur du revenu est tenu de remettre les montants qu'il perçoit au shérif du district, au fonds de bâtieses et des jurés duquel ils appartiennent respectivement, et en même temps, de transmettre un état de ces paiements au trésorier de la province; 46 V., c. 17, s. 1. Paiement de ces contributions.

13. Toute autre somme qui, aux termes de la loi, doit former partie du "fonds de bâtieses et des jurés." S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 13. Devoir du percepteur du revenu en les percevant.

L'expression "municipalité locale," dans cet article, comprend la corporation de toute cité ou ville constituée en corporation dans la province. S. R. B. C., c. 109, s. 15, § 12. Autres sommes qui forment partie du fonds.

**2734.** La contribution annuelle exigible des municipalités locales au fonds de bâtieses et des jurés, pour le district où elles sont respectivement situées, n'est payable dans aucun district, quand les autres sources de revenu constituant ce fonds sont suffisantes sans telle contribution pour supporter les charges du fonds pour ce district. 45 V., c. 25, s. 3. Interprétation.

**2735.** Le fonds de bâtieses et des jurés pour chaque district est reçu et déboursé par le shérif, qui, sauf les dispositions du paragraphe 12, de l'article 2733, peut exiger et recouvrer de toute personne tous les deniers appartenant au dit fonds, et il en rend compte au trésorier, au temps et en la manière et forme que ce dernier indique,—et ce compte est vérifié par le bureau de la trésorerie. Paiement des contributions annuelles des municipalités au fonds de bâtieses et des jurés.

Le shérif est considéré comme un officier employé à la perception du revenu dans le sens du chapitre cinquième, Par qui le fonds est reçu.

Le shérif, considéré comme

officier du  
revenu.

du titre quatrième des présents statuts réfondus; tout excédant de deniers formant partie de ce fonds, peut être placé, par le shérif, en effets du gouvernement, avec l'approbation du trésorier de la province, et aux conditions qu'il juge à propos. S. R. B. C., c. 109, s. 17; 46 V., c. 4. s. 19; 46 V., c. 17, s. 1, et 49-50 V., c. 101, s. 72.

S'il devient  
nécessaire de  
reconstruire  
un palais de  
justice ou une  
prison de  
district.

**2736.** S'il devient nécessaire, en un temps quelconque, de reconstruire ou d'agrandir un palais de justice ou une prison de district, la reconstruction ou l'agrandissement est fait par le commissaire des travaux publics, mais aux frais des municipalités dans le district.

Déficit payé  
par les muni-  
cipalités, si  
le fonds  
créé ne suffit  
pas.

Si le fonds créé par les articles immédiatement précédents, ajouté à la somme recouvrée par le shérif pour l'assurance sur ce palais de justice ou cette prison, ne suffit pas pour défrayer les dépenses de reconstruction ou d'agrandissement, la somme requise pour combler le déficit est fournie par les municipalités, dans les proportions mentionnées dans le douzième paragraphe de l'article 2733, et est versée entre les mains du shérif, dans le temps prescrit par le lieutenant-gouverneur en conseil, après que la reconstruction ou l'agrandissement a été commencé, et si elle n'est pas ainsi payée, elle peut être recouvrée par le shérif de la même manière et avec les mêmes pouvoirs que ceux prescrits et conférés pour le recouvrement des contributions mentionnées dans le douzième paragraphe du dit article 2733.

Proportion de  
la contribu-  
tion.

Recouvre-  
ment d'icelle.

Les deniers entre les mains du shérif, applicables à cet agrandissement, sont déboursés sous la direction du commissaire des travaux publics. S. R. B. C., c. 109, s. 18, et 50 V., c. 7, s. 1.

Diminution  
des contribu-  
tions si le  
fonds devient  
trop considé-  
rable.

**2737.** Si, en un temps quelconque, le fonds de bâtieses et des jurés dans un district se trouve trop considérable pour les fins auxquelles il est déclaré applicable, les contributions à ce fonds, par les municipalités locales dans ces districts, peuvent être diminuées par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil jusqu'à telle somme qu'il juge convenable. S. R. B. C., c. 109, s. 19.

Augmenta-  
tion des con-  
tributions si le  
fonds est  
insuffisant.

**2738.** Si, en un temps quelconque, dans un district, le fonds se trouve insuffisant pour les fins d'icelui, les contributions peuvent être augmentées par un arrêté de même nature, jusqu'à telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger suffisante—mais en observant la même proportion quant au montant payable par diverses municipalités. S. R. B. C., c. 109, s. 19.

Amendes qui  
forment par-  
tie du fonds.

**2739.** Tous les deniers provenant, dans un district, des amendes versées entre les mains du greffier de la paix

ou de la couronne, de la forfaiture des cautionnements ou obligations, et ne formant pas partie du fonds consolidé du revenu de cette province, sont versés entre les mains du shérif de tel district et font partie du " fonds de bâtisses et des jurés " de ce district.

Le prix ou la valeur du terrain sur lequel est construit un palais de justice ou une prison, au chef-lieu ou auprès du chef-lieu, dans ce district, qui n'est pas encore acquitté, est payé à même ce fonds. Prix du terrain, etc., payé à même ce fonds. S. R. B. C., c. 109, s. 21.

**2710.** Toutes les fois qu'il devient nécessaire de construire ou de reconstruire un palais de justice ou une prison dans un district, ce palais de justice ou cette prison peut être érigé au chef-lieu du district ou auprès du chef-lieu, à tel endroit que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit, et aussitôt que l'édifice est prêt, il est employé pour toutes les fins de l'administration de la justice. Fixation du site des palais de justice et prisons.

2. Les pouvoirs et la juridiction délégués au shérif d'un district, autre que ceux de Québec et Montréal, peuvent être exercés par tout shérif dans et pour les comtés de Gaspé ou Bonaventure, dans le district de Gaspé, selon le cas, aussi longtemps qu'il y aura dans chacun de ces comtés des officiers de justice distincts, et par le député de tout tel shérif. Pouvoirs délégués à certains shérif. S. R. B. C., c. 109, s. 22.

**2711.** Dans tous les cas où il devient nécessaire de reconstruire un palais de justice ou une prison, le shérif du district peut, durant sa construction, se procurer, au chef-lieu ou auprès d'icelui, à l'endroit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'usage temporaire d'une bâtisse convenable pour un palais de justice ou pour une prison, ou les deux, selon le cas, laquelle est employée, pour les fins de l'administration de la justice en matières civiles et criminelles, de la même manière et avec le même effet légal qu'un palais de justice ou une prison à l'état permanent pourrait l'être. Bâtisses temporaires dans le cas de reconstruction. S. R. B. C., c. 109, s. 23.

**2712.** Le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, autoriser le trésorier à prélever, de temps à autre, par l'émission de débentures provinciales, et aux conditions jugées convenables, telles sommes de deniers qui sont nécessaires pour faire face aux dépenses de la reconstruction, de la réparation ou de l'agrandissement d'un palais de justice ou d'une prison dans tout district. Mode de prélever les fonds nécessaires à la reconstruction.

Les débentures ainsi émises sont la première charge sur le fonds de bâtisses et des jurés pour le district, ou pour le comté de Gaspé ou de Bonaventure, selon le cas, et sont payées à même ce fonds. Garantie des débentures. S. R. B. C., c. 109, s. 24.

**2713.** Si, dans un district, un palais de justice ou une prison n'est plus nécessaire pour l'usage de ce district, le Vente des palais et pri-

sons non re- commissaire des travaux publics peut les faire vendre  
quises. ainsi que l'emplacement sur lequel ils sont construits ;  
Produit de la Le produit de la vente forme partie du fonds de bâtisses  
vente. et des jurés pour le district, ou pour le comté de Gaspé  
ou de Bonaventure, selon le cas. S. R. B. C., c. 109, s. 25,  
et 50 V., c. 7, s. 1.

## SECTION III.

DES ALLOCATIONS AUX MUNICIPALITÉS DE COMTÉ POUR LEURS PALAIS  
DE JUSTICE.

Allocation  
aux comtés  
dans lesquels  
il n'y a pas  
de cour de  
district, pour  
construire un  
palais de jus-  
tice de comté.

**2744.** A même le fonds des municipalités de la province de Québec, mentionné dans la section cinquième, du chapitre deuxième du titre onzième de ces statuts refondus, il est accordé à chaque municipalité de comté, dans laquelle il n'y a pas de cour de district, la somme de douze cents piastres, pour construire ou se procurer un palais de justice de comté, à un endroit approuvé par le lieutenant-gouverneur, comme celui où devrait être tenue la cour de circuit dans ce comté, et sur un emplacement qui doit être fourni par la municipalité locale dans laquelle il est situé, libre de toutes charges et approuvé par le commissaire des travaux publics.

Paiement de  
l'intérêt sur  
celle jusqu'à  
ce qu'elle soit  
requisse.

Jusqu'à ce que cette somme soit requise pour cette fin, l'intérêt en est payé annuellement au comté pour les fins municipales, ou à l'option du comté, ajouté à telle somme pour être employée à construire ou se procurer un meilleur palais de justice.

S'il y a plus  
d'un palais de  
justice dans le  
comté.

S'il y a plus d'un palais de justice à construire dans le comté, le second et tous, à l'exception du premier, doivent être construits aux frais du comté, sur un emplacement fourni comme susdit par la municipalité locale dans laquelle il doit être construit. S. R. B. C., c. 110, s. 7, et 50 V., c. 7, s. 1.

Allocation  
aux comtés  
où la cour de  
circuit n'est  
pas tenue.

**2745.** A même ce fonds, il est accordé à chaque municipalité de comté dans laquelle il n'y a pas de cour de district, et dans laquelle aucun endroit ne peut être choisi ou continué comme celui où doit être tenue la cour de circuit, la somme de six cents piastres pour des fins municipales. S. R. B. C., c. 110, s. 8.

S'il existe  
dans un comté  
un palais de  
justice qui  
n'est point  
requis.

**2746.** Si, dans un comté, il y a un palais de justice qui n'est point requis pour l'usage du comté, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut le faire vendre et ajouter le produit de la vente à la part du fonds des municipalités revenant au comté, si le chef-lieu du district n'est pas dans ce comté, dans le but de contribuer à y construire le palais de justice. S. R. B. C., c. 110, s. 9.

**2747.** Toutes les cours qui doivent être tenues à l'endroit où un palais de justice est construit en vertu de la présente section, doivent être tenues dans ce palais de justice, à moins que le lieutenant-gouverneur, dans le cas où l'édifice serait détruit ou grandement endommagé n'ordonne, comme il le peut, de les tenir dans quelque autre édifice. S. R. B. C., c. 110, s. 11.

Endroit où est tenue la cour.

## SECTION IV.

## DES TAXES SUR LES PROCÉDURES JUDICIAIRES DANS L'INTÉRÊT DU FONDS DE BÂTISSSES ET DES JURÉS.

**2748.** Le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, imposer la taxe ou le droit qu'il juge convenable sur les procédés judiciaires, dans tout district, et sur les clôtures d'inventaires, les assemblées de parents et d'amis, les insinuations ou les enregistrements dans les bureaux de ces cours, les nominations de tuteurs ou curateurs, l'apposition ou la levée des scellés, les vérifications de testaments ou autres matières semblables, aussi sur toute procédure devant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, et les séances d'un ou des juges de paix, des juges des sessions de la paix, des shérifs, sur toute procédure devant un recorder ou une cour de recorder, et généralement sur toute procédure devant un juge de paix ou officier de justice ou ministériel ou devant tout tribunal quelconque. S. R. B. C., c. 109, s. 32, § 1; 31 V., c. 16, s. 9; 46 V., c. 16, s. 62, et 47 V., c. 11, s. 7.

Imposition de taxes sur les procédures.

**2749.** Les dispositions de l'acte 12 V., c. 112, relatives à la construction et réparation de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas Canada, continuent à s'appliquer à l'impôt, à la perception et au paiement de cette taxe ou de ce droit, et ce conformément aux dispositions de la section dix-huitième, du chapitre cinquième, du titre quatrième des présents statuts refondus, relativement aux timbres.

Application de l'acte 12 V., c. 112.

Ces droits ou taxes forment partie du fonds de bâtiesses et des jurés. S. R. B. C., c. 109, s. 32, § 2, et 27-28 V., c. 5, s. 4.

**2750.** Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, réserver, par arrêté en conseil, la partie des honoraires du greffier ou du crieur de ces cours de circuit, tenue à un endroit autre que le chef-lieu du district, qu'il juge à propos d'affecter au paiement de toutes dépenses contingentes pour l'entretien de ces cours. S. R. B. C., c. 109, s. 32, § 3.

Application des honoraires des greffiers ou crieurs pour l'entretien des cours.

Perception ne peut se faire qu'une fois, en vertu de 12 V., c. 112.

**2751.** La somme d'argent à être perçue dans tout district, en vertu de la quatrième section de l'acte 12 V., c. 112, relativement à la construction et la réparation des maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas Canada, ou en vertu du paragraphe cinq de l'article 2733, ne peut être perçue qu'une fois. S. R. B. C., c. 109, s. 33, § 1.

Articles précédents non exercés dans certains cas.

**2752.** Le pouvoir accordé par les articles 2748, 2749 et 2750, d'imposer une taxe ou un droit n'est pas exercé à l'égard des endroits mentionnés dans l'acte 12 V., c. 112, quant aux items, procédures ou documents sur lesquels une taxe ou un droit est maintenant perçu en ces endroits tel que imposé sous l'autorité de la section cinq du dit acte, aussi longtemps qu'il continuera d'y être perçu pour les fins d'icelui. S. R. B. C., c. 109, s. 33, § 2.

Emploi de l'excédant de la taxe.

**2753.** L'excédant de cette taxe ou de ce droit perçu en quelqu'un de ces endroits, restant après paiement du principal et des intérêts dus sur les débentures émises sous l'autorité du dit acte pour et à l'égard de tels endroits, forme partie du dit "fonds de bâtisses et des jurés" du district dans lequel cet endroit est situé. S. R. B. C., c. 109, s. 33, § 3.

#### SECTION V.

##### DE LA CONTRIBUTION POUR LA GARDE DES PRISONS DANS LES CITÉS DE QUÉBEC ET MONTRÉAL.

Contribution annuelle des cités de Montréal et Québec.

**2754.** Conformément aux dispositions de l'acte 14-15 Vict., c. 129, la corporation de la cité de Montréal doit contribuer en une somme de pas plus de deux mille quatre cents piastres annuellement, et la corporation de la cité de Québec, en une somme de seize cents piastres annuellement pour la garde des prisons dans ces cités respectivement.

Si les fonds ordinaires sont insuffisants.

2. Dans le cas où les fonds ordinaires de ces corporations se trouveraient insuffisants pour faire face aux contributions qui doivent être faites, en vertu de la présente section, ou de l'acte 14-15 V., c. 129, il est loisible au conseil de chaque corporation d'imposer pour cette fin une taxe ou cotisation spéciale en outre du montant pour lequel ce conseil est alors autorisé à imposer des taxes ou cotisations;—et d'affecter à cette fin toute partie des honoraires de la cour de recorder, ou d'imposer sur les procédés en cette cour une taxe spéciale afin de former un fonds pour cet objet. S. R. B. C., c. 109, ss. 29 et 30.

Certaines dispositions continuées.

**2755.** Rien, dans la présente section, ne peut invalider, en aucune manière, les dispositions de l'acte 12 V., c. 112, relatif à la construction et réparation des maisons de



justice et prisons dans certains endroits du Bas Canada ; mais toutes les dispositions de cet acte doivent demeurer en vigueur quant aux districts y mentionnés et jusqu'à ce que le dit acte ait eu son entier accomplissement. S. R. B. C., c. 109, s. 31.

## SECTION VI.

## DES LIQUEURS ENIVRANTES DANS LES PRISONS.

**2756.** Il ne peut être vendu, fourni ou donné aucune boisson spiritueuse ou liqueur enivrante aux personnes détenues dans quelque prison de la province, à moins qu'elle ne soit ordonnée ou donnée par ordre d'un médecin, chirurgien ou pharmacien licencié.

Défense d'introduire des liqueurs spiritueuses.

2. Si un geôlier, gardien ou officier d'une prison, vend, prête, fourni ou donne, permet, ou souffre, sciemment, que des liqueurs spiritueuses ou autres liqueurs enivrantes soient vendues, prêtées fournies ou données dans une prison ou y apportées, pour l'usage de tout prisonnier y détenu excepté les liqueurs spiritueuses ou enivrantes qui peuvent être ordonnées ou données comme susdit, ce geôlier ou gardien ou cet autre officier, forfait et paie pour chaque semblable offense la somme de quarante piastres ;— et pour une deuxième offense, en outre de telle amende, il encourt la perte de sa charge.

Peines imposées aux officiers qui en procurent.

Cette amende est recouvrée avec dépens devant toute cour d'archives en cette province,—moitié en est payée à Sa Majesté, et l'autre moitié appartient à la personne qui en fait la poursuite.

Recouvrement de la pénalité.

3. Si une personne porte ou apporte, ou essaie de porter ou apporter dans quelqu'une des prisons, des liqueurs spiritueuses ou autres liqueurs enivrantes, excepté celles ordonnées ou données comme susdit, le geôlier, le gardien ou l'officier, dans une telle prison, peut arrêter le délinquant et le conduire devant un juge de paix pour le district dans lequel la prison est située, lequel peut entendre et rendre jugement sur l'offense d'une manière sommaire, et, sur conviction, envoyer ce délinquant à la prison commune ou à la maison de correction pour y être détenu pour un terme n'excédant pas trois mois. S. R. B. C., c. 109, s. 9.

Peines imposées à ceux qui en introduisent.

## SECTION VII.

## DES INSPECTEURS DE PRISONS ET AUTRES INSTITUTIONS.

§ 1.—*De la nomination de ces inspecteurs.*

**2757.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, en vertu de cette section, des personnes compétentes,

Nomination d'inspecteurs de prisons.

au nombre de trois au plus, comme inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions, et nommer l'un d'eux pour être leur président.

Durée de leur charge.

Ces inspecteurs restent en charge durant bon plaisir. 31 V., c. 23, s. 1.

Absence du président.

**2758.** Au cas d'absence du président, un autre inspecteur peut être nommé par le lieutenant-gouverneur pour agir en son lieu et place durant son absence. 31 V., c. 23, s. 4.

### § 2.—Des assemblées des inspecteurs.

Lieu de leurs assemblées.

**2759.** Les inspecteurs tiennent leurs assemblées comme bureau, aux places que le lieutenant-gouverneur fixe de temps à autre;—le président préside le bureau et, avec un autre inspecteur, il forme un quorum à leurs assemblées pour toutes les fins quelconques. 31 V., c. 23, s. 2.

Président.

**2760.** Le président a son vote ordinaire comme inspecteur, et dans le cas d'une division égale de voix, il a de plus la voix prépondérante.

Minute qu'il tient.

Il tient une minute régulière des procédés de chaque assemblée et il la signe. 31 V., c. 23, s. 3.

### § 3.—Des devoirs des inspecteurs.

Visite des inspecteurs.

**2761.** Selon qu'ils peuvent le déterminer, ou selon que le lieutenant-gouverneur l'ordonne, les inspecteurs, séparément ou en corps, visitent et examinent toutes les prisons, maisons de correction et prisons, ou places de détention, dans cette province, aussi souvent qu'ils le décident entre eux ou qu'il leur est prescrit par le lieutenant-gouverneur, mais au moins deux fois l'an.

Inspection des livres.

Les inspecteurs ou chacun d'eux, peuvent interroger quiconque tient une charge ou reçoit un salaire ou des émoluments dans un lieu de détention, requérir et examiner tous les livres et papiers se rapportant à ce lieu et s'enquérir de toutes les matières concernant icelui.

Rapports.

Tout inspecteur, qui fait séparément une inspection, fait au bureau des inspecteurs un rapport séparé et distinct, par écrit, de l'état de chaque lieu de détention qu'il a visité. 31 V., c. 23, s. 5.

Erection des prisons.

**2762.** Chaque prison érigée dans cette province doit être faite et construite d'après un plan approuvé par les inspecteurs et sanctionné par le lieutenant-gouverneur. 31 V., c. 23, s. 6.

**2763.** Avant de se prononcer, dans aucun cas, sur les plans d'une prison qu'il convient le mieux d'adopter, ou sur les changements ou les additions qu'ils peuvent suggérer de faire dans une nouvelle prison de district, les inspecteurs doivent prendre en considération :

- |  |  |
|--|--|
| 1. La nature et l'étendue du terrain sur lequel la prison a été, ou doit être bâtie ;  | Considérations qui doivent guider les inspecteurs. |
| 2. Sa position, relativement aux rues, bâtiments, rivières et autres eaux ;  | Nature du terrain.                                 |
| 3. Son élévation comparative, et les facilités du drainage ;   | Leur position.                                     |
| 4. Les matériaux avec lesquels elle a été ou doit être construite ;  | Leur élévation.                                    |
| 5. La nécessité de la protéger contre le froid et l'humidité, et de pourvoir convenablement à la ventilation ;   | Les matériaux.                                     |
| 6. La classification convenable des personnes, en égard à leur âge, à leur sexe et à la cause de leur détention ;  | Ventilation des prisons.                           |
| 7. Les meilleurs moyens de les détenir en sûreté, sans être dans la nécessité de recourir à un traitement sévère ;   | Classification des prisonniers.                    |
| 8. Un logement convenable pour le gardien de la prison, en sorte qu'il ait prompt accès auprès des prisonniers, et puisse commodément les surveiller ;   | Moyens d'assurer leur détention.                   |
| 9. L'interdiction de tous rapports avec les personnes en dehors des murs de la bâtisse ;   | Logement du gardien.                               |
| 10. L'éloignement de toutes nuisances provenant de quelque cause que ce soit ;   | Réclusion.   |
| 11. La combinaison des moyens les plus propres, tant pour la réforme des détenus, en tant que la chose est praticable, que pour les faire travailler au profit du trésor public, de sorte que la prison commune puisse réellement servir de lieu de correction ; | Nuisances.   |
| 12. La facilité pour les prisonniers de prendre l'air et de l'exercice en dehors des murs de la bâtisse ; et   | Emploi profitable des prisonniers.                 |
| 13. L'entourage de la cour et des dépendances par un mur solide et sûr. 31 V., c. 23, s. 7.  | Exercice des prisonniers.                          |
|  | Mur d'entourage                                    |

**2764.** Les inspecteurs, aussitôt qu'ils peuvent le faire, doivent confectionner une série de règles et règlements pour l'administration des prisons communes de cette province, en ce qui concerne :

- |  |                               |
|--|-------------------------------|
| 1. L'entretien des prisonniers sous le rapport des aliments, des vêtements, de la literie et autres articles nécessaires ; | Règlements concernant .       |
| 2. Leur emploi d'une manière profitable pour les revenus publics ;   | L'entretien des prisonniers ; |
| 3. Les soins de médecin ;  | Leur emploi ;                 |
| 4. L'instruction religieuse ;  | Les soins ;                   |
|  | L'instruction religieuse ;    |

- La régie interne; 5. La conduite des prisonniers et les moyens de contrainte et de punition auxquels ils peuvent être soumis ;
- Leur conduite 6. Le traitement et la garde des prisonniers généralement,—toute l'économie et la régie internes de la prison, et toutes les matières qui s'y rattachent, selon qu'ils le jugent utile et expédient.
- Approbation des règlements. Règlements continués. Ces règles et règlements doivent être soumis à l'approbation et à la sanction du lieutenant-gouverneur. Jusqu'à ce qu'ils aient été faits et approuvés, les règles et règlements existant le 24 février, 1868, demeurent en vigueur. 31 V., c. 23, s. 8.
- Minutes des délibérations. **2765.** Les inspecteurs tiennent une minute exacte de leurs délibérations, et doivent en transmettre une copie signée par eux ou par la majorité d'entre eux, au lieutenant-gouverneur. 31 V., c. 23, s. 9.
- Visite des institutions maintenues en entier par octroi publics. **2766.** Les inspecteurs, séparément ou en corps, aussi souvent qu'ils peuvent le décider eux-mêmes, ou qu'il est prescrit par le lieutenant-gouverneur, et au moins deux fois l'an, sont tenus de visiter et examiner chaque hôpital ou autre institution charitable, maintenue en entier par octroi de deniers publics, ou à l'aide de deniers prélevés en vertu de la loi, et lui faire rapport de leur état et de leur administration. 31 V., c. 23, s. 10.
- Rapport. **2767.** Les inspecteurs, séparément ou en corps, doivent visiter et examiner chaque hôpital ou autre institution bienveillante supportée en partie par un octroi de deniers publics, chaque fois qu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur, et lui faire rapport de leur état, administration et conditions.
- Visite lorsqu'elles sont maintenues en partie par octroi publics. Si l'accès leur en est refusé pour telle inspection, ils doivent lui faire immédiatement rapport de ce refus et des circonstances qui s'y rattachent. 31 V., c. 23, s. 11.
- Rapport si l'accès est refusé. **2768.** Tant que la législature accordera un octroi à l'asile des aliénés de Beauport, près de Québec, les inspecteurs sont tenus de visiter cet asile, aussi souvent qu'ils le jugent à propos, ou que le lieutenant-gouverneur l'ordonne, et au moins deux fois l'an.
- Asile de Beauport. Dans leur rapport annuel, ils doivent faire un ample rapport concernant l'état et l'administration de cet asile et la condition de ceux qui l'habitent. 31 V., c. 23, s. 12.
- Contenu de ses rapports. **2769.** Chaque fois qu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur, et au moins une fois l'an, les inspecteurs, collectivement ou séparément, doivent visiter et examiner tout asile privé d'aliénés, établi en vertu des dispositions
- Asile privé des aliénés.

de la section troisième, du chapitre cinquième, du titre huitième des présents statuts refondus, faire rapport de l'état et de l'administration où ils le trouvent, et de la condition des personnes qui l'habitent.

Le lieutenant-gouverneur, après avoir reçu le rapport des inspecteurs, peut, par un instrument sous son seing et sceau, suspendre ou révoquer la licence, accordée en vertu de la susdite section. 31 V., c. 23, s. 13.

Révocation  
des licences

**2770.** Au cas où tout autre asile pour les aliénés, ou asiles pour les idiots ou les sourds, les muets ou les aveugles, seraient érigés aux frais du public, les inspecteurs, nommés en vertu de la présente section, ont et exercent les mêmes pouvoirs et remplissent les mêmes devoirs, relativement à ces asiles, que ceux qui leur sont conférés et assignés par l'article 2768, relativement à l'asile des aliénés de Beauport, près de Québec. 31 V., c. 23, s. 14.

Pouvoirs des  
inspecteurs  
pour autres  
asiles érigés  
au frais  
publics.

**2771.** Les inspecteurs font un rapport annuel correct et complet au lieutenant-gouverneur, le ou avant le dixième jour de février de chaque année, de l'état, de la condition et de l'administration des différents asiles, hôpitaux, prisons et institutions soumis à leur inspection, et examinés par eux, ou chacun d'eux, durant l'année précédente, avec les suggestions relatives à leurs améliorations qu'ils jugent utiles ou nécessaires. 31 V., c. 23, s. 15.

Rapport an-  
nuel des ins-  
pecteurs au  
lieutenant-  
gouverneur.

**2772.** En toutes matières qu'il juge être d'une importance suffisante, ou qui sont indiquées comme telles par le lieutenant-gouverneur en conseil, le bureau d'inspecteur fait rapport au secrétaire de la province ou à tout autre chef de département que le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, de temps à autre. 31 V., c. 23, s. 16.

Rapport spé-  
cial

**2773.** Nulle décision du bureau n'est obligatoire, avant d'avoir été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil,—et, quand ce rapport est fait, tout membre du bureau peut enregistrer son dissentiment sur la minute et soumettre au secrétaire de la province son rapport constatant ce dissentiment. 31 V., c. 23, s. 16.

Approbation  
de la décision  
du bureau  
d'inspecteurs.

## CHAPITRE NEUVIÈME.

DES PERTES CAUSÉES PAR L'INCENDIE D'UN  
PALAIS DE JUSTICE.

Application  
de cette loi à  
d'autres  
districts.

**2774.** Par proclamation publiée dans la gazette officielle de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, étendre à tout district ou circuit judiciaire, dans cette province, où un palais de justice a été détruit par l'incendie, les dispositions suivantes de l'acte 37 V., c. 15, pour remédier aux pertes causées par l'incendie du palais de justice de Québec ; — lesquelles dispositions, le ou après le jour fixé dans la proclamation, s'appliquent *mutatis mutandis*, à tout tel district ou circuit, savoir : 37 V., c. 15, s. 29.

Validité des  
copies enre-  
gistrées de  
certains docu-  
ments dé-  
truits par  
l'incendie.

1. Toute partie ou personne ou le procureur ou l'agent de toute partie ou personne intéressée, dans une cause dans la cour du banc de la reine, juridiction d'appel, ou dans la cour supérieure dans le district de Québec, ou dans la cour de circuit en la cité de Québec, dans laquelle cause un ordre aura été donné ou un jugement rendu, le ou avant le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-treize, pourra, si le registre original de tel ordre ou jugement a été perdu par l'incendie du palais de justice de la dite cité, de mander l'enregistrement d'une copie authentique de tel ordre ou jugement, et sur production d'icelle à cette fin, le greffier de la cour du banc de la reine, juridiction d'appel, ou le protonotaire de la dite cour supérieure, ou le greffier de la dite cour de circuit, devra enregistrer toute telle copie authentique dans le registre de la cour dans laquelle l'ordre a été donné ou le jugement obtenu. 37 V., c. 15, s. 1.

Avis de l'en-  
registrement.

Mode de signi-  
fication.

2. Avis de tel enregistrement devra être donné sans délai par la partie ou la personne qui l'aura demandé, à la partie ou à la personne affectée par le jugement ou l'ordre ou à ses représentants légaux ; et dans le cas où il est impossible de faire la signification de l'avis en la manière ordinaire, un juge de la dite cour du banc de la reine, ou de la dite cour supérieure, dans le dit district, prescrira le mode de signification. 37 V., c. 15, s. 2.

Mode de sup-  
pléer à la pro-  
duction des  
copies qui ne  
peuvent être  
trouvées.

3. Toute partie ou personne intéressée dans une cause, dans laquelle jugement aura été rendu ou un ordre donné dans la dite cour du banc de la reine, juridiction d'appel, ou dans la dite cour supérieure, ou dans la dite cour de circuit, le ou avant le dit premier jour de février de l'année mil huit cent soixante et treize, qui ne pourra produire, pour le faire enregistrer, une copie du jugement rendu ou de l'ordre donné par l'une ou l'autre des dites cours, ainsi qu'il y est pourvu dans la section première, pourra, — si le registre original de ce jugement ou ordre, a été détruit ou perdu par le dit incendie, sur pétition adressée à un juge de la dite cour du banc de la reine, ou à un juge de la dite cour supérieure, après avoir donné avis à la partie adverse, en la manière ci-après requise pour les pétitions demandant la restauration des dossiers, et la preuve ayant été faite à la satisfaction du juge, soit par la déclaration écrite du juge qui a donné l'ordre ou d'un ou de plusieurs des juges de la cour qui a rendu jugement, (laquelle déclaration devra être faite par tel juge ou juges de la manière la plus complète qu'il lui ou leur sera possible) soit sur la production d'un bref d'exécution ou des extraits de registres publics ou privés, sur le serment de la partie adverse, le témoignage des procureurs qui ont représenté les parties, ou sur une preuve de toute autre nature, admissible en pareil cas, établissant le montant ou

le but et l'effet du jugement ou ordre,—obtenir l'enregistrement d'un jugement ou ordre dans le registre de la cour dans laquelle le jugement a été obtenu ou l'ordre donné.

Tel jugement ou ordre portera la date du jugement ou ordre original, si cette date a été constatée, et si elle ne l'a pas été, il portera la date du premier février mil huit cent soixante-treize ; 37 V., c. 15, s. 3.

Date du jugement.

4. Les jugements ou ordres enregistrés en vertu des première ou troisième sections ne seront exécutoires que quinze jours après l'avis de l'enregistrement en vertu de la première section ou après un même délai de la date de l'enregistrement en vertu de la troisième section.

Délais pour exécution.

La période de temps entre la date du dit incendie et l'enregistrement de tout tel jugement ou ordre ne sera pas comprise dans le délai pour en appeler.

Certaine période de temps non comprise.

Dans les causes dans lesquelles un bref d'appel n'aura pas été rapporté, par suite de la destruction du registre original des jugements et dans lesquelles le dossier n'aura pas été détruit, le délai pour faire le dit rapport sera prolongé jusqu'à vingt jours après l'enregistrement d'une copie du jugement, dont appel est interjeté, dans le greffe de la cour où le dossier est déposé. 37 V., c. 15, s. 4.

Délais pour rapporter le bref, d'appel prolongé.

5. Dans toute poursuite ou procédure *ex parte*, dans la dite cour supérieure ou dans la dite cour de circuit, dont le dossier aura été perdu ou détruit par le dit incendie, avant ou après jugement, le demandeur pourra intenter une nouvelle action pour la même cause. 37 V., c. 15, s. 5.

Procédure *ex parte* où le dossier a été perdu.

6. Dans les causes *ex parte*, dont le dossier aura été perdu ou détruit par le dit incendie, il n'y aura aucun droit d'appel du jugement, à moins que la cour du banc de la reine ne l'ait d'abord accordé, sur demande spéciale et sur la preuve fournie à la satisfaction de la dite cour que le jugement a été obtenu d'une manière irrégulière et contraire à la loi.

Appel dans ces causes.

Avis de l'intention d'appeler devra être donné dans les quinze jours qui suivront la signification de l'avis de l'enregistrement du jugement, la demande pour obtenir la permission d'appeler sera présentée au terme qui suit l'expiration des dits quinze jours.

Avis et délais d'appel.

L'exécution du jugement sera suspendue en produisant au bureau du protonotaire avis de l'appel, avec un certificat du service d'icelui, et en donnant cautionnement en appel.

Suspension de l'exécution des jugements.

2° Si l'appel est accordé, la cour ordonnera que le dossier soit restauré, ce qui sera fait en la manière ci-après désignée.

Restauration des dossiers si appel est accordé. Signification du bref d'appel.

Le défendeur devra faire émaner et signifier son bref d'appel dans les huit jours qui suivront la date du jugement, déclarant que le dossier est restauré, autrement il perdra son droit d'appel et sera condamné, sur pétition adressée à un juge de la cour supérieure, à payer au demandeur tous les frais occasionnés par son appel, y compris ceux de la restauration du dossier.

3° Le demandeur, dans toute telle cause *ex parte*, sur paiement des frais, pourra en tout temps abandonner le jugement dont il aura fait faire l'enregistrement en vertu des première et troisième sections et instituer une nouvelle action pour la même cause.

Pouvoir du demandeur de recommencer l'action.

4° Si le juge de la cour supérieure, devant lequel les procédures pour la restauration du dossier ont été prises, décide qu'il ne peut être restauré, le jugement sera final et l'appel du défendeur renvoyé avec dépens, à moins qu'il n'apparaisse que la non-restauration du dossier est due à la faute du demandeur, dans lequel cas le jugement sera annulé. 37 V., c. 15, s. 6.

Si le dossier ne peut être restauré.

Reprise des  
causes pen-  
dantes,

Exception.

Avis de la  
pétition.

Restauration  
par consente-  
ment.

Le consente-  
ment doit être  
par écrit

Par qui, et  
comment  
l'ordre de  
restauration,  
peut être  
obtenu.

Dossiers des  
causes qui  
peuvent être  
restaurés.

Effet de chose  
jugées dans  
certains cas.

Délais de la  
demande de  
restauration.

Procédures  
sur restaura-  
tion.  
Juge qui en  
prend con-  
naissance.

7. Dans toute cause ou procédure pendante dans la dite cour supérieure ou dans la dite cour de circuit, dont le dossier aura été perdu ou détruit dans le dit incendie, un juge de la cour supérieure pourra, sur pétition de l'une des dites parties en icelle ou de leurs représentants légaux, après avis donné à toutes les autres parties, ou à leurs procureurs *ad litem*, permettre à telle partie de recommencer telle cause ou procédure, ou de prendre une action pour le même objet que celui exposé dans la cause ou la procédure du dit pétitionnaire ; mais telle permission ne sera pas accordée si quelqu'autre partie dans la cause montre, à la satisfaction du juge, qu'elle subira un tort réel et manifeste par l'institution de telle action, et qu'il est possible de restaurer le dit dossier comme il est pourvu ci-après, de manière à le faire en substance ce qu'il était avant l'incendie.

L'avis de telle pétition pourra être donné en la manière et forme ci-après prescrites pour l'avis d'une pétition pour la restauration d'un dossier. 37 V., c. 15, s. 7.

8. Le dossier ou partie du dossier, dans une cause de la cour supérieure ou de la cour de circuit, qui aura été détruit par le dit incendie, pourra être restauré lorsqu'il sera possible de le faire, soit du consentement des parties, soit sur l'ordre du juge. 37 V., c. 15, s. 8.

9. Nul dossier ne sera considéré ni accepté comme restauré de consentement, à moins que les parties ou leurs procureurs ne déclarent par écrit qu'il consentent à ce que le dossier, ainsi refait, serve et ait le même effet que le dossier original ; après quoi le juge déclarera le dossier être dûment restauré, et les procédures ultérieures dans la cause se feront en la manière ordinaire. 37 V., c. 15, s. 9.

10. Un ordre pour le renouvellement d'un dossier ou de partie d'icelui, dans toute cause contestée ou procédure pendante à la date du dit incendie, sera donné par un juge, sur demande par pétition de toute partie au dossier (ce dont avis régulier sera donné aux autres parties,) démontrant, à la satisfaction du juge, que le renouvellement est possible et nécessaire pour assurer au pétitionnaire des droits acquis qui ne sauraient être invoqués ou établis autrement. 37 V., c. 15, s. 10.

11. Dans les causes où un jugement final a été rendu, y compris les causes inscrites pour révision ou celles dans lesquelles l'appel a été interjeté devant la cour du banc de la reine, le dossier ou partie d'icelui pourra être restauré de consentement en la manière prescrite par la neuvième section, ou bien le renouvellement pourra en être ordonné par le juge en la manière voulue par la dixième section.

Si le juge décide que le dossier ou la substance d'icelui ne peut être restaurée, et que l'impossibilité d'un tel renouvellement n'est pas attribuable à la faute ou à la négligence de la partie qui a obtenu jugement, le dit jugement aura la force et l'effet de chose jugée. S'il déclare que le dossier ne peut être restauré par la faute ou la négligence de la partie, le jugement sera annulé. 37 V., c. 15, s. 11.

12. Toute partie qui a inscrit en révision ou qui a appelé ou qui doit appeler d'un jugement rendu avant l'incendie, dans une cause, dont le dossier a été perdu ou détruit, sera tenue de commencer ses procédures pour restaurer le dossier, dans les six mois qui suivront la date de l'avis de l'enregistrement du jugement, en vertu des deuxième et troisième sections ; à défaut de quoi, elle perdra son droit d'appel ou de révision. 37 V., c. 15, s. 12.

13. Les procédures, pour restaurer un dossier, seront les suivantes :  
1° Le juge qui a rendu le jugement original devra seul prendre connaissance de la pétition et des procédures qui s'y rapportent, et



dans le cas de mort, de maladie ou d'absence d'un juge, la pétition sera présentée et les procédures subséquentes se feront devant un autre juge de la cour de la juridiction originale.

La promotion du juge à une autre cour ne sera pas une raison d'incompétence à cet égard.

S'il y a eu procès par jurés dans la cause, la pétition sera présentée au juge qui a présidé au procès et sera jugée par lui, ou dans le cas de mort, de maladie ou d'absence d'un juge, par un des juges qui ont rendu jugement sur le verdict.

Cas de procès par jurés.

2° Le juge pourra prescrire les délais dans lesquels les dossiers devront être restaurés, ou dans lesquels les procédures incidentes de cette restauration devront être faites, et il pourra prolonger ces délais ou forclure toute partie qui n'aura pas procédé avec la diligence convenable.

Juge détermine les délais.

Il pourra aussi, pour l'examen des parties ou de leurs procureurs ou de leurs témoins ou la production de copies de documents appartenant au dossier perdu, donner les ordres qui contribueront le plus à assurer les droits et à protéger les intérêts de toutes les parties intéressées, et à donner suite au jugement prescrivant la restauration du dossier.

Ses pouvoirs quant à la preuve.

3° Toute déposition perdue ou détruite par l'incendie pourra être remplacée soit par une copie écrite ou imprimée, copie dont l'exactitude sera admise ou démontrée à la satisfaction du juge, soit en réassignant les témoins examinés.

Remplacement des dépositions perdues.

4° La pétition par laquelle des procédures doivent être instituées en vertu du présent acte sera signifiée à toutes les parties dans la poursuite ou la procédure originale, ou à leurs procureurs *ad litem*, et ils auront les mêmes délais sur icelles que ceux qui sont accordés pour les brefs de sommation émanés par la cour de circuit.

Notification des parties intéressées.

Lorsque la pétition ne pourra être signifiée en la manière ordinaire le juge donnera au sujet de la dite pétition, tel ordre qui lui paraîtra juste et convenable.

Délai pour répondre.

5° Si une des parties est décédée ou a changé d'état civil, la pétition sera présentée par le représentant de la dite partie ou par la personne qui aura droit de reprendre l'instance, ou leur sera signifié.

Décès d'une des parties.

6° Les procédures faites et prises dans la cour d'appel ou dans la cour de révision pourront être restaurées sur pétition, en la manière et forme qui pourront être prescrites par un juge de ces cours respectivement. 37 V., c. 15, s. 13, et 49-50 V., c. 34, s. 1.

Mode de restauration des procédures en appel ou en révision.

14. Si le jugement déclare que le dossier a été complètement restauré ou que la substance en a été rétablie, toute procédure ultérieure relative au dit dossier sera faite d'après les règles ordinaires. 37 V., c. 15, s. 14.

Procédures ultérieures à la restauration.

15. Si le jugement déclare que le dossier n'a pas été renouvelé en entier ou en substance, il sera fait mention de la différence entre le nouveau dossier et l'ancien, et si l'on peut taxer quelqu'une des parties de négligence. 37 V., c. 15, s. 15.

Dossiers incomplets.

16. Le droit d'appel existera en la manière ordinaire, de tout jugement final sur la demande de restauration d'un dossier ou la permission d'intenter une nouvelle action pour la même cause. 37 V., c. 15, s. 16.

Appel du jugement pour restauration.

17. La partie perdante sera tenue de payer tous les frais de restauration du dossier occasionnés par l'incendie, en outre de ceux de la poursuite ou procédure originaire, et les frais seront taxés sur une preuve secondaire ou autre, à la satisfaction du protonotaire.

Frais contre le perdant.

Honoraires des procureurs.

2 Les honoraires des procureurs dans les procédures pour restaurer un dossier seront la moitié de ceux accordés dans l'action ou la procédure jusqu'au degré où le renouvellement est effectué. 37 V., c. 15, s. 17.

Exemption de taxes, honoraires et timbres.

18. Il ne sera imposé aucune taxe ou aucun honoraire d'office et il ne sera pas nécessaire d'apposer des timbres sur aucune pièce d'une action renouvelée ou sur une pétition demandant la permission de renouveler la dite action, ni sur une procédure prise pour refaire un dossier perdu, ou pour, ou sur une copie de bureau d'un document destiné à remplacer un document déjà produit et détruit; pourvu que le protonotaire ou le greffier ait donné un ordre à cet effet, ordre qu'il sera tenu de donner sur production d'un affidavit de la partie ou de son procureur, concernant la perte du dossier et le degré de la procédure, lors de l'incendie, ou concernant la perte du document que l'on désire remplacer.

Mention requise.

2° Une brève mention de l'exemption de tels honoraires, taxe et timbres judiciaires doit être faite sur le document auquel l'ordre s'applique comme ayant été préparé en vertu du présent acte, et elle sera signée par le greffier ou le protonotaire qui l'aura accordée. 37 V., c. 15, s. 18.

Prescription de certains délais.

19. La période de temps comprise entre le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante et treize, et le premier jour de septembre mil huit cent soixante et quatorze, en autant qu'il s'agit de procédures et d'affaires devant la cour du banc de la reine, la cour supérieure et la cour de circuit dans le district de Québec, qui se rapportent aux dossiers partiellement ou totalement détruits par le dit incendie est excusée de l'opération des articles 1040, 1550, 1998, 1999, 2242, 2243, 2250, 2251, 2252, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2267, et 2268, du code civil du Bas Canada, et des articles 454, 483, 506, 947, 1118, et 1119, du code de procédure civile; et relativement aux dits articles du code civil et du code de procédure civile, le premier jour de septembre prochain, sera considéré comme le jour venant immédiatement après le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante et treize. 37 V., c. 15, s. 19.

Action pendante lors de l'incendie n'empêche pas le renouvellement de l'action.

20. Le fait qu'une action ou une procédure dans laquelle le dossier a été perdu ou détruit par l'incendie, était pendante lors d'icelui, ne doit pas être invoqué à l'encontre d'une nouvelle action ou procédure pour la même cause, instituée en vertu des dispositions du présent acte. 37 V., c. 15, s. 20.

Nouvelle procédure continue d'interrompre les prescriptions, etc.

21. Toute nouvelle poursuite ou procédure en vertu du présent acte, doit être considérée comme une continuation de la précédente cause ou procédure, de manière à suspendre ou interrompre toutes prescriptions et limitations; et aussi relativement à la règle que toute action, poursuite, cause ou procédure doit être décidée suivant les droits relatifs des parties existant à l'époque où cette action, poursuite, cause ou procédure a été instituée ou autrement commencées, et aussi conformément à la teneur de l'article 84 du code de procédure civile dans les causes *ex parte*, dans lesquelles la signification du bref original de sommation, a été faite au défendeur en personne. 37 V., c. 15, s. 21.

Validité de la copie du dossier d'une cause portée au conseil privé.

22. Dans toutes les causes dans lesquelles il y a eu appel à Sa Majesté en son conseil privé, une copie dûment certifiée du dossier ou de partie d'icelui, imprimée conformément à la pratique en ces sortes d'appel, pourra être produite au bureau du greffier de la cour du banc de la reine, juridiction d'appel, sur demande adressée à un juge de cette cour, par une partie ou une personne intéressée dans la cause, et

la copie ainsi produite aura le même effet qu'aurait eu le dossier original s'il n'avait pas été perdu ou détruit. 37 V., c. 15, s. 22.

23. Dans toutes les causes dans lesquelles, en tout temps, avant le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-treize, le greffier de la cour du banc de la reine, juridiction d'appel aura délivré à la partie appelant en icelle, à Sa Majesté, en son conseil privé, une copie du dossier et des procédures jusqu'au jugement inclusivement qui accorde appel à Sa Majesté, nonobstant le fait que le dossier original et toutes les procédures faite à la suite de l'octroi du dit appel ont été détruits par le dit incendie, la dite copie ou une copie imprimée d'icelle sera certifiée, et, à toutes fins et intentions, servira et sera tenue et considérée comme copie du dossier et des procédures que la loi exige de transmettre dans un appel au conseil privé, pourvu qu'elle soit accompagnée d'un certificat du juge ou du greffier attestant qu'un cautionnement avait dûment été donné avant l'incendie. 37 V., c. 15, s. 23.

Validité de la copie d'un dossier déjà délivrée pour appel

Proviso.

24. Lorsque, à raison de la destruction du dossier, on ne pourra se procurer un mémoire de frais conforme au dit dossier, le greffier de la cour d'appel, le protonotaire de la cour supérieure, ou le greffier de la cour de circuit admettra une preuve secondaire des procédures faites dans cette cause et taxera les frais d'après cette preuve. 37 V., c. 15, s. 24.

Mode de faire les mémoires de frais sur le dossier perdu.

25. Il sera du devoir de tout shérif, lorsqu'il en sera requis par un ordre d'un juge, de faire un nouveau rapport d'un bref d'exécution à lui adressé et dont le rapport original a été détruit par le dit incendie, sur lequel nouveau rapport les mêmes procédures que celles qui auraient pu être prises sur le rapport original pourront être adoptées. 37 V., c. 15, s. 25.

Nouveau rapport des brefs d'exécution par le shérif.

26. Tout membre du clergé ayant la garde légale d'un registre de baptêmes, de mariages et de décès pour l'année mil huit cent soixante et douze, devra, s'il en est requis par le protonotaire, déposer au bureau de ce dernier, une copie certifiée du dit registre, et tout extrait d'icelui fait par le protonotaire, fera preuve de la même manière que s'il était fait d'un registre en double, à moins qu'il ne soit contesté par un affidavit attestant que l'original est différent. 37 V., c. 15, s. 26.

Dépôt de copie des registres de baptêmes, etc.

Valeur des extraits de cette copie.

27. Les bureaux des différents officiers de justice qui ont été tenus en divers endroits depuis la date du dit incendie, sont par le présent, déclarés y avoir été tenus légalement, et tous les actes et devoirs faits et accomplis dans iceux sont aussi valides que s'ils avaient été faits et accomplis dans le palais de justice du dit district. 37 V., c. 15, s. 27.

Validité des actes des officiers de justice faits à différents endroits.

28. Dans tous les cas non prévus et auxquels il n'est pas pourvu par cet acte, le juge, sur une requête sommaire présentée par une partie intéressée et sur preuve satisfaisante, pourra donner tel ordre ou accorder telle aide qu'il jugera opportun et suivant que la nature de la cause le requérera. 37 V., c. 15, s. 28.

Cas non prévus.

29. Les dispositions précédentes, en tant qu'elles pourront s'appliquer, s'étendront à, et régiront toutes les causes pendantes, devant la cour de circuit ou la cour de magistrats, dans et pour le comté de Missisquoi, le vingt-quatre mai mil huit cent soixante-treize ou dans lesquelles, à cette date et auparavant, jugement aura été rendu dans l'une ou l'autre des dites cours, et dans lesquelles les dossiers auront été totalement ou partiellement détruits par l'incendie. 37 V., c. 15, s. 30.

Application de cette loi à la c. de circuit et de magistrat dans le comté de Missisquoi.

## CHAPITRE DIXIÈME.

## DES STATISTIQUES JUDICIAIRES.

## SECTION I.

## DES RAPPORTS.

Etats à faire  
chaque an-  
née.

**2775.** Chaque année, dans le mois de janvier, et pour l'année expirée le dernier jour du mois de décembre de l'année précédente, il doit être fait :—

Par greffiers  
des cours de  
commissai-  
res.

1. Par chaque greffier des cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, un état ou rapport constatant :

Le nombre total de sommations émises ;

Le nombre de causes rapportées en cour ;

Le nombre de jugements rendus ;

Le nombre d'exécutions émises, et le nombre d'oppositions faites ; (formule No. 1). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 1.

Par greffiers  
de la c. de  
circuit.

2. Par chaque greffier de la cour de circuit, dans la province, un état ou rapport constatant :

Le nombre de brefs émis, distinction faite pour toutes les cours autres que celles tenues au chef-lieu de chaque district, des causes susceptibles et non susceptibles d'appel, et indiquant combien de ces dernières étaient pour des sommes de vingt-cinq piastres ou au-dessous, et combien pour des sommes au-dessus de ce montant ; 49-50 V., c. 18.

Le nombre de brefs rapportés pour toutes les cours autres que celles tenues au chef-lieu de chaque district, distinction faite entre les causes susceptibles et non susceptibles d'appel ; 49-50 V., c. 18.

Le nombre de causes par défaut, distinction faite entre les causes susceptibles et non susceptibles d'appel ;

Le nombre de jugements rendus par défaut, distinction faite pour toutes les cours autres que celles tenues au chef-lieu de chaque district entre les causes susceptibles et non susceptibles d'appel, et indiquant le nombre rendu, dans chaque cas, par le tribunal et par le greffier ; 49-50 V., c. 18.

Le nombre de causes contestées et le nombre dans lesquelles jugement a été rendu ;

Le nombre d'exécutions émises, distinction faite entre celles de *de bonis* et de *de terris* ;

Le nombre d'oppositions faites, avec indication du nombre,

Afin d'annuler,

Afin de distraire,

Afin de conserver,

Et le nombre de chacune de ces oppositions qui ont été maintenues, déboutées, et dont il n'a pas été disposé ;

Le nombre de saisies-arrêt avant jugement ;

Le nombre de saisies-revendication ;

Le nombre de saisies-gagerie.

Le nombre de requêtes pour des brefs de *certiorari* ; (formule No. 2). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 2.

8. Par chaque protonotaire ou greffier de la cour supérieure, un état ou rapport constatant : Par protonotaires.

Le nombre de sommations émises, distinction faite entre celles pour des sommes entre cent et deux cents piastres et entre deux cents et trois cents piastres, entre trois cents et quatre cents piastres, entre quatre cents et deux mille piastres, et celles au-dessus de deux mille piastres ; 49-50 V., c. 18.

Le nombre de brefs rapportés en cour, distinction faite comme ci-haut ;

Le nombre de causes par défaut, avec la même distinction ;

Le nombre de jugements rendus par défaut, même distinction faite entre eux, et avec indication du nombre rendu par le tribunal et par le greffier ;

Le nombre de causes contestées et le nombre dans lesquelles jugement a été rendu ;

Le nombre d'exécutions, distinction faite entre celles de *de bonis* et de celles de *de terris* ;

Le nombre d'oppositions faites, avec indication du nombre,  
Afin d'annuler,  
Afin de distraire,  
Afin de charge,  
Afin de conserver,

Et le nombre de chacune de ces oppositions maintenues, déboutés ou dont il n'a pas été disposé ;

Le nombre de saisies-arrêt avant jugement ;

Le nombre de saisies-revendication ;

Le nombre de saisies-gagerie ;

Le nombre de requêtes pour brefs de *certiorari. mandamus, quo-warranto, prohibition et injonction*, distinction faite entre ceux qui ont été accordés et ceux qui ont été refusés ;

Le nombre d'actions intentées en vertu de la loi concernant les locateurs et locataires ;

Le nombre de requêtes pour ratification de titres,

Le nombre d'actions dans lesquelles il a été ordonné que l'instruction soit faite par jury ; (formule No. 3). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 3, et 41 V., c. 14.

4. Par le greffier des appels, un état ou rapport constatant : Par greffier des appels.

Le nombre total des appels, en matières civiles, à la cour du banc de la reine ;

Le nombre des causes dans lesquelles jugement a été rendu, distinction faite entre celles dans lesquelles les jugements portés en appel ont été confirmés ou infirmés ;

Le nombre de causes en délibéré et le nombre de celles dont l'instruction n'a pas eu lieu ;

Le nombre, en matières criminelles, des causes réservées soumises à ce tribunal ;

Le nombre de ces causes dans lesquelles jugement a été rendu, distinction faite entre celles dans lesquelles les jugements portés en appel ont été infirmés, amendés ou confirmés ;

Le nombre de causes en délibéré et le nombre de celles dont l'instruction n'a pas eu lieu ;

Aussi, un tableau indiquant le nombre de chacune des espèces de causes ci-dessus, et renfermant les mêmes renseignements à l'égard de chacune de ces espèces, devant la cour ci-dessus désignée, siégeant à Québec et à Montréal, respectivement, et mentionnant les localités avec le nom de la cour d'où ont été envoyés ces appels en matières civiles et ces causes réservées en matières criminelles, et donnant, à l'égard des causes de chaque cour, tous les renseignements ci-dessus exigés relativement au nombre total des causes ; (formule No. 4). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 4.

Par shérif.

5 Par le shérif de chaque district, un état ou rapport constatant :

Le nombre d'exécutions reçues par lui, distinction faite de ces exécutions contre des biens meubles d'avec celles contre des immeubles, et le nombre de celles qui ont entraîné la vente ;

La valeur de la propriété vendue par lui en vertu d'exécutions, distinction faite entre les immeubles et les meubles ;

Le nombre de prisonniers incarcérés durant l'année, avec leur âge et leur qualité ;

L'offense et le nombre de fois que chaque prisonnier a été incarcéré ; (formules Nos. 5 et 6). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 5.

Par juges  
des sessions  
et recorders.

6. Par chaque juge des sessions de la paix, et par chaque recorder, un état ou rapport de toutes les affaires portées devant eux, constatant :

Le nombre de plaintes formulées ;

Le nombre de chacune des offenses ;

Le nombre des convictions, emprisonnements et élargissements, et, dans les cas de convictions sommaires, la peine infligée, avec indication du nombre de sentences prononcées dans chaque cas ; (formule No. 7). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 7, et 25 V., c. 14, s. 1.

Par registra-  
teurs.

7. Par le registrauteur de chaque comté ou division d'enregistrement, un état constatant :

Le nombre de titres enregistrés dans son bureau, distinction faite entre le nombre des hypothèques, contrats de mariage, mutations de propriétés et autres titres ;

Le montant des honoraires qu'il a reçus pour recherches faites dans son bureau, aussi bien que du montant des droits qu'il a reçus sous l'autorité de la loi concernant le

timbres ; (formule No. 8). S. R. B. C., s. 1, § 8, et 31 V., c. 2, s. 6, § 4 ;

8. Par chaque juge de paix, un rapport des poursuites portées devant lui pour offenses d'une nature publique, ou pour le recouvrement des amendes imposées pour ces offenses, constatant :

Le nombre de plaintes ;

Le nombre de jugements rendus,

Le montant des amendes imposées ; (formule No. 9). S. R. B. C., c. 111, s. 1, § 9.

Par juges de paix.

## SECTION II.

### DES FORMULES DE RAPPORTS.

**2776.** Par un arrêté en conseil, le lieutenant-gouverneur peut diminuer ou augmenter la somme des renseignements statistiques qui sont exigés de chacun des officiers mentionnés dans le présent chapitre, et modifier les formules en conséquence ; il peut aussi, par un arrêté en conseil, requérir tout autre officier public de faire, annuellement ou périodiquement, tout rapport qui est désigné par tel arrêté en conseil. S. R. B. C., c. 111, s. 2.

Somme des renseignements requis peut être changé.

**2777.** Le secrétaire de la province doit fournir des formules imprimées propres au rapport exigé, et en donner deux copies à chacun des fonctionnaires chargés de faire tel rapport, au moins quinze jours avant le premier jour du mois de janvier de chaque année. S. R. B. C., c. 111, s. 3.

Formules fournies par le sec. prov.

**2778.** Chacun des officiers, faisant un rapport exigé d'eux comme ci-dessus, doit y insérer un état des recettes et dépenses de son bureau, et tel rapport doit être conforme à la formule de ce chapitre ou modifié de manière à donner place à tout changement fait dans les rapports exigés de lui ; et tout tel rapport est daté du lieu où il a été fait, signé par l'officier qui l'a fait, et par lui certifié sous serment. S. R. B. C., c. 111, s. 4.

Contenu des rapports.

**2779.** Ces rapports doivent être envoyés au secrétaire de la province par les officiers qui les font ; et tout officier obligé de faire tels rapports, et qui manque de les faire dans le délai plus haut indiqué, est passible d'une amende de pas moins de dix ni de plus de cinquante piastres, laquelle peut être recouvrée devant tout tribunal de juridiction compétente, sur plainte portée par le secrétaire de la province ou par toute autre personne. S. R. B. C., c. 111, s. 5.

A qui ils sont adressés, amende en cas de défaut

**2780.** Dans le mois de février de chaque année, le secrétaire de la province doit publier une fois, dans la gazette officielle de Québec, des extraits de tous ces rapports. S. R. B. C., c. 111, s. 7.

Publication des extraits de ces rapports.

## FORMULES DE RAPPORTS.

(No. 1.)

## COUR DES COMMISSAIRES

POUR LA DÉCISION SOMMAIRE DES PETITES CAUSES,

POUR L (Ville, Paroisse, Canton, etc.,) de  
dans le comité de

## RAPPORT POUR L'ANNÉE 18 .

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

Nombre de sommations émises.....	
do de causes rapportées en cour.....	
do de jugements rendus.....	
do d'exécutions éuies.....	
do d'oppositions déposées.....	

Montant des honoraires

Dépenses du greffe,

Je, (A. R.) certifie par le présent que le rapport ci-dessus est correct, et que rien de faux n'y a été inséré, et que rien n'y a été ois.

A. B.,

Greffier des commissaires.

Assermenté devant moi, à  
ce  
jour de janvier, 18 .  
C. D.,

J. P. pour le district  
de



(No. 2.)

## COUR DE CIRCUIT.

(Nom de la cour de circuit) de. ....

## RAPPORT POUR L'ANNÉE 18 .

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

	No. total émis.	No. de causes sus- ceptibles d'appel.(*)	No. de causes non-sus- ceptibles d'appel.		No. de brefs rapportés en cour.		No. de causes par défaut.		No. de jugements rendus dans des causes par défaut.				No. de causes contestées.	
			\$25 et au- dessous.	Au-dessus de \$25	Suscepti- bles d'appel.(*)	Non-sus- ceptibles d'appel.	Suscepti- bles d'appel.	Non-sus- ceptibles d'appel. (*)	Susceptibles d'appel. *		Non-susceptibles d'appel.		Total.	Jugées.
									Par la Cour.	Par le Greffier	Par la Cour.	Par le Greffier		
Somma- tions														

(\*) Pour les cours tenues ailleurs qu'au chef-lieu.

## BREFFS.

No. de	De saisie-arrêt avant Jugement.	De saisie-revendication.	De saisie-gagerie.	De certiorari.	D'EXÉCUTION.	
					De bonis.	De terris.

(No. 2.)—*Suite.*

## COUR DE CIRCUIT.

## OPPOSITIONS.

	Afin d'annuler.				Afin de distraire.				Afin de charger.				Afin de conserver.			
	Total.	Main-tenues.	Dé-boutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Main-tenues.	Dé-boutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Main-tenues.	Dé-boutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Main-tenues.	Dé-boutées.	Dont il n'a pas été disposé.
No. de																

Montant des honoraires,

Dépenses du greffe,

Je, (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, et que rien de faux n'y a été inséré et que rien n'y a été omis.

A. B.,  
Greffier de la cour de circuit ci-dessus.Assermenté devant moi, à  
ce  
jour de janvier, 18 . }C. D.,  
J. P. pour le district  
de

(No. 3).

COUR SUPÉRIEURE.

Dans le district de

## RAPPORT POUR L'ANNÉE 18 .

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

SOMMATIONS.

[illegible]

## B R E F S

	De saisie-arrêt avant jugement.	De saisie-revendication	De saisie-gagerie.	D'EXÉCUTION.	
				<i>De Bonis.</i>	<i>De Terris.</i>
No.					

<sup>2</sup>Pour cour tenues au chef-lieu de chaque district

(No. 3).—*Suite.*

REQUÊTES POUR DES BREFS.

No.	De <i>Certiorari</i> .		De <i>Mandamus</i>		De <i>Quo Warranto</i>		De prohibition.		D'injonction.		RATIFICATION DE TITRES.
	Accordés.	Refusés.	Accordés.	Refusés.	Accordés.	Refusés.	Accordés.	Refusés.	Accordés.	Refusés.	

OPPOSITIONS

No.	Afin d'annuler.				Afin de distraire.				Afin de charge.				Afin de conserver.			
	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.

ACTIONS

No.	Dont l'instruction doit se faire par jury.	En vertu des dispositions relatives aux locateurs et locataires.

Montant des honoraires,  
Dépenses du greffe.

§

Je, (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, et que rien de faux n'y a été inséré et que rien n'y a été omis.

A. B.,

Protonotaire de la cour supérieure, dans le district de

Assermenté devant moi, à ce  
jour de janvier, 18

C. D.,

J. P. pour le district de

(No. 4.)

COUR DU BANC DE LA REINE.

JURIDICTION DES APPELS.

RAPPORT POUR L'ANNÉE 18

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

Appels en matières civiles.

No. total des Appels.	Jugements.			En délibéré.	Non instruites.
	Total.	Confirmation.	Infirmation.		

Causes réservées en matières criminelles.

No. total des causes soumises.	Jugements.				En délibéré.	Non instruites.
	Total.	Infirmation.	Amendement.	Confirmation.		

Siégeant à  
QUÉBEC.

No. des Appels.					
Total.	Jugements.			En délibéré.	Non instruites.
	Total.	Confir- mation.	Infir- mation.		

No. total des Appels.	Jugements.		
	Total.	Confir- mation.	Infir- mation.

  

No. total des Appels.	Jugements.		
	Total.	Confir- mation.	Infir- mation.

EN MATIÈRES CIVILES.

Cour Supérieure.						
En délibéré.	Non instruites.	Localité.				
		District de	Total.	Jugements.		
				Total.	Confir- mation.	Infir- mation.
		Trois-Rivières ..				
		Québec .....				
		Saguenay .....				
		Chicoutimi .....				
		Gaspé .....				
		Rimouski .....				
		Kamouraska .....				
		Montmagny .....				
		Beauce .....				
		Arthabaska .....				

Cour de Circuit.						
En délibéré.	Non instruites.	Localité.				
		Nom de la cour de circuit.	Total.	Jugements.		
				Total.	Confir- mation.	Infir- mation.

No. DE CAUSES RESERVEES SOUMISES.

[illegible]



No. d'Appels

Total.	Jugements.			En délibéré.	Non instruits.
	Total.	Confir- mation.	Infir- mation.		

Cour Supérieure.

[illegible]

**LE POUVOIR JUDICIAIRE.**

EN MATIÈRES CRIMINELLES.

Siégeant à  
MONTREAL.

No. DE CAUSES RÉSERVÉES SOUMISES.						COURS QUI ONT RENVOYÉ DES CAUSES RÉSERVÉES AVEC INDICATION DU NOMBRE ENVOYÉ PAR CHACUNE.							
TOTAL.	JUGEMENTS.				En délibéré.	Non instruites.	NOM DE LA COUR.	JUGEMENTS.				En délibéré.	Non instruites.
	TOTAL.	Infir- mation.	Amen- dement.	Confir- mation.				TOTAL.	Infir- ma- tion.	Amen- dements.	Confir- mation.		

Montant des honoraires,  
Dépenses du greffe,

8

Je, (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, et que rien de faux n'y a été inséré et que rien n'y a été omis.

A. B.,  
Greffier des appels.

Assermenté devant moi, à ce }  
jour de janvier, 18 .  
C. D.,  
J. P. pour le district de

(No. 5.)

## BUREAU DU SHÉRIF DU DISTRICT DE

## RAPPORT POUR L'ANNÉE 18

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

	<i>De Bonis.</i>		<i>De Terris.</i>	
	Total.	No. de ventes.	Total.	No. de ventes.
Nombre de brefs d'Exécution.....				

## MONTANT RÉALISÉ PAR LES VENTES.

Propriété immobilière.....\$

Propriété mobilière.....\$

Montant des honoraires,

\$

Dépenses du greffe,

\$

Je, (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, que rien de faux n'y a été inséré, et que rien n'y a été omis.

A. B.,

Shérif du district de

Assermenté devant moi, à  
ce  
jour de janvier, 18 . }

C. D.,

J. P. pour le district de



(No. 7.)

## BUREAU DU JUGE DES SESSIONS (ou RECORDER) POUR L

## RAPPORT POUR L'ANNÉE 18

Fait en vertu du chapitre dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

	Nombre total de plaintes.	Nombre de con- victions som- maires. (*)	Emprisonne- ments	Elargisse- ments	.
Offenses.					

(\*) Sentences prononcées sur convictions sommaires, avec indication du nombre de chacune de ces sentences

Emprisonnement pour	mois.....		
Do pour	mois.....		
Amende de			
Do de			

Montant des honoraires,

\$

Dépenses du greffe,

\$

Je (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, que rien de faux n'y a été inséré et que rien n'y a été omis.

A. B.

Juge des sessions ou recorder.

Assermenté devant moi à  
ce  
jour de janvier, 18 .

C. D.,

J. P. pour le district de

(No. 8.)

**BUREAU DU RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGIS-  
TREMENT DE**

**RAPPORT POUR L'ANNÉE 18 .**

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q.

No. total de documents enregistrés.	No. d'hypothèques.	No. d'échanges de propriétés.	No. de contrats de mariage.	No. d'autres documents.

Droits sous l'autorité de la loi des timbres,       \$

Dépenses du greffe,                                       \$

Je, (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, que rien de faux n'y a été inséré et que rien n'y a été omis.

A. B.,

Régistrateur de la  
division d'enregistrement de

Assermenté devant moi, à  
ce  
jour de janvier, 18 .       }

C. D.,

J. P. pour le district de

(No. 9.)

## RAPPORT POUR L'ANNÉE 18 .

Fait en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R. P. Q.

## CAUSES ENTENDUES PAR LE SOUSSIGNÉ, JUGE DE PAIX.

No. de plaintes portées .....

No. de jugements rendus .....

Montant des amendes imposées.....8

Je, (A. B.), certifie par les présentes que le rapport ci-dessus est correct, que rien de faux n'y a été inséré et que rien n'y a été omis.

A. B.,

Juge de paix pour le  
district de

(Place.) (Date.)

# EXTRAIT DES RAPPORTS.

EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires, pour l'année 18 .

(No. 1.)

COUR DES COMMISSAIRES POUR LA DÉCISION SOMMAIRE DES PETITES CAUSES.

DISTRICT.	COMTÉ.	Ville.—Paroisse.—Canton, &c.	Somma- tions émises.	Rapportées en cour.	Jugements rendus.	Exécutions émises.	Oppositions faites.	Montant des honoraires.	Dépenses du Greffé.
QUÉBEC.....	Portneuf.....	Paroisse de St-Casimir..... do des Grondines..... Canton de Gosford..... do d'Alton.....							
	Québec.....								
	Montmorency.....								
	Lévis.....								
	Lotbinière.....								
		Total dans le district.....							



EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires, pour l'année 18 .

(No. 2.)

COUR DE CIRCUIT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

DISTRICT.	Nom de la cour de circuit.	Nombre total des sommations émises.	Nombre d'actions susceptibles d'appel. (*)	Nombre d'actions non suscep- tibles d'appel.		Nombre de brefs rapportés en cour.		Nombre d'actions par défaut.	
				A \$25 et au-dessous.	Au-dessus de \$25.	Susceptibles d'appel. (*)	Non suscep- tibles d'appel.	Susceptibles d'appel. (*)	Non suscep- tibles d'appel.
QUEBEC.....	District de Québec.....								
	Total dans le district....								

(\*) Ces colonnes s'appliquent aux cours tenues ailleurs qu'aux chefs-lieu de chaque district.

EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires, pour l'année 18 .

(No. 2.)

COUR DE CIRCUIT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

DISTRICT.	Nom de la cour de circuit.	No. de jugements rendus dans des causes par défaut				No. d'actions contestées.		BREFS.			
		Susceptibles d'appel. (*)		Non susceptibles d'appel.		Total.	Jugements.	De saisie-arrest avant jugement.	De saisie-revendication.	De saisie-gagerie.	De certiorari.
		Par le tribunal.	Par le greffier.	Par le tribunal.	Par le greffier.						
QUÉBEC .....	District de Québec.....										
	Total dans le district....										

Cette colonne s'applique aux cours tenues ailleurs qu'aux chefs-lieu de chaque district.

EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires, pour l'année 18 .

(No. 2.)

COUR DE CIRCUIT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

DISTRICT.	Nom de la cour de circuit.	BREFS.		NOMBRE TOTAL.	OPPOSITIONS									
		D'exécution.			Afin d'annuler.				Afin de distraire.					
		<i>De bonis.</i>	<i>De terris.</i>		Total.	Main- tenues.	Dé- boutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Main- tenues.	Dé- boutées.	Dont il n'a pas été disposé.		
QUÉBEC.....	District de Québec.....													
	Total dans le District.....													

EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires, pour l'année 18 .

(No. 2.)

COUR DE CIRCUIT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

DISTRICT.	Nom de la cour de circuit.	OPPOSITIONS								Montant des honoraires.	Dépenses du Greffe.
		Afin de charge.				Afin de conserver.					
		Total.	Main-tenus.	Dé-boutés.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Main-tenus.	Dé-boutés.	Dont il n'a pas été disposé.		
QUEBEC.....	District de Québec.....										
	Total dans le District.....										

EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième du titre sixième, des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires, pour l'année 18

(No. 3.)—COUR SUPÉRIEURE POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SOMMATIONS.																								
DISTRICT.	No. total émis.	Dans des causes.					No. de brefs rapportés en cour.					No. d'actions par défaut.					No. de jugements rendus dans des causes par défaut.							
		Entre \$100 et \$200.	Entre \$200 et \$300.	Entre \$300 et 400.	Entre \$400 et \$2,000.	Au-dessus de \$2,000.	Entre \$100 et \$200.	Entre \$200 et \$300.	Entre \$300 et \$400.	Entre \$400 et \$2,000.	Au-dessus de \$2,000.	Entre \$100 et \$200.	Entre \$200 et \$300.	Entre \$300 et \$400.	Entre \$400 et \$2,000.	Au-dessus de \$2,000.	Entre \$100 et \$200.		Entre \$200 et \$300.		Entre \$300 et \$400.			
																	Par le tribunal.	Par le greffier.	Par le tribunal.	Par le greffier.	Par le tribunal.	Par le greffier.		
Québec.....																								
Montréal.....																								
Trois-Rivières.....																								
St-François.....																								
Kamouraska.....																								
Ottawa.....																								
Gaspé.....																								
Terrebonne.....																								
Joliette.....																								
Richelieu.....																								
Saguenay.....																								
Chicoutimi.....																								
Rimouski.....																								
Montmagny.....																								
Beauce.....																								
Arthabaska.....																								
Bedford.....																								
St-Hyacinthe.....																								
Iberville.....																								
Beauharnois.....																								
Dans toute la Province.....																								

## (No. 3.)—COUR SUPÉRIEURE POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

DISTRICT.	SOMMATIONS.						BREFS.				
	No. de jugements rendus dans des causes par défaut.				No. d'actions contestées.		De saisie-arrêt avant jugement.	De saisie-revendication.	De saisie-gagerie.	D'exécution.	
	Entre \$400 et \$2000.		Au-dessus de \$2000.		Total.	Jugements.				De tous.	De terres.
	Par le tribunal.	Par le greffier.	Par le tribunal.	Par le greffier.							
Québec.....											
Montréal.....											
Trois-Rivières.....											
St-François.....											
Kamouraska.....											
Ottawa.....											
Gaspé.....											
Terrebonne.....											
Joliette.....											
Richelieu.....											
Saguenay.....											
Chicoutimi.....											
Rimouski.....											
Montmagny.....											
Beauce.....											
Arthabaska.....											
Bedford.....											
St-Hyacinthe.....											
Iberville.....											
Beauharnois.....											
Dans toute la Province.....											

## (No. 3).—COUR SUPÉRIEURE POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

DISTRICT	REQUÊTES POUR DES BREFS.								D'injonction.		Ratification de titres.	Procès par jury, ordonnés.	Poursuites en vertu des dispositions relatives aux locataires et locataires.
	De certiorari.		De mandamus.		De quo warranto.		De prohibition.		Accordé.	Refusé.			
	Accordées.	Refusées.	Accordées.	Refusées.	Accordées.	Refusées.	Accordées.	Refusées.					
Québec.....													
Montréal.....													
Trois-Rivières.....													
St-François.....													
Kamouraska.....													
Ottawa.....													
Gaspé.....													
Terrebonne.....													
Joliette.....													
Richelieu.....													
Saguenay.....													
Chicoutimi.....													
Rimouski.....													
Montmagny.....													
Beauce.....													
Arthabaska.....													
Bedford.....													
St-Hyacinthe.....													
Iberville.....													
Beauharnois.....													
Dans toute la Province..													

## (No. 3.)—COUR SUPÉRIEURE POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

## OPPOSITIONS.

DISTRICT.	Nombre total.	Afin d'annuler.				Afin de distraire.				Afin de charger.				Afin de conserver.				Montant des honoraires.	Dépenses du greffe.
		Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.	Total.	Maintenues.	Déboutées.	Dont il n'a pas été disposé.		
Québec.....																			
Montréal.....																			
Trois-Rivières.....																			
S.-François.....																			
Kamouraska.....																			
Ottawa.....																			
Gaspé.....																			
Terrebonne.....																			
Joliette.....																			
Richelieu.....																			
Saguenay.....																			
Chicoutimi.....																			
Rimouski.....																			
Montmagny.....																			
Beauce.....																			
Arthabaska.....																			
Bedford.....																			
St-Hyacinthe.....																			
Iberville.....																			
Beauharnois.....																			
Dans toute la Province.....																			



EXTRAIT des RAPPORTS faits en vertu du chap. dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires. pour l'année 18 .

---

(No. 4.)

(Copie de Rapport.)



EXTRAITS des RAPPORTS faits en vertu des dispositions du chapitre dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires pour l'année 18 .

(No. 6.)

SHERIFS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

DISTRICT.	No. total des prisonniers.	No. de chaque métier et profession.							No. de chaque offense.							Divers âges							No. d'emprisonnements antérieurs.			
		Forgeron.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	Mentire.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	Aut-dessous de 14.	Entre 1 et 20.	Entre 20 et 30.	Entre 30 et 40.	Entre 40 et 50.	Entre 50 et 60.	Aut-dessous de 60.	1	2	3	4
Québec.....																										
Montréal.....																										
Trois-Rivières.....																										
St-François.....																										
Gaspé, Comté de Gaspé.....																										
do Bonaventure.....																										
Kamouraska.....																										
Ottawa.....																										
Terrebonne.....																										
Joliette.....																										
Richelieu.....																										
Saguenay.....																										
Chicoutimi.....																										
Rimouski.....																										
Montmagny.....																										
Beauce.....																										
Arthabaska.....																										
Bedford.....																										
St-Hyacinthe.....																										
Isles.....																										
Beauharnois.....																										
Dans toute la Province.....																										

EXTRAITS des RAPPORTS faits en vertu des dispositions du chapitre dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires pour l'année 18 .

(No. 7.)

JUGES DES SESSIONS ET MAGISTRATS DE POLICE.

A Montréal.	A Québec.	PLAINTES.																		Convictions Sommaires.	Emprisonnement.	Élargissement.	Sentences prononcées dans les cas de convictions sommaires.										Montant des honoraires.	Dépenses du greffe.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
		Nombre Total.	Nature de l'offense.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
			Larcin.	Assault.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.	etc.				etc.	etc.	etc.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											

RECORDERS.

(Tel que ci-dessus.)

EXTRAITS des RAPPORTS faits en vertu des dispositions du chapitre dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires pour l'année 18 .

(No. 8.)

RÉGISTRATEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

NOM DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT.	No. total de documents enregistrés.	No. d'hypothèques.	No. d'échanges de propriétés.	No. de contrats de mariage.	No. d'autres documents.	Montant des honoraires.	Depenses du bureau.
Argenteuil—comté de.....							
Arthabaska—comté de.....							
Bagot—comté de.....							
Beauce—comté de.....							
Beauharnois—comté de.....							
Bellechasse—comté de.....							
Berthier—comté de.....							
Bonaventure, No. 1—du comté de.....							
Bonaventure, No. 2—du comté de.....							
Brome—comté de.....							
Chambly—comté de.....							
Champlain—comté de.....							
Charlevoix et Saguenay, No. 1,—des comtes de.....							
Charlevoix et Saguenay, No. 2,—des comtes de.....							
Châteauguay—comté de.....							
Chicoutimi, No. 1—comté de.....							
Chicoutimi, No. 2—comté de.....							
Coaticook.....							
Compton—comté de.....							
Deux Montagnes—comté de.....							
Dorchester—comté de.....							
Drummond—comté de.....							
Gaspé—comté de.....							
Hochelaga et Jacques-Cartier—comté de.....							
Huntingdon—comté de.....							
Ilerville—comté de.....							
Ile de la Madeleine.....							
Ile d'Orléans.....							
Joliette—comté de.....							
Kamouraska—comté de.....							
Laprairie—comté de.....							
L'Assomption—comté de.....							
Laval—comté de.....							
Levis—comté de.....							
L'Islet—comté de.....							
Lothbinière—comté de.....							
Maskinongé—comté de.....							
Mégantic—comté de.....							
Missisquoi—comté de.....							
Montcalm—comté de.....							
Montmagny—comté de.....							
Montmorency—comté de.....							

EXTRAITS des RAPPORTS faits en vertu des dispositions du chapitre dixième, du titre sixième des S. R., P. Q., relatif aux statistiques annuelles des affaires judiciaires pour l'année 18

(No. 8.)

RÉGISTRATEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—(Suite.)

NOM DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT.	No. total de documents enregistrés.	No. d'hypothèques.	No. d'échanges de propriétés.	No. de contrats de mariage.	No. d'autres documents.	Montant des honoraires.	Dépenses du bureau.
Montréal-Est.....							
Montréal-Ouest.....							
Napleville—comté de.....							
Nicolet—comté de.....							
Ottawa—comté de.....							
Pontiac—comté de.....							
Portneuf—comté de.....							
Québec.....							
Richelieu—comté de.....							
Richmond—comté de.....							
Rimouski, No. 1—comté de.....							
Rimouski, No. 2—comté de.....							
Rouville—comté de.....							
Shefford—comté de.....							
Sherbrooke.....							
Soulanges—comté de.....							
Stanstead.....							
Ste-Anne-des-Monts.....							
St-Hyacinthe—comté de.....							
St-Jean—comté de.....							
Témiscouata—comté de.....							
Terrebonne—comté de.....							
Trois-Rivières.....							
Vaudreuil—comté de.....							
Verchères—comté de.....							
Wolfe—comté de.....							
Yamaska—comté de.....							
Dans toute la Province.....							

